Le Monde

www.lemonde.fr

58e ANNÉE – Nº 17910 – 1,20 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE — DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2002 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

SÉRIES DE L'ÉTÉ

LA NOUVELLE DE CHANTAL PELLETIER

Comme une image

Une vision tendre et désespérée à la fois, un humour grinçant pour le roman noir

La nouvelle et p. 18

CHERS PARENTS

I. M. Pei

« Les pères sèment, les fils récoltent », dit l'architecte p. 7

VACANCES DES AUTRES

Cuba

Tous les plaisirs de la plage, malgré l'austérité p. 12

PROCHE-ORIENT
Autorité palestinienne : un bilan d'étape des réformes engagées p. 3

BELGIQUE
Des ventes d'armes au Népal font scandale p. 4

ESPAGNE
La « suspension » de Batasuna p. 4

FRÉGATES DE TAÏWAN
Toutes les enquêtes seraient bloquées par le secret-défense p. 6

GAUCHE
Bergounioux pour une « confédération » p. 6

International 2
France-Société 5
Horizons 7
Entreprises 9
Carnet 10
Abonnements 10
Aujourd'hui 11
Météorologie-Jeux .. 13
Culture 14
Radio-Télévision 17

Les enjeux du Sommet de la Terre

Jusqu'au 4 septembre, Johannesburg accueille la deuxième conférence mondiale sur le développement durable

UNE CROISSANCE économique forte, aujourd'hui, est-elle compatible avec l'écologie du globe et avec les besoins de la population mondiale, demain ? Cette question est au centre du Sommet mondial du développement durable des Nations unies, qui doit s'ouvrir le lundi 26 août à Johannesburg, en Afrique du Sud. Une centaine de chefs d'Etat ou de gouvernement, 22 000 délégués et quelques dizaines de milliers d'activistes sont attendus à ce deuxième Sommet de la Terre, après celui de Rio il y a dix ans, qui avait adopté les conventions sur le changement climatique et sur la biodiversité.

Axé autour du « développement durable », un concept visant à concilier économie et écologie, le présent et l'avenir, la conférence de Johannesburg doit adopter un plan d'action en 153 articles, couvrant tous les aspects du développement, de la lutte contre la pauvreté à la préservation des ressources naturelles de la planète. L'accès à l'eau potable, dont sont privés 1,1 milliard d'êtres humains, et celui à l'électricité, qui fait défaut à 1,6 milliard d'habitants du monde, sont les thèmes majeurs de ce programme, qui doit être négocié entre pays riches et pays pauvres.

Les entreprises et les investisseurs deviennent plus sensibles au « développement durable ». Des agences de notation, comme celle que vient de créer Nicole Notat, ancienne dirigeante de la CFDT, tentent d'évaluer l'éthique de leur comportement.

ELLIOT ERWITT/MAGNUM PHOTOS

- Un rassemblement de 40 000 personnes dont plus de 100 chefs d'Etat ou de gouvernement
- Dix ans après Rio, les promesses du premier Sommet n'ont pas été tenues
- Nos reportages en Asie, en Afrique et en Amérique latine
- Jacques Chirac avec Nicolas Hulot

Lire pages 2, 3 et 9 et notre éditorial page 8

Contre-enquête sur l'affaire du « Winner »

UN MARIN espagnol décédé, une cargaison de drogue presque intégralement perdue, des pays amis *« très déçus »* du travail des Français et, depuis vendredi 23 août, une plainte déposée pour *« atteinte au droit à la liberté et à la sûreté » :* deux mois après l'arraisonnement, par la Marine nationale, au large de l'Afrique, d'un cargo cambodgien suspecté de transporter 2 tonnes de cocaïne, le *« succès »* vanté alors par Jean-Pierre Raffarin tourne au fiasco.

FRED TANEAU/AFP

- Le fiasco d'une opération antidrogue
- Faible saisie de cocaïne, un marin décédé à Dakar
- La justice enquête

Lire page 5

Un « Clinton Show » pour 50 millions de dollars par an ?

LOS ANGELES
de notre correspondante

Le projet d'un « Clinton Show » refait surface : le 42e président des Etats-Unis envisagerait de présenter un talk-show de l'après-midi, et son entourage négocierait actuellement avec la chaîne CBS, selon le quotidien professionnel de Hollywood *Variety* et le *New York Times*. Des contacts avec la chaîne NBC avaient échoué en juillet. Bill Clinton voudrait donc causer chaque jour sur une chaîne hertzienne, mais de quoi ? Les rumeurs parlent d'une formule d'émission entre « Oprah » (célèbre talk-show de l'après-midi thématique et personnel) et « Nightline » (un magazine d'infos du soir sur ABC réputé pour son contenu sérieux). D'autres sources évoquent un programme sans esprit politique partisan, avec des invités et un orchestre. Et un salaire annuel d'environ 50 millions de dollars, record absolu pour un animateur débutant.

« Le président a reçu un nombre énorme de propositions de collaborations de chaînes hertziennes, câblées, de sites Internet, de radios et de la presse écrite, nuance Robert Barnett, un des avocats de Bill Clinton. *Nous n'avons pas le projet immédiat de conclure avec un média. »* Pour un lancement à la rentrée 2003, le futur présentateur devra se décider rapidement. Il lui faudra aussi s'organiser pour respecter le rythme astreignant d'un show quotidien en direct, alors qu'il doit déjà rédiger ses Mémoires, pour lesquels la maison d'édition Alfred A. Knopf lui a versé une avance record de 12 millions de dollars.

Une dose de télé quotidienne tente assurément Bill Clinton, qu'on dit lassé du circuit des conférences grassement payées (15 millions de dollars par an), et qui a toujours démontré son charisme devant les caméras. Vieux amis des Clinton, les producteurs hollywoodiens Harry Thomason et Linda Bloodworth-Thomason œuvreraient en coulisse pour orchestrer ce retour médiatique du *« come-back kid »* de 56 ans. CBS et King World Productions, deux sociétés du groupe Viacom, assureraient la distribution.

Mais ne risque-t-il pas de déprécier l'image de la présidence ? Pour John M. Orman, coauteur du livre *Celebrity Politics*, ce serait la confirmation que la politique américaine, *« envahie par les valeurs futiles de la culture pop »*, traite le président *« comme une célébrité »*. Un des anciens conseillers en communication de Bill Clinton, James Carville, pense d'ailleurs qu'il devrait s'abstenir : *« Ce n'est pas une bonne idée, mais il y a bien des choses que je ne considérais pas comme de bonnes idées et qu'il a pourtant poursuivies... »*

Claudine Mulard

CULTURE

A Paris, une double promenade dans la culture Pokémon

TAKASHI MURAKAMI 2001/TOMYO KOYAMA GALLERY, TOKYO/PHOTO KAIKAI KIKI

DEUX EXPOSITIONS de la Fondation Cartier, à Paris, présentent, jusqu'au 27 octobre, un panorama de l'art japonais actuel, dominé par les mangas (*photo : Tan Tan Bo*) et par le film d'animation. Elles ont reçu le surnom d'« expo Pokémon ». Plus sérieusement, « Kaikai Kiki » et « Coloriage » mettent à nu les mécanismes de production de l'imagerie à l'aube du XXIe siècle. *Lire page 14*

SPORTS

Les épéistes sauvent l'honneur

LUIS D'OREY/REUTERS

BILAN mitigé pour l'escrime française aux championnats du monde de Lisbonne. Une seule médaille d'or, à l'épée masculine par équipes. *Lire page 11*

■ ANALYSE

A propos du Nigeria, de Safiya et d'Amina

DEPUIS SA TOMBE, l'ethnologue Marcel Mauss doit contempler, avec dépit, le « fait divers total » dont le Nigeria est devenu grand pourvoyeur, suscitant de vives émotions dans l'Occident, qui se plaît à ferrailler contre la barbarie quand le triomphe de la vertu sur le vice peut être assuré au moindre coût. L'auteur d'un *Essai sur la nature et la fonction du sacrifice* aurait sans doute apprécié à sa juste valeur le sauvetage des victimes piaculaires (expiatoires) de la loi islamique au Nigeria : d'abord Safiya Husaini, puis Amina Lawal, toutes deux condamnées à la mort par lapidation pour avoir donné la vie à un enfant hors mariage, un « crime » assimilé à l'adultère par la charia.

N'est-ce pas une juste cause ? Assurément ! Mais l'indignation et la solidarité, prêtes à se porter au secours de ces deux villageoises, ne sont pas inconditionnelles. S'il aide d'être femme, il faut d'abord et surtout être innocent, accusé d'un crime qui n'en est pas un aux yeux du monde occidental. Ensuite, pour sauver Safiya ou Amina, l'Etat qui veut les mettre à mort – enterrées vives jusqu'aux épaules et prises pour cible de gros cailloux – doit se prêter à une croisade du bon droit. Ce n'est pas le cas, par exemple, de l'Arabie saoudite, bien que les femmes n'y puissent posséder ni carte d'identité ni permis de conduire, qu'elles ne soient pas représentées au Conseil consultatif qui sert de galerie de murmures au pouvoir wahhabite, que des procès s'y déroulent à huis clos, sans défense pour l'accusé, et qu'au moins 79 personnes – dont 23 étrangers dont les pays d'origine n'ont guère protesté – y aient été décapitées en 2001, dont plusieurs au sabre et en public.

En revanche, le Nigeria se prête au « devoir d'ingérence ». Voici un « géant aux pieds d'argile », un Etat de 120 millions d'habitants en quête de respectabilité internationale depuis qu'il a mis fin, par des élections en 1999, à seize années de dictature militaire.

Stephen Smith

Lire la suite page 8

M 00146 - 825 - F: 1,20 €

Afrique CFA 1000 F CFA, Algérie 40 DA, Allemagne 1,50 €, Antilles-Guyane 1,50 €, Autriche 1,50 €, Belgique 1,20 €, Canada 2,50 $, Danemark 15 KRD, Espagne 1,50 €, Finlande 2,00 €, Grande-Bretagne 1 £, Grèce 1,50 €, Irlande 1,50 €, Italie 1,50 €,Luxembourg 1,20 €, Maroc 10 DH, Norvège 14 KRN, Pays-Bas 1,50 €, Portugal cont. 1,50 €, Réunion 1,50 €, Suède 16 KRS, Suisse 2,40 FS, Tunisie 1,5 DT, USA (NY) 2 $, USA (others) 2,50 $.

INTERNATIONAL

DÉVELOPPEMENT

La **PLUS GRANDE CONFÉRENCE** jamais organisée par l'ONU doit s'ouvrir, lundi 26 août, à Johannesburg. Elle rassemblera, jusqu'au 4 septembre, plus de 40 000 participants, dont plus de cent chefs d'Etat et de gouvernement. Jacques Chirac s'y rendra le 1er septembre. George W. Bush ne viendra pas. Le Sommet doit adopter un plan de mise en œuvre du « développement durable », dont **L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ÉNERGIE** seront des objectifs majeurs. Des divergences sur le commerce international risquent de tendre les négociations. Le **FORUM DES ONG** s'est ouvert dès vendredi, alors que des « sans-terre » sud-africains organisaient la première **PROTESTATION DE RUE**. Le Sommet fait écho à celui de Rio, en 1992, qui avait permis au **BRÉSIL** de faire taire certaines critiques sur la déforestation de l'Amazonie.

Au deuxième Sommet de la Terre, économie rime avec écologie

Jusqu'au 4 septembre, Johannesburg accueille la conférence mondiale sur le développement durable. Elle réunit les délégués de plus de 100 pays, des ONG et des entreprises. Dix ans après Rio, le mode de croissance des pays du Sud reste un enjeu vital, comme le montre l'exemple de Djakarta

SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE DEUXIÈME Sommet de la Terre présente l'aspect d'un grand spectacle planétaire : cent chefs d'Etat, quarante ou soixante mille artistes du débat, des tonnes de brochures, de tracts, de rapports, des manifestants révoltés et des policiers énervés, des écologistes critiques et des chefs d'entreprise responsables, un consensus émouvant pour sauver la planète et rasséréner les pauvres, des négociateurs hagards...

On ne sait pas encore si la performance fera des étincelles, mais il reste fascinant de voir comment un obscur processus diplomatique, égrené au long des années à travers des réunions ignorées de tous aux quatre coins de la planète, se transforme soudain en une énorme machine de spectacle. Un maître de la communication comme le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, l'a bien compris, qui a conditionné sa participation au Sommet, qui s'ouvrira officiellement le lundi 26 août, à la question de savoir s'il s'agit d'un *« show »*.

Le spectacle a aussi sa scène *off*, le Forum des ONG ouvert dès vendredi 23 août, et ses *off* du *off*, les sans-terre qui se mettent à manifester *(lire page 3)*. Car c'est d'abord d'une représentation qu'il s'agit, la représentation d'une culture planétaire en formation, culture du respect indispensable de l'écologie du Globe, dans la nécessité de nourrir mieux les milliards de pauvres qui y côtoient leurs congénères au ventre bien rempli. A cet égard, la reconnaissance du terme de *« développement durable »*, sa promotion au rang de slogan mondial, quels que soient l'ambiguïté et le flou du concept, signifie qu'un tournant est pris : après des décennies où la croissance économique était jugée comme l'étalon du progrès, malgré les protestations des écologistes, la communauté internationale, les milieux économiques, les responsables politiques affirment que la croissance doit se faire dans le respect de l'environnement et avec le souci de la santé, de l'instruction et de la justice.

UN PLAN D'ACTION

L'enjeu symbolique de l'événement est le plus important. Son enjeu politique ne l'est cependant pas moins. Il s'agit, implicitement, de démontrer que la guerre contre le terrorisme n'est pas le premier problème planétaire actuel, mais passe après la question du clivage Nord-Sud et de la pauvreté douloureuse dans laquelle survivent près de la moitié des humains. Le Sommet a été ainsi avancé d'une dizaine de jours, pour ne pas coïncider avec l'anniversaire du 11 septembre 2001. Il s'agit aussi de démontrer la capacité collective de gérer les problèmes de la planète et de l'opposer à la vision unilatérale de la principale puissance, les Etats-Unis, dont le président George W. Bush a annoncé qu'il ne viendrait pas à Johannesburg.

En ce sens, une part essentielle de la négociation portera sur le fait de laisser ou non déborder le Sommet de son programme initial et largement rhétorique, pour en faire la poursuite des conférences de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha, en novembre 2001, et de la conférence de Monterrey sur l'aide au développement, en mars 2002. Pour les Etats-Unis, mais également pour l'Union européenne, comme l'a indiqué au *Monde* Poul Nielson, le commissaire européen au développement, il n'est pas question de rouvrir ces négociations : Doha a décidé du contenu des discussions à poursuivre dans l'OMC sur le commerce, Monterrey l'augmentation de l'aide au développement, assujettie à des critères de *« bonne gouvernance »*.

Pour les pays riches, Johannesburg ne doit donc pas parler de ces questions, mais en rester au plan d'action, c'est-à-dire la définition précise de ce qu'il faut faire. Etats-Unis et Europe divergent ici, l'Europe acceptant que ce plan contienne des objectifs précis – par exemple l'accès de tous à l'assainissement des eaux, ou la proportion de 10 % de l'énergie mondiale en 2010 remplacée par les énergies renouvelables –, tandis que les Etats-Unis renâclent à de tels engagements à caractère contraignant. En revanche, nombreux au sein du G 77, le groupe hétéroclite des pays du Sud, pensent que Johannesburg doit aborder les questions de Doha et Monterrey. *« Le monde en développement demande un accès aux marchés beaucoup plus important, et c'est quelque chose qui jouera un rôle important à Johannesburg »*, a averti Shiv Mukherjee, le représentant de l'Inde au Sommet. La négociation pourrait se cristalliser sur ces sujets.

Le plan d'action comporte 153 paragraphes, décomposés en 615 alinéas, sur tous les sujets concernés – pauvreté, consommation, ressources naturelles, globalisation, etc. En moyenne, l'accord a pu être trouvé, lors des travaux préparatoires, seulement sur 25 % des alinéas. Les domaines pour lesquels l'échec est le plus élevé sont le financement (89 % des alinéas sans accord) et le commerce (85 %).

La question des subventions aux exportations agricoles, qui fragilisent les agricultures des pays du Sud, pour leur part non assistées, est, par exemple, l'un des points les plus sensibles. Commerce, environnement, développement, c'est désormais tout un.

Hervé Kempf

Qu'est-ce que le « développement durable » ?

Ce vocable en vogue désigne un développement économique qui accroît le bien-être sans détruire l'environnement naturel. Le terme a été lancé par le rapport Bruntland, remis en 1987 à l'Organisation des Nations unies. Il y est défini comme un développement *« qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs »*. Le concept est issu du constat que la prospérité des pays du Nord s'est édifiée sur la destruction de nombreux écosystèmes ou sur leur pollution. Si les pays du Sud devaient suivre le même chemin, la biosphère atteindrait un niveau de dégradation intolérable. Il s'agit donc de définir un schéma de développement qui ne prenne pas la voie suivie par le Nord. Clair dans son principe, le développement durable est plus difficile à préciser concrètement : s'agit-il simplement de mieux gérer les ressources non renouvelables ? De maintenir constante la valeur du capital naturel ? Et comment définir les besoins des générations futures ?

Jacques Chirac emmène Nicolas Hulot

De retour de ses vacances à la Réunion, Jacques Chirac, a préparé, jeudi 22 août, le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, avant de rejoindre, le lendemain, le fort de Brégançon, sur la côte varoise, l'une des résidences de la présidence française.

Le chef de l'Etat se rendra en Afrique du Sud du 1er au 3 septembre, à la tête d'une importante délégation. M. Chirac sera accompagné de trois ministres, Roselyne Bachelot (écologie), Pierre-André Wiltzer (coopération) et Tokia Saïfi (développement durable), ainsi que d'une vingtaine d'élus, parmi lesquels Serge Lepeltier, secrétaire général du RPR, et de diverses personnalités, dont Nicolas Hulot, l'aventurier vedette de la télévision, qui est l'un des inspirateurs de son discours sur l'environnement.

Plus de 100 dirigeants, 22 000 délégués

- **Plus de cent chefs d'Etat ou de gouvernement** sont attendus au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud).
- **Ils rejoindront plus de 40 000 personnes :** 22 000 délégués (dont 15 000 des ONG) et plus de 2 000 journalistes. Plus de 20 000 autres personnes assisteront aux événements parallèles.
- **La réunion vise à faire le bilan** du précédent Sommet de la Terre, qui s'est tenu à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992.
- **Le Sommet s'achèvera le 4 septembre.** Les chefs d'Etat et de gouvernement se retrouveront les deux derniers jours pour adopter la déclaration politique et le plan d'action.
- **Le plan d'action définira des mesures concrètes** visant à créer les conditions d'un développement durable de la planète. L'énergie et l'eau sont deux thèmes prioritaires de ce plan.
- **1,1 milliard d'humains n'ont pas accès à l'eau potable.** 1,6 milliard n'ont pas l'électricité. 2 milliards subsistent avec moins de 1 euro par jour.
- **Les entreprises seront associées au plan d'action** à travers des partenariats sur des réalisations précises. Cinquante dirigeants de firmes multinationales participent au sommet.
- **Le 1er septembre, un « jour des entreprises »** est prevu. Il sera précédé, la veille, par une grande manifestation de protestation.

Au Brésil, dix ans après Rio, les promesses n'ont pas été tenues

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Il y a dix ans, en juin 1992, Rio, quadrillée par la police et l'armée, accueillait le premier Sommet de la Terre, préparé sous les auspices des Nations unies. En organisant l'événement, historique, le gouvernement brésilien contre-attaquait sur la scène diplomatique, sur laquelle il était devenu la cible de la vindicte verte : l'assassinat de Chico Mendes, le leader des *seringueiros* amazoniens (les paysans qui vivent de la récolte du latex produit par les hévéas), commandité en décembre 1988 par un grand propriétaire terrien, avait en effet abouti, parce que la victime luttait pour la préservation de la forêt, à la canonisation médiatique du *« premier martyr de l'écologie »*.

Le Brésil était à l'époque accusé de négligence criminelle qui mettait en péril la survie de l'humanité à cause du défrichement de l'Amazonie. Une décennie plus tard, le ralentissement de la déforestation semble davantage imputable à la crise économique qu'à la politique des autorités.

Parmi les fondateurs du parti Vert brésilien, dont il fut longtemps le seul représentant au Parlement de Brasilia avant de rejoindre récemment le Parti des travailleurs (PT), Fernando Gabeira, député fédéral et ancien guérillero, dresse un bilan mitigé de l'impulsion née du rassemblement de Rio, qui avait fait la part belle aux ONG réunies en marge de la rencontre officielle des 172 chefs d'Etat et de gouvernement. *« Ce sommet,* analyse-t-il, *a au moins permis de montrer que les pays du Sud n'étaient pas les principaux responsables des nuisances infligées à l'environnement. Les modes de production industriels et l'incitation à la consommation ont également été mis en question en raison de leur caractère prédateur. Au Brésil, la cause écologiste a, dès lors, été récupérée par les partis politiques, qui ont coopté ses militants. »*

Moins exposé que ses prédécesseurs aux foudres des écologistes, le président Fernando Henrique Cardoso a dernièrement clamé que la délégation brésilienne se rendra à Johannesburg avec un *« moral élevé »*, notamment motivé par *« la baisse de 13 % des déboisements en Amazonie »*.

RENZO GOSTOLI/AP

« Rio a montré que le Sud n'était pas le principal responsable des nuisances infligées à l'environnement »
FERNANDO GABEIRA

En fin de mandat, le chef de l'Etat a louvoyé entre le lancement d'un plan de développement mirobolant et potentiellement dévastateur pour l'écosystème amazonien (*Le Monde* du 31 janvier 2001) et la création de sanctuaires. Il vient ainsi de signer un décret portant sur la démarcation de la réserve écologique des Tumuc Humac, un parc naturel de 3,8 millions d'hectares situé à la frontière méridionale de la Guyane française.

A Johannesburg, le Brésil, solidaire sur ce point de l'ensemble des pays sud-américains, soutiendra le projet, fixant à 10 %, d'ici dix ans, la production d'énergie provenant de sources renouvelables. Pressentant de possibles manœuvres de diversion de la part des Etats-Unis, le ministre brésilien de l'environnement, José Carlos Carvalho, a affirmé qu'il fallait *« définir des objectifs précis en fonction des accords déjà signés à Rio »*.

Il est vrai qu'entre les velléités et leur application sur le terrain, le déphasage est parfois spectaculaire. Il en va ainsi du projet de dépollution de la baie de Rio. Engendré dans l'élan suscité par le Sommet de 1992, ce programme, qui a déjà englouti 500 millions d'euros, se solde pour l'heure par un fiasco retentissant. Selon un rapport de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), principal bailleur de fonds du projet, la plupart des huit stations d'épuration installées sont en panne ou fonctionnent mal, et à peine 15 % des 20 000 litres d'eaux usées déversées quotidiennement dans la baie sont effectivement traités.

Jean-Jacques Sévilla

A Djakarta, la corruption empêche tout contrôle de l'urbanisation

Développement anarchique, dégradation des infrastructures, pollution : la capitale de l'Indonésie est menacée d'asphyxie

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Plus de 8 millions d'habitants de nuit, jusqu'à 12 millions de jour : Djakarta est une mégapole engorgée que menace l'asphyxie. 6 % seulement de la superficie y sont réservés aux voies publiques, contre 20 % en moyenne dans les grandes villes européennes. Au bord de canaux ou de rivières pleins de détritus et à la couleur noirâtre, le cinquième de la population s'entasse dans deux douzaines de bidonvilles insalubres. *« Et la situation continue d'empirer car le chômage s'accroît »*, dit Damanhuri Rosadi, directeur exécutif de l'Indonesian Child Welfare Foundation (YKAI).

La capitale de l'Indonésie offre une autre façade, avec les grattes-ciel alignés le long des grandes avenues du centre, comme les Jalan Thamrin et, surtout, Sudirman. Ou dans les ruelles des *kampongs* bordées de maisonnettes aux toits de tuiles rouge-orange et dont l'atmosphère paisible fait encore songer aux petites villes javanaises de province.

Mais cette vitrine a subi un rude choc avec la crise asiatique de 1997-1998, quand l'effondrement du secteur financier a nourri un mouvement contestataire et mis fin aux trente-deux années de règne de Suharto dans des violences et un chaos le plus souvent orchestrés.

Depuis, banques et hôtels de luxe vivotent dans leurs vastes immeubles de verre, car de nombreux habitants ont quitté le pays. Selon les pompiers, plus de la moitié des 542 grattes-ciel n'entretiennent pas leurs systèmes pare-feu et le quart des bouches d'eau à leur disposition en cas d'incendie n'est plus opérationnel. Les 2 000 pompiers de la ville ont fait face, en 2001, à 772 incendies, qui ont fait 18 victimes et détruit 305 constructions.

En février, à la suite de fortes pluies, 20 % de la superficie de la ville ont été inondés, entraînant le déplacement de 300 000 personnes, tandis que de sérieux dommages affectaient plus de 400 des quelque 3 000 écoles primaires de la capitale et 100 000 habitations. Ces ravages sont liés à une dégradation des infrastructures, à l'insuffisance du drainage des canaux et à une construction immobilière illicite sur des terrains réservés au captage des eaux.

La lenteur et le détournement des aides aux sinistrés ont provoqué une polémique et des procès. *« Aucun système d'alerte et aucun soutien logistique préventif n'étaient en place »*, affirme Tubagus Haryo, jeune avocat de l'Institut d'assistance juridique (LBH). L'impopulaire gouverneur de la ville, Sutiyoso, un général à la retraite, a récemment reconnu que *« la corruption, la collusion et le népotisme »* – les trois maux dénoncés par les étudiants en 1998 – *« se sont développés structurellement et culturellement, affectant tous les niveaux et échelons, du gouvernement central aux régions »*.

La métropole est-elle gérable ? Afra Siowardjadja, qui anime des communautés dans les zones industrielles de Tangerang et de Bekasi pour le compte de l'Institution catholique Daya Dharma, semble le penser : *« Les communautés, sur le mode participatif, se renforcent. Elles apprennent leurs droits et les procédures à suivre en cas de conflit du travail. Des collectes sont destinées aux licenciés et aux malades. Nous introduisons le crédit par le biais de la solidarité. Un dialogue intercommunautaire s'amorce également »*, dit-elle.

« Il n'y a pas de volonté politique de gérer la ville »

TUBAGUS HARYO, AVOCAT

Selon Teten Masduki, président d'Indonesian Corruption Watch, le budget de Djakarta – près de 1 milliard d'euros l'an dernier – a été *« mal approprié »* à hauteur de 35 %. Tubagus Haryo ajoute que l'entretien d'une administration pléthorique et inefficace représente 70 % de ses dépenses et qu'il ne reste que 30 % *« pour le service des administrés »*.

« Les bureaucrates corrompus et impunis, poursuit-il, *ne peuvent pas gérer la ville. En outre, il n'existe aucune coopération entre les départements. Enfin, ils ne gèrent pas les conflits : ils gèrent par le conflit. Il n'existe aucun dialogue avec les communautés urbaines. Ils ne s'intéressent pas aux besoins de la population. Le budget serait suffisant si la bureaucratie se comportait en facilitateur. Mais il n'y a pas de volonté politique de gérer la ville. »*

Fin juin, dans le nord de la métropole, la police a brûlé avec du kérosène une centaine de taudis, en dépit des protestations des squatteurs, pour l'essentiel des pêcheurs. *« Quand les autorités démolissent ou rasent un emplacement, aucun plan d'aménagement n'est prévu. On finit donc par réoccuper le terrain ; c'est un cercle vicieux »*, estime Tubagus Haryo.

Le *Jakarta Post* a récemment comparé la capitale à un durian, gros fruit prisé pour son goût, mais dont l'odeur est forte. Dans une agglomération où plus de 4 millions de véhicules se disputent 6 000 kilomètres de chaussées dans les émissions toxiques de pots d'échappement non contrôlés, l'odeur semble l'emporter sur le goût. Et rien n'annonce la correction de cette tendance.

Jean-Claude Pomonti

COMMERCE
GESTION
Intégrez une GRANDE ÉCOLE
Bac + 2 (DEUG, BTS, DUT...)
Bac + 3 (Lettres, Droit, Eco...)
Session : septembre
Concours d'admission externe
Contactez Marion Maury
8, rue de Lota - 75116 Paris
01 56 26 26 10/26
www.isg.fr
ISG
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
NEW YORK - PARIS - TOKYO
ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT • ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

HOWARD BURDITT/REUTERS

FORUM
Le président sud-africain Thabo Mbeki a donné, vendredi soir 23 août, le coup d'envoi du Forum des ONG en demandant leur aide pour « sauvegarder la planète », en prélude au Sommet de la Terre organisé du 26 août au 4 septembre à Johannesburg.

ALEXANDER JOE/AFP

GREEPEACE/UNANONGRAK/AFP

PRÉ-SOMMET
Des représentants des « tribus indigènes » du monde participent à un pré-sommet à Tswana, près de la ville de Kimberley. A Lampang, en Thaïlande, des militants de Greenpeace ont survolé, le 21 août, une centrale au charbon pour protester contre le changement climatique.

Autorité palestinienne : un bilan d'étape des réformes engagées a été dressé à Paris

Le renouveau du pouvoir de Yasser Arafat reste cependant tributaire d'un retrait israélien

C'ÉTAIT le premier exercice du genre depuis que, le 26 juin, l'Autorité palestinienne avait annoncé un plan de réformes économiques, financières, juridiques et sécuritaires, dit « des cent jours ». Jeudi 22 et vendredi 23 août, à Paris, une délégation palestinienne, forte de six ministres, du directeur exécutif du Pecdar (Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction), de trois représentants d'organisations non gouvernementales et du président de l'Association des chefs d'entreprise, a rencontré le groupe de hauts fonctionnaires représentant le « quatuor » (Etats-Unis, Union européenne, Russie et ONU) et chargé de suivre la mise en œuvre des réformes et d'apprécier l'aide financière et technique qu'il convient d'apporter à l'Autorité palestinienne.

Quatre des principaux donateurs d'aide aux Palestiniens – le Japon, la Norvège, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) – siégeaient aux côtés de ce quatuor, désigné dans le jargon officiel par le terme de « task force ». Une délégation israélienne de hauts fonctionnaires était également présente.

QUATRE DOMAINES

En moins de cent jours, les réformes engagées ont touché quatre domaines : financier, avec la centralisation de la gestion par une seule et même institution financière de la totalité des ressources de l'Autorité palestinienne, de manière à couper court à toute possibilité de détournement de fonds et de corruption ; législatif, avec la promulgation d'une loi sur l'indépendance de la justice et d'une Loi fondamentale qui tient lieu de Constitution et dont le pivot est la séparation des pouvoirs ; le troisième volet concerne les questions de sécurité, avec l'unification de tous les organes qui en sont chargés sous la direction du seul ministère de l'intérieur et le contrôle de leurs finances par le pouvoir central ; le quatrième chapitre, le plus important aux yeux des Palestiniens, porte sur l'organisation d'élections : présidentielle, législatives et municipales.

Tout en recommandant des mesures additionnelles, la « task force » a pris acte, *« avec satisfaction »*, de ce qui a été fait jusqu'à maintenant. Mais, pour l'Autorité palestinienne, hormis la réforme financière, tous les autres volets risquent de demeurer lettre morte si l'occupation israélienne continue et, avec elle, les bouclages, couvre-feux et autres restrictions qui, non seulement, empêchent la remise en état des infrastructures détruites, mais privent également les populations palestiniennes des dividendes du changement.

« A quoi sert la réforme de la justice s'il n'y a pas de tribunaux, si les juges et les gens ne peuvent pas se déplacer pour s'y rendre ? A quoi sert la réforme des organismes de sécurité, si la police ne peut pas exercer ses fonctions ? », interroge le ministre du travail, Ghassan Al Khatib. *« Les gens ne sont guère impressionnés par ce qui a été décidé. Pour eux, les réformes sont vaines parce qu'ils n'en constatent pas les résultats »*, ajoute M. Al Khatib, qui est responsable des relations avec la société civile au sein du comité ministériel chargé des réformes. Et puis, renchérit Mohammed Shtayeh, directeur exécutif du Pecdar, il est indispensable que les pays donateurs dégagent des fonds pour la reconstruction des institutions détruites, et viennent aussi en aide au secteur privé, particulièrement pénalisé par la situation actuelle.

Surtout, interrogent les ministres palestiniens, comment organiser des élections tant que dure l'occupation, à l'ombre de l'armée israélienne ? Sur ce dernier point, la « task force » admet qu'un processus électoral *« requiert des progrès sur le plan de la sécurité et un allégement graduel et effectif du régime actuel des bouclages »*, mais elle pose aussi un nombre important de préalables, dont la conséquence serait le report des échéances prévues par le président de l'Autorité palestinienne : janvier 2003 pour la présidentielle et les législatives, mars pour les municipales.

Pour garantir *« la transparence et la crédibilité des élections »*, la « task force » juge en effet nécessaire, entre autres, de mettre sur pied une commission chargée de préparer l'ensemble des trois scrutins, un organisme qui veillerait à la planification et au financement des opérations de vote, la garantie d'un climat assurant l'égalité des chances pour tous les candidats, l'existence d'une presse indépendante, une révision, si nécessaire, de la loi électorale de 1995...

« VIVES INQUIÉTUDES »

Les Américains, assurent les ministres palestiniens, ne veulent pas que des dates rapprochées soient d'ores et déjà fixées. Après avoir fait pression pour la tenue, au plus vite, d'élections démocratiques, ils auraient *« changé d'avis lorsqu'ils ont constaté que, loin d'écarter le président Arafat et l'Autorité palestinienne, les élections les renforceraient. Ce qu'ils veulent, c'est une Autorité qui soit aux ordres »*, commente Yasser Abed Rabbo, ministre de la culture et de l'information, qui présidait la délégation. Les Américains ne feront rien pour forcer Israël à retirer son armée avant leurs propres élections de novembre, renchérit Ghassan Al Khatib.

En attendant de présenter son rapport au « quartet » ministériel, en septembre à New York, la « task force » a exprimé ses *« vives inquiétudes quant à la détérioration de la situation humanitaire des Palestiniens »*. Elle a réclamé un *« accès total et sans entrave des personnels humanitaires et internationaux »* aux territoires palestiniens.

Mouna Naïm

Report d'un repli de Tsahal à Hébron

L'application du plan « Gaza-Bethléem d'abord » de retrait progressif israélien des territoires autonomes palestiniens a subi, vendredi 23 août, deux revers. Israël, qui avait replié, lundi, ses troupes de la ville de Bethléem, a annoncé son refus de procéder, dans l'immédiat, à un nouveau retrait, notamment dans la ville d'Hébron. *« Un changement du dispositif sécuritaire dépendra* (...) *des actions que les Palestiniens mèneront contre le terrorisme »*, a déclaré le général Moshé Kaplinsky, commandant de la région centre, qui inclut la Cisjordanie. D'après Nabil Abou Roudeina, conseiller du président Yasser Arafat, Israël s'était pourtant engagé à se replier de la partie autonome d'Hébron réoccupée en juin.

L'autre revers est l'attaque par deux Palestiniens armés, déguisés en soldats israéliens, d'une position militaire gardant la colonie israélienne de Kfar Darom, à Gaza. Tous deux ont été tués. L'Autorité palestinienne affirme qu'elle s'efforce de stopper ces attaques pour mettre en œuvre le plan « Gaza-Bethléem d'abord ». – *(AFP.)*

Les « sans-terre » sud-africains décidés à perturber le Sommet

JOHANNESBURG
de notre correspondante

« Nous avons toujours le même objectif : faire capoter le Sommet. » Après deux jours de détention dans un commissariat du centre de Johannesburg, avec 71 autres membres de son association, Andile Mngxitama, coordonnateur du Mouvement des sans-terre d'Afrique du Sud, n'a rien perdu de sa détermination.

Les « sans-terre » avaient été arrêtés, mercredi 21 août, lors d'une manifestation devant le siège des autorités provinciales. Ils étaient venus protester contre de nouvelles expulsions dans un bidonville de la banlieue de Johannesburg. Ils devront se présenter le 12 septembre devant le tribunal, pour avoir enfreint la loi sud-africaine sur les rassemblements et la violence publique.

Grace, son bébé sur le dos, emmitouflé dans une grosse couverture, habite un de ces *squatters camps* depuis près de dix ans. Pendant les quarante-huit heures de détention de ses camarades, elle est venue plusieurs fois devant le commissariat prendre des nouvelles. *« Les politiciens ne viennent nous voir que lorsqu'ils ont besoin de nos voix pour les élections. Le Sommet de la Terre, c'est un truc pour les riches. Pour nous, les pauvres, qu'est-ce qu'on fait ? »* Dans ces bidonvilles, la situation ne s'est guère améliorée depuis les premières élections libres, en 1994, qui ont marqué la fin de l'apartheid.

Entassés dans des baraques de carton et de tôle, le plus souvent en bordure des townships, les anciens ghettos noirs, les *squatters*, n'ont accès ni à l'eau ni à l'électricité. Le chômage, la violence, le sida frappent ces laissés-pour-compte de la « nouvelle Afrique du Sud », qui se comptent par centaines de milliers. *« On nous promet de nouvelles maisons, mais, en attendant, on nous demande de déguerpir. Nous en avons marre d'aller d'un bidonville à un autre »*, explique Grace.

Le gouvernement a mis en place, depuis plusieurs années, un vaste programme de logements pour les plus pauvres. Des centaines de petites maisons identiques poussent comme des champignons dans les lointaines banlieues. Mais les autorités ont beau lancer régulièrement de nouveaux chantiers, le rythme est trop lent pour satisfaire la demande.

Les sans-terre, ce sont aussi ces dizaines de milliers de personnes, en zone rurale, qui attendent que le nouveau pouvoir leur restitue leurs terres, qui leur avaient été prises sous l'apartheid pour être redistribuées à des propriétaires blancs. Ils se battent, mais les procédures sont longues et les familles exaspérées.

MANIFESTATIONS « SURPRISES »

Le Mouvement des sans-terre s'est structuré et peut aujourd'hui mobiliser des milliers de personnes. Il a annoncé des manifestations *« surprises »* pendant le Sommet. Dès la première, en arrêtant les leaders, les autorités sud-africaines ont voulu montrer qu'elles ne toléreraient pas de débordements. *« L'Etat cherche visiblement à nous intimider. La police a reçu pour instruction d'être aussi brutale que possible »*, déclarait Andile Mngxitama à sa sortie de prison. Pour Sangoco, la coalition des ONG sud-africaines, ces arrestations sont *« une provocation »*. *« On fait appel à notre patriotisme pour montrer une belle image de l'Afrique du Sud : la question n'est pas là. Tout le monde a le droit de mener campagne comme il l'entend sur le sujet qu'il veut. Ce que le gouvernement veut montrer, c'est que ces gens sont violents, et justifier la répression »*, estime Glenn Farrad, membre du comité exécutif de Sangoco.

Depuis plusieurs semaines, si l'on en croit la presse sud-africaine, l'agence nationale de renseignement, la NIA, traque les membres du Mouvement des sans-terre, considéré comme le plus perturbateur. Ce dernier s'est associé à une vingtaine d'autres organisations sud-africaines, qui promettent de tout faire pour perturber la rencontre. *« Inspiré par ce qui s'est passé à Seattle et à Gênes »*, le Forum sud-africain antiprivatisation est aussi déterminé à se faire entendre. *« Si nous pouvons être en nombre suffisant, nous ferons capoter le Sommet »*, dit son directeur, Trevor Ngwane. *« Le Sommet ne sera que du bavardage »*, renchérit Dennis Brutus, un vétéran de la lutte contre l'apartheid passé à la lutte contre la mondialisation, qui croit que la rencontre ne fera qu'encourager *« la globalisation corporatiste »*.

Fabienne Pompey

Un général israélien demande le jugement de pacifistes pour « trahison »

POUR la première fois depuis le début de l'Intifada, en septembre 2000, un général israélien appelle publiquement à juger des pacifistes de son pays pour *« trahison »*. Dans un entretien accordé au quotidien *Haaretz*, paru vendredi 21 août, le chef de l'armée de l'air, le général Dan Haloutz, demande que soient déférés en justice les militants du Gouch Shalom (Bloc pour la paix). *« Nous sommes en démocratie, chacun est en droit d'exprimer son opinion, mais pas d'être un traître,* considère-t-il. *Il faut trouver l'article correspondant dans la loi et déférer devant un tribunal* [cette] *minorité négligeable* [d'Israéliens], *des gens qui ne sont pas même des marginaux, mais se situent hors des marges de l'Etat d'Israël »*.

Le Gouch Shalom, animé par l'ancien député Ouri Avneri, mène depuis plusieurs mois une campagne pour dénoncer les infractions aux conventions de Genève commises par Tsahal. Sur la base de témoignages, il a, en particulier, envoyé une quinzaine de lettres nominatives à des officiers, avec copie au chef d'état-major et au ministre de la défense, pour les informer que les actes qu'ils sont supposés avoir commis, assimilés à des *« crimes de guerre »*, les rendent passibles de jugement, à l'avenir, devant la Cour de justice internationale de La Haye.

GADI KABALO/AP

« Des gens qui ne sont pas même des marginaux, mais se situent hors des marges de l'Etat d'Israël »
GÉNÉRAL DAN HALOUTZ

Ces lettres leur rappellent également leur *« droit à refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal »*. Ce sont elles que le général Haloutz assimile à une *« trahison »* en temps de guerre.

Cette campagne a connu un retentissement supplémentaire après le largage « ciblé » d'une bombe de 1 tonne, le 22 juillet, sur un immeuble de Gaza, qui a tué le dirigeant islamiste Salah Chéhadeh, mais aussi 16 résidents, dont 10 enfants, suscitant une réprobation internationale et un certain émoi en Israël.

CAMPAGNE « INCONCEVABLE »

En visite dans une base de l'armée de l'air, le 13 août, le premier ministre israélien avait rencontré des pilotes qui avaient exprimé leur crainte d'être un jour inculpés par une juridiction internationale. Le lendemain, Ariel Sharon avait demandé au conseiller juridique du gouvernement israélien de vérifier les mesures pouvant être prises contre le mouvement Gouch Shalom et sa campagne *« inconcevable »*.

Selon les responsables pacifistes, l'état-major est aussi inquiet de la précision des informations qui leur parviennent sur les méfaits de l'armée israélienne, et le procureur général militaire aurait reçu des instructions pour traquer les *« informateurs »* parmi les officiers.

Le Gouch Shalom, lui, a porté plainte auprès de la justice militaire contre le général Haloutz, le chef d'escadrille et le pilote de l'opération du 22 juillet. *« Nous les soupçonnons,* écrit-il, *d'avoir commis un crime de guerre et les accusons d'avoir obéi à des ordres clairement illégaux. »*

Dans son entretien, le chef de l'armée de l'air justifie sans réserve cette opération. Il *« refuse »* de répondre à la question : *« Si vous aviez su qu'il y avait 15 ou 17 personnes dans le bâtiment, y compris des enfants, auriez-vous donné l'ordre ? »* Mais il ajoute : *« Quant à savoir s'il est légitime de frapper un terroriste sachant que l'opération* [fera] *des victimes parmi des civils ou des gens non impliqués, ma réponse est oui, sans aucun doute. »*

Sylvain Cypel

La Malaisie « ingrate » se remet à l'anglais

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

C'est ce que l'on appelle un demi-tour. Pendant trois décennies, les gouvernements malaisiens se sont efforcés de promouvoir Malais musulmans et autochtones – 60 % de la population – à coups de quotas dans les universités, de bourses d'études, d'avantages offerts à leurs entrepreneurs. La langue malaise, le bahasa, *lingua franca* que pratiquent également, à des nuances près, les Indonésiens, a été imposée aux Chinois et autres Indiens, soit le tiers de la population.

L'objectif : donner une chance aux autochtones face à leurs concurrents venus d'ailleurs. Qu'ils ne se contentent pas de dominer l'arène politique, ce qui est le cas. Qu'ils reprennent possession de leur culture, gèrent en partie leur économie et renforcent leur poids et leur identité. *« Parce que les Malais n'étaient pas prêts à travailler dans les plantations d'hévéas ou les mines, les Indiens et les Chinois ont été importés »*, par le colonisateur britannique, a rappelé le premier ministre, le Dr Mahathir Mohamad.

Pourquoi l'objectif n'a-t-il pas été atteint ? *« La réponse est fournie par la culture des Malais. Ils sont tentés par la facilité. Et la facilité est de vendre tout ce qu'ils obtiennent et d'en demander davantage. Voilà leur culture. Travailler dur, prendre des risques et être patient n'en fait pas partie »*, a ajouté le Dr Mahathir, au pouvoir depuis 1981. *« La paresse et l'ingratitude »* de la majorité malaise sont devenues récurrentes dans les discours du premier ministre, qui, de guerre lasse, a annoncé qu'il prendrait sa retraite en octobre 2003.

NOMBREUX OBSTACLES

Entre-temps, la nouvelle génération parle mal l'anglais ou, plus précisément, l'anglo-américain, langue des échanges, de l'e-culture, des sciences et des mathématiques. D'où le virage : dans un premier temps, l'anglais va redevenir le véhicule des sciences exactes dans les institutions publiques *« pour la simple raison qu'il est, de nos jours, la langue de l'instruction »*. Dès leur entrée dans le cycle scolaire, les petits Malaisiens vont donc se frotter à la langue de Shakespeare.

Les obstacles sont, toutefois, nombreux. Le corps enseignant et les politiciens malais se rebiffent. Les Chinois avancent qu'ils vont y perdre leurs racines. Les islamistes, qui gèrent deux Etats sur les treize de la Fédération, ont annoncé leur refus d'obtempérer. Mais le Dr Mahathir n'est pas homme à faire marche arrière et dispose encore d'une bonne année pour ancrer l'« anglo-américanophonie » dans son pays.

J.-C. P.

MÉDAILLE D'OR 2001
concours NF ameublement
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans
CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas
MOBECO
247, rue de Belleville - Paris 19ème
148, av. de Malakoff - Paris 16ème
50, avenue d'Italie - Paris 13ème
***01.42.08.71.00** - 7 j/7*
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Une vente d'armes au Népal provoque des tensions politiques en Belgique

Les partis flamands dénoncent le contrat passé par la Fabrique nationale, en Wallonie

BRUXELLES
de notre correspondant

En Belgique, les armes parlent elles aussi le français ou le néerlandais : parce qu'il a autorisé la vente, au Népal, de 5 500 pistolets-mitrailleurs produits par la Fabrique nationale (FN), basée en Wallonie, le ministre des affaires étrangères, le libéral Louis Michel, doit affronter une tempête politique. Divers partis et mouvements flamands, traditionnellement pacifistes, s'étonnent que le gouvernement de Guy Verhofstadt approuve la livraison d'armement à un pays où a été décrété, en novembre 2001, l'état d'urgence et où des combats opposant l'armée et la police à une rébellion maoïste ont déjà fait plus de 4 000 morts. Même si les trois partis flamands du gouvernement (libéraux du VLD, socialistes du SP et écologistes d'Agalev) ont approuvé la décision, on n'exclut pas, à Bruxelles, que la polémique débouche sur une crise politique. Comme en 1991, lorsqu'un gouvernement, au sein duquel s'opposaient ministres francophones et flamands, chuta sur un dossier de livraisons d'armes à l'Arabie saoudite.

A l'époque, l'Etat fédéral procéda à une réforme étonnante : une loi nationale réglementant les ventes d'armement serait maintenue, mais un ministre francophone approuverait désormais les licences concernant les entreprises du sud du pays tandis qu'un flamand donnerait son aval pour les dossiers concernant celles du nord. *« C'est une bombe atomique institutionnelle ! »*, lança un ministre socialiste. Ce procédé a toutefois permis de calmer les tensions jusqu'en 2000, lorsque des parlementaires flamands firent échouer une livraison de pistolets de la Fabrique nationale au Mexique. Ils redoutaient que ces armes soient utilisées contre les rebelles indiens du Chiapas.

Les écologistes francophones demandent un réexamen urgent de la législation

C'est parce qu'il jugeait le dossier népalais sensible que M. Michel – qui n'y était pas obligé – l'a soumis, en juillet, à ses collègues ainsi, d'ailleurs, que trois autres contrats concernant l'Inde et le Pakistan. Le ministre aurait convaincu les partis de la coalition au pouvoir que la vente respectait tant les dispositions légales belges qu'un code de conduite européen conclu entre les Quinze. La loi belge évoque la nécessité de renoncer aux ventes à des pays qui violent *« de manière manifeste »* les droits de l'homme ou sont engagés dans une guerre civile. Le ministre des affaires étrangères a fait valoir que le régime pluraliste népalais était engagé dans une guérilla contre une rébellion meurtrière, et non, d'après lui, dans une guerre civile.

Le « code » européen, flou et non contraignant, invite de son côté les Etats membres de l'UE à ne pas délivrer du matériel qui pourrait *« prolonger ou déclencher des conflits armés »*. Vendredi, la Commission et le Conseil européens ont indiqué qu'ils n'avaient pas de commentaire à faire sur la position belge. *« Parce que, en réalité, chaque capitale peut faire ce qu'elle veut »*, résume crûment un haut fonctionnaire.

Si elle a été accueillie comme une bonne nouvelle par la Région wallonne, qui détient la Fabrique nationale, une entreprise fragile, l'annonce du marché conclu avec Katmandou a suscité un tollé dans les médias, dans l'opposition et dans les deux partis gouvernementaux de Flandre, SP (Parti socialiste) et Agalev. Les responsables wallons, qui évoquent l'impact économique et social d'une commande se chiffrant à plusieurs dizaines de millions d'euros, se voient reprocher leur absence d'éthique. *« Le cynisme du sieur Michel ne connaît pas de limites. Et la même chose doit être dite de Guy Verhofstadt, qui livre des milliers d'armes à l'un des pays les plus pauvres et les moins stables du monde »*, écrivait, vendredi 23 août, le quotidien *De Morgen*.

La violence des critiques portées contre une décision qu'ils n'ont pas remise en question a également déstabilisé les écologistes francophones. Ils demandent un réexamen urgent des lois sur les ventes d'armes et un renforcement du code de conduite européen. Libéraux et socialistes soulignent, quant à eux, *« l'hypocrisie »* des Flamands, qui *« oublient »* que certaines de leurs industries de pointe fournissent des technologies à l'industrie de l'armement. La polémique va obliger le gouvernement à réouvrir le dossier le 27 août, lors d'une réunion de ses principaux ministres.

Jean-Pierre Stroobants

En Espagne, le juge Garzon va « suspendre » le parti basque Batasuna

MADRID
de notre correspondante

L'étau judiciaire se resserre autour de Batasuna, la vitrine politique légale de l'organisation séparatiste basque ETA. Le juge antiterroriste Baltasar Garzon, au terme d'une longue enquête, s'apprête à suspendre, sans doute dès lundi 26 août, la formation indépendantiste. Il a reçu, vendredi 23, le soutien de Jesus Santos, le procureur adjoint de l'Audience nationale, la principale instance pénale du pays. Baltasar Garzon avait sollicité son avis, au début de la semaine, sur une suspension provisoire des activités de Batasuna. Dans ses conclusions, le procureur estime que cette formation *« fait partie de l'organisation terroriste ETA* (...) *comme élément fondamental pour terroriser la population et atteindre ses buts »*.

Le juge espagnol se fonde sur un article du code pénal qui permet de faire cesser un délit présumé en suspendant provisoirement, pour cinq ans au maximum, les activités d'une association, fondation ou entreprise. Concrètement, cette mesure se traduirait pour Batasuna par la fermeture de ses locaux, de ses *herrikos tabernas* (tavernes basques), par l'interdiction d'organiser des actes publics – que ce soient des conférences de presse, une manifestation ou un rassemblement politique – et, enfin, d'utiliser le sigle ou le nom de Batasuna. Mais une telle suspension n'empêcherait pas les élus régionaux et locaux du bras politique de l'ETA de continuer d'assumer leurs mandats.

Le magistrat a ainsi mené à terme une enquête de cinq ans sur la trame financière de l'ETA. Il a, par ailleurs, déjà bloqué, il y a quelques semaines, les comptes bancaires de Batasuna pour couvrir une facture de 24 millions d'euros, après avoir imputé au bras politique la responsabilité civile des dégâts matériels provoqués par la guérilla urbaine des militants séparatistes radicaux du Pays basque.

VERS UNE PROCÉDURE D'INTERDICTION

Auparavant, Baltasar Garzon, suivant le même principe, a déjà rendu illégales des organisations comme Segi, née en juin 2001, après l'interdiction, le mois précédent, de Haika, elle-même née en avril 2000 de la fusion des deux organisations de jeunes nationalistes basques, l'espagnole Jarrai, fondée en 1979, et la française Gazteriak, créée en 1994. Le juge Garzon, après avoir interdit Haika, a également interdit Segi en février 2002 en la considérant comme un *« succédané »* de Haika, aux *« caractéristiques identiques »* et liée de manière *« structurelle et fonctionnelle »* à l'organisation armée ETA. Tout naturellement, Batasuna devenait le chaînon suivant sur la liste de Baltasar Garzon.

La décision du magistrat de suspendre les activités de Batasuna pourrait bien coïncider, lundi, avec le vote, au Congrès des députés, réuni en session extraordinaire, d'une motion exigeant du gouvernement qu'il saisisse le Tribunal suprême pour étudier la mise hors la loi de Batasuna. Le vote de cette motion constitue une action parallèle à celle du juge Garzon, dont les conséquences, en cas d'aboutissement, seraient bien plus dures qu'une suspension d'activité.

Après l'émotion et l'indignation provoquées par l'attentat commis, le 4 août, à Santa Pola, qui a coûté la vie à deux personnes, dont une fillette de 4 ans, le gouvernement a décidé d'activer le mécanisme d'interdiction de Batasuna, qui s'est refusé à condamner clairement l'action terroriste de l'ETA. Considérant que le motif était suffisant, l'exécutif a utilisé la loi sur les partis, votée en juin, qui permet, entre autres, d'interdire une formation qui *« soutient activement ou tacitement le terrorisme »*. Le Parti populaire au pouvoir en Espagne, qui dispose de la majorité absolue au Congrès, est assuré du soutien de l'opposition socialiste. L'issue de la motion est donc connue d'avance. Les nationalistes catalans de Convergence et Union et les communistes ont cependant décidé de s'abstenir, tandis que le Parti nationaliste basque, qui gouverne le Pays basque, votera contre. – *(Intérim.)*

Une cour spéciale refuse l'extension des prérogatives du FBI

Créée en 1978 après le Watergate, elle s'oppose à la loi « Patriot », votée après le 11 septembre

WASHINGTON
de notre correspondant

L'exécutif américain a subi un nouveau revers dans ses efforts constants pour étendre les prérogatives de la police au nom de la lutte contre le terrorisme. L'affaire remonte à quatre mois, mais n'a été révélée que jeudi 22 août. La commission des affaires judiciaires du Sénat, présidée par le démocrate Patrick Leahy, a rendu publique une décision adoptée le 17 mai par une cour spéciale, chargée de surveiller les opérations de contre-espionnage menées par le FBI, c'est-à-dire par la police judiciaire fédérale.

Saisie par le ministre de la justice, John Ashcroft, de nouvelles procédures basées sur la loi dite « Patriot », adoptée par le Congrès après les attentats du 11 septembre 2001, la cour les a rejetées.

L'histoire est étonnante et caractéristique de la complexité des procédures destinées à protéger les libertés individuelles aux Etats-Unis. La cour dont il s'agit siège secrètement, au sous-sol du ministère de la justice, à Washington, sous la protection d'un solide dispositif de sécurité, et c'est la première fois qu'une de ses décisions est rendue publique. Elle a été créée en 1978 par le Foreign Intelligence Surveillance Act (loi sur le contre-espionnage), qui fait partie des mesures prises après les abus de pouvoir de la période de la guerre du Vietnam et du Watergate, lorsque des services de police ou de renseignement s'autorisaient à espionner les milieux hostiles à la guerre, les journalistes, les opposants politiques. En vertu de cette loi, le FBI, seul habilité à enquêter sur les menées hostiles de puissances ou de groupes étrangers aux Etats-Unis, ne peut exercer de filatures, fouiller un lieu privé ou pratiquer des écoutes téléphoniques qu'avec l'autorisation de cette cour.

M. ASHCROFT FAIT APPEL

Les magistrats s'assurent, en particulier, que les personnes visées par ces recherches ne font pas l'objet de procédures judiciaires. Il s'agit d'éviter que des informations obtenues avec des méthodes moins respectueuses des droits ne soient utilisées pour obtenir des condamnations. Le FBI affirme que c'est à cause de ces règles très strictes qu'il avait renoncé à demander à cette cour un mandat pour explorer l'ordinateur portable de Zacarias Moussaoui, arrêté le 16 août et aujourd'hui accusé d'avoir participé au complot du 11 septembre. Dans la loi « Patriot », M. Ashcroft a fait figurer des dispositions qui allègent ces contraintes. La cour a refusé de valider les procédures proposées en application de cette loi, ce qui a amené le ministère de la justice à dénoncer un empiétement du pouvoir judiciaire sur le pouvoir législatif. Et à faire appel.

Pour justifier la position qu'elle a adoptée, la cour indique qu'en septembre 2000, le FBI avait dû reconnaître lui avoir présenté 75 demandes d'autorisation fautives ou mensongères.

L'équilibre politique est ainsi respecté, puisque c'était sous l'administration précédente, mais le message n'en est que plus clair : pour garantir les libertés, il faut contrôler la police.

Patrick Jarreau

Inondations en Chine : les rives du lac Dongting évacuées

AFP

XIANGYIN (Chine centrale). Plus de 600 000 riverains du lac Dongting, sur le cours moyen du fleuve Yangtsé en Chine centrale, ont été évacués alors que 15 000 soldats et 100 000 réservistes renforçaient les digues autour du lac, ont rapporté, vendredi 23 août, les médias officiels chinois. Le niveau du lac devait continuer à monter jusqu'à samedi ou dimanche sous l'effet de la crue du Yangtsé. Plus d'un million de sauveteurs sont mobilisés pour combattre les crues dans la province du Hunan (centre-sud, *photo*). Les provinces voisines du Hubei (centre) et du Jiangxi (est) ont renforcé leurs préparatifs pour faire face à la crue qui doit les atteindre ce week-end. Environ 900 personnes ont déjà péri en Chine cet été à la suite d'inondations ou de glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles. – *(AFP.)*

La France fournit au Pakistan un deuxième sous-marin

KARACHI. La marine pakistanaise a mis à l'eau pour six mois d'essai en mer, samedi 24 août, son deuxième sous-marin *Agosta 90-B*, qui a été assemblé à Karachi avec l'aide d'ingénieurs et techniciens français de la Direction de la construction navale (DCN). Ce bâtiment, équipé de quatre tubes lance-torpilles, de missiles et d'un système électronique de combat français, est le deuxième d'un contrat de trois signé entre la DCN et la marine pakistanaise. Le premier sous-marin livré par la France est entré en service en 1999. Le troisième devrait être entièrement construit à Karachi. Après l'attentat du 8 mai qui a tué onze ingénieurs de la DCN, tous les expatriés avaient regagné la France, mais certains vont revenir après la mise en place de nouvelles mesures de sécurité. Les ingénieurs et techniciens de la DCN qui vont assurer la poursuite du contrat pourraient désormais vivre sur la base navale de Karachi en circuit fermé. – *(Corresp.)*

Acier : la Commission maintient sa plainte devant l'OMC

BRUXELLES. La Commission a salué, vendredi 23 août, la décision prise par les Etats-Unis, jeudi, d'allonger de 178 produits la liste des exemptions aux surtaxes douanières sur les importations d'acier, qui avaient été imposées en mars. Néanmoins, elle a annoncé qu'elle maintient sa plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En outre, elle décidera, comme prévu, en septembre, de proposer ou non aux Etats membres des représailles à l'encontre d'une série de produits américains (jus d'orange de Floride, textiles...). Elle entend d'abord mesurer le bénéfice réel que tireront les industriels européens de ces exemptions : celles-ci devraient concerner plus de 50 % de leurs exportations, mais leur impact devrait être limité par la concurrence des autres marchés mondiaux (japonais notamment). – *(Corresp.)*

Le président yougoslave candidat à la présidence de la Serbie

BELGRADE. Le président yougoslave, Vojislav Kostunica, a annoncé, vendredi 23 août, *« après une longue réflexion »*, sa décision de se présenter à l'élection présidentielle de Serbie le 29 septembre. M. Kostunica a précisé que, s'il était élu, son premier souci serait de changer la Constitution serbe et de convoquer des élections législatives anticipées. Il prône également *« un Etat commun de Serbie et Monténégro »*. Il aura comme principal rival le vice-premier ministre de Yougoslavie, Miroslav Labus *(photo)*, dont la cote de popularité vient de dépasser celle de M. Kostunica, selon les sondages. Les autres candidats sont Branislav Ivkovic et Velimir Bata Zivojinovic, un célèbre acteur yougoslave, présentés par des factions rivales du Parti socialiste de Slobodan Milosevic, ainsi que Vuk Draskovic et l'ultranationaliste Vojislav Seselj. – *(AFP.)*

SASA DJORDJEVIC/EPA/AFP

DÉPÊCHE

■ **CENTRAFRIQUE : la peine de mort par contumace** a été requise contre l'ancien président André Kolingba, vendredi 23 août, devant la cour criminelle de Bangui, où se déroule depuis jeudi le procès des auteurs présumés du coup d'Etat manqué du 28 mai 2001, dont l'ex-chef de l'Etat, aujourd'hui réfugié en Ouganda, aurait été l'instigateur. Sur près de 700 inculpés, seulement 82 sont présents. – *(AFP.)*

Le Monde
www.lemonde.fr
Le Monde
Une série en 5 volets
Vieux métiers, nouveaux visages
A partir du lundi 26 août, dans Le Monde daté mardi 27 août 2002

TRAFIC

Le 13 juin, **TROIS JOURS AVANT LE SECOND TOUR** des législatives, le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, saluait la « réussite » de l'arraisonnement par la Marine nationale, au large des Canaries, du « Winner ». Ce cargo, propriété de deux Grecs et battant pavillon cambodgien, était soupçonné de transporter **2 TONNES DE COCAÏNE**, embarquées dans les Caraïbes à destination de l'Europe. Devant le maigre bilan de la saisie (80 kg), les autorités grecques, qui participaient à l'enquête, dénoncent l'**EMPRESSEMENT** des Français. L'Espagne proteste également après la mort encore inexpliquée d'un marin espagnol, blessé par balles lors de l'opération. Vendredi 23 août, les avocats d'un marin roumain ont déposé une plainte contre X pour **« ATTEINTE AU DROIT À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ »**.

Enquête sur les multiples ratés de l'opération « Winner »

Salué par M. Raffarin comme un « grand coup de filet », l'arraisonnement par la marine, le 13 juin, d'un cargo transportant de la drogue, prend des allures de fiasco : un marin mort, une maigre saisie et une plainte déposée, vendredi 23 août, pour « atteinte au droit à la liberté et à la sûreté »

LE 13 JUIN, au large des Canaries, le bâtiment de la Marine nationale *Lieutenant-de-vaisseau-Le Hénaff* arraisonnait le *Winner*, cargo battant pavillon cambodgien, suspecté de transporter 2 tonnes de cocaïne. Quelques heures après, le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, saluait *« la réussite de cette opération internationale et interministérielle »* et adressait de *« chaleureuses félicitations à l'ensemble des acteurs, civils et militaires, qui* [avaient] *contribué au succès de l'opération »*. Les images de l'opération, filmées depuis l'aviso de la marine, étaient diffusées le soir même sur l'ensemble des chaînes de télévision. Avec ce *« grand coup de filet contre le trafic international de la drogue »*, le gouvernement Raffarin remportait son premier succès, à trois jours du second tour des législatives.

AFP/MARINE NATIONALE

Les membres du commando Jaubert de la Marine nationale ont investi le « Winner » le 13 juin dans l'Atlantique, au large des Canaries. « Les militaires ont tiré sur toutes les portes et les armoires pour les ouvrir au lieu d'utiliser les poignées », a raconté un témoin qui a pu observer le cargo à son arrivée à Brest.

Pourtant, un mois plus tard, le constat est accablant : 2 tonnes de cocaïne disparues en mer ; un marin blessé lors de l'arraisonnement et décédé depuis ; une opération précipitée et menée en haute mer dans le plus grand flou juridique, aboutissant au dépôt d'une requête en annulation et d'une plainte contre X... pour *« atteinte au droit à la liberté et la sûreté »*. Sans compter la colère des pays qui, depuis plusieurs mois, participaient à l'enquête afin de démanteler un vaste trafic entre l'Amérique latine et l'Europe.

A Athènes, où l'enquête qui avait débuté en mars 2001 a permis d'arrêter les deux propriétaires du *Winner*, les autorités sont furieuses. Le directeur du service de lutte contre le trafic de stupéfiants, M. Rachovistas, ne mâche pas ses mots : *« Les Français ne sont pas de bons professionnels. »* Car si les opérations précédentes, réalisées en coopération avec les Etats-Unis, en 1999, avaient permis de saisir 4 et 8 tonnes de cocaïne, *« cette fois, nous avons dû travailler avec la France, et nous sommes très déçus »*, constate M. Rachovistas. Les autorités grecques dénoncent *« une absence de coopération »*. Et surtout elles ne comprennent pas pourquoi la France est intervenue avec autant d'empressement, *« au risque de tout faire rater »*.

Côté espagnol, on n'apprécie pas davantage les méthodes françaises. Au cours de l'arraisonnement du *Winner*, un marin espagnol a été blessé par balles. Transporté à l'hôpital principal de Dakar, Manuel Marino Carracedo est mort un mois plus tard, dans des circonstances toujours inexpliquées. *« Nous ne sommes pas du tout satisfaits par la France »*, déclare Fernando Belloso, à l'office d'information du ministère espagnol des affaires étrangères. Car *« même si cet homme était impliqué dans différentes activités illégales, ce n'était pas une raison pour lui tirer dessus lors d'une opération de patrouille pour le moins curieuse »*.

UNE INFORMATION DE LA DEA

En France, on explique que la Marine nationale est intervenue *« à la demande expresse des Etats-Unis »*. A l'origine : une information de la Drug Enforcement Administration (DEA), le service américain de lutte contre le trafic de drogue, qui signalait un navire sur le point de charger une cargaison de cocaïne au large de Cuba avant de faire route vers l'Espagne. *« Les Américains avaient l'intention d'intercepter le* Winner *au moment de la livraison de la drogue »* à Cuba, explique-t-on à l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (Ocrtis). Mais une mauvaise coordination et des informations inexactes ont fait échouer l'opération : *« Le bateau a réussi à passer dans l'Atlantique avant qu'ils aient pu intervenir. »*

Le 6 juin, le vice-amiral d'escadre Alain Dumontet, chef du cabinet militaire du premier ministre, aurait reçu une demande du colonel de gendarmerie Roger Bencze, officier de liaison français auprès de la Joint Interagency Task Force East (JIATFE), l'organisme militaire et civil américain chargé de la lutte contre le trafic de drogue dans la zone atlantique et caraïbe, basé à Key West (Floride) : *« Il voulait savoir si nous avions les moyens de réaliser une opération d'interception »*, explique le cabinet militaire. Le colonel Bencze confirme : *« La France a été concernée en raison de la présence de sa marine au large des côtes africaines. »* Aucune date n'est alors évoquée. L'opération est pourtant lancée immédiatement. Le 7 juin, le préfet maritime de l'Atlantique, l'amiral Jacques Gheerbrant, ordonne à l'aviso *Lieutenant-de-vaisseau-Le Hénaff* de quitter Brest au plus vite, direction le Cap-Vert, avec à son bord les fusiliers d'élite du commando Jaubert. Le *Winner* est encore loin des côtes espagnoles, où le transbordement devrait avoir lieu. Mais l'Ocrtis croit savoir que *« le* Winner *est sur le point de décharger sa drogue d'un jour à l'autre »*. Le 13 juin, sur l'ordre de Matignon – directement chargé des opérations en haute mer –, l'amiral Gheerbrant prend donc le risque d'intervenir en haute mer, à plus de 700 milles des côtes africaines. L'opération va durer plus de deux heures, *« suffisamment longtemps pour que les marins puissent se débarrasser des caisses contenant la drogue »*, déplorent les autorités grecques. Quatre-vingts kilos de cocaïne seront récupérés : un maigre butin au regard des moyens déployés.

« IMPACTS DE BALLE »

L'opération policière tourne vite à la manœuvre militaire : tirs de sommation, tir au but, le *Winner* finit par s'arrêter, et *« des officiers d'élite, habitués aux situations de guerre, montent à bord »*, précise-t-on au Service d'information des armées (Sirpa). Des coups de feu retentissent, à plusieurs reprises, sans réponse : aucune arme ne sera trouvée à bord. Les marins sont choqués : *« Mon client m'a dit qu'il avait vu sa dernière heure arriver »*, raconte Me Patrick Larvor, avocat d'un mécanicien roumain. Un témoin qui a pu observer le bateau à son arrivée à Brest raconte qu'*« il y avait de nombreux impacts de balles : les militaires avaient tiré sur toutes les portes et les armoires pour les ouvrir au lieu d'utiliser les poignées »*. Un des projectiles, apparemment tiré vers le sol, ricoche : un marin espagnol, Manuel Marino Carracedo, est blessé à la jambe.

Aujourd'hui, le collectif d'avocats brestois demande des explications sur cet arraisonnement *« à la cowboy »* et sur les treize jours de *« détention »* qui ont suivi. Une situation *« tout à fait illégale »*, selon Me David Rajjou, avocat du commandant en second, qui dénonce *« un vide juridique qui a permis aux militaires de faire n'importe quoi »*. Les marins auraient été *« bâillonnés, menottés, entravés, enfermés dans leur cabine avec interdiction d'en sortir, et soumis à différentes privations »*. Vendredi 23 août, Me Rajjou et Me Yves Cor, avocat d'un mécanicien roumain, ont déposé une plainte contre X... auprès du tribunal d'instance de Brest, pour *« atteinte au droit à la liberté et à la sûreté »* : un crime passible de trente ans d'emprisonnement et 450 000 euros d'amende.

Cette plainte s'ajoute à la requête en annulation déposée le 22 juillet auprès de la cour d'appel de Rennes par les avocats des onze marins, détenus dans différentes maisons d'arrêt de Bretagne, qui contestent la compétence de la France à arraisonner un bateau battant pavillon cambodgien dans les eaux internationales. La convention de Vienne de 1988 prévoit bien l'intervention d'un Etat sur le bateau battant pavillon d'un autre Etat. Mais le Cambodge n'est pas signataire du texte. La France devait donc obtenir une demande expresse de Phnom Penh avant l'assaut. Or le seul document faisant état d'un tel accord est daté du... 14 juin, au lendemain de l'intervention.

Alors pourquoi un tel empressement ? Qui des militaires ou des politiques a voulu passer à l'action ? Diserts en juin, Matignon, les ministère de la défense et des affaires étrangères se refusent aujourd'hui à tout commentaire. Seul l'Ocrtis donne sa version : *« Un peu avant le 13 juin, nous avions constaté que le* Winner *ralentissait sa course, à l'approche des Açores. Nous en avions déduit que le transbordement allait avoir lieu et qu'il fallait agir avant de perdre la came. Ce qu'on a fait. Mais plus tard on s'est rendu compte que si le* Winner *avait ralenti, c'était seulement à cause des mauvaises conditions climatiques dans la région. »*

Anne-Françoise Hivert et Patrick Jarreau (à Washington)

Les causes de la mort d'un marin espagnol blessé lors de l'arraisonnement n'ont toujours pas été élucidées

MANUEL MARINO CARRACEDO, 69 ans, est mort le 20 juillet à l'hôpital principal de Dakar, où il avait été admis après l'arraisonnement du *Winner* pour soigner une blessure à la jambe. Un mois après, le rapport d'autopsie n'a toujours pas été remis au procureur de la République de Dakar, Abdoulaye Gay, qui explique ce retard par *« l'absence de la secrétaire du chef de l'Institut médico-légal, en charge de l'autopsie »*.

Le marin espagnol avait été blessé lors de l'assaut lancé par le commando Jaubert contre le *Winner*, le 13 juin. Il se tenait debout dans l'embrasure d'une porte et *« les militaires ont cru qu'il tentait de dissimuler quelque chose dans son dos. Ils ont donc voulu l'impressionner en tirant par terre »*, explique un fonctionnaire de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS). Mais la balle a ricoché et Manuel Marino Carracedo a été touché à la jambe. Conduit d'urgence à l'hôpital principal de Dakar, par le navire français *Lieutenant-de-vaisseau-Le-Hénafff*, il devait être extradé vers la France une fois rétabli.

Pour les autorités françaises, la mort du marin est d'autant plus embarrassante qu'il était *« un des principaux protagonistes de cette affaire »*, selon une source proche de l'enquête. Manuel Marino Carracedo aurait embarqué à bord du *Winner* à Cuba, juste avant la livraison de la drogue, attestant la thèse du « double équipage » développée par plusieurs avocats. Le ministère espagnol des affaires étrangères déclare que l'homme aurait été mêlé *« à plusieurs activités illégales »*. Originaire de Galice, il n'avait plus remis les pieds en Espagne depuis vingt ans, mais avait été aperçu au Kosovo et en Amérique centrale.

En l'absence d'un rapport d'autopsie, les causes exactes de son décès restent mystérieuses. Le 24 juillet, le procureur de la République de Brest, François Nicot, annonçait qu'*« une autopsie* [avait] *été pratiquée »* et qu'*« il semblerait que* [le marin] *ne soit pas mort de ses blessures »*. Pourtant, selon le procureur de Dakar, le 24 juillet, aucune autopsie n'avait encore été effectuée. L'hypothèse d'une mort par *« épuisement »*, ou même *« de faim »* a circulé. Un fonctionnaire de l'OCRTIS évoque même les *« mauvaises conditions d'hygiène qui, si elles n'ont pas provoqué sa mort, n'ont certainement pas facilité sa guérison »*. A l'hôpital central de Dakar, le directeur s'énerve : *« Le marin avait été placé sous perfusion et il était suivi par des psychologues. Quant aux repas, ils sont servis ici à des heures régulières, en qualité et quantité suffisantes. Et même au temps de nos grands-pères, on ne mourait pas de faim dans nos hôpitaux. »*

A.-F. H.

L'odyssée suspecte d'un vieux cargo rouillé

Parti pour livrer de la ferraille, il a embarqué une nouvelle cargaison entre Caraïbes et Atlantique

▶ **Le 21 mars, départ de Roumanie.** Le *Winner*, vieux cargo de 32 ans, couvert de rouille, long de 100 m et d'une capacité de transport de 5 000 t, quitte la mer Noire avec une cargaison de ferraille qu'il doit livrer à Trinité-et-Tobago. Les marins (roumains, ukrainiens, grecs, espagnols et chiliens), recrutés via Internet ou par des sociétés basées dans leurs pays, embarquent pour trois mois. Première escale : le Pirée, en Grèce, où les deux propriétaires du bateau, Costas Seïtis et Aristide Kotsorès, donnent les dernières instructions, avant que le *Winner* vogue vers les Caraïbes.

▶ **Le 28 avril, livraison de ferraille au large du Venezuela.** Après plus d'un mois de traversée émaillée d'une trentaine de pannes, selon les marins, le bateau décharge une partie de sa cargaison à Trinité-et-Tobago. Deux personnes embarquent alors, dont l'Espagnol Manuel Marino Carracedo.

▶ **En mai, escales à Cuba et changement de capitaine.** Le *Winner* arrive à La Havane le 10 mai et décharge le reste de sa cargaison. Les autorités cubaines montent à bord et établissent un rapport officiel de non-conformité du bateau. Mais le *Winner* repart quand même, avec, à son bord, un nouvel arrivant, grec, qui reste jusqu'au port de Felton, à Cuba, où le bateau fait un nouvel arrêt, embarquant de la ferraille qu'il doit livrer à Bilbao (Espagne). Entre-temps, le commandant initial du bateau, un Roumain, est relevé par un Grec.

▶ **Début juin, en pleine mer et en pleine nuit, chargement d'une nouvelle cargaison.** Le *Winner* quitte les Caraïbes, fin mai, en route vers l'Espagne. Mais dans la nuit du 4 au 5 juin, entre minuit et 2 heures, les marins reçoivent l'ordre de monter sur le pont et de charger des caisses métalliques à l'arrière du bateau, derrière les canots de sauvetage. Les caisses sont sanglées sur des planches graissées et un système de palans permet de s'en débarrasser le plus vite possible.

▶ **Le 13 juin, arraisonnement par la marine française, au large des Canaries.** Une fois l'embarquement effectué, le *Winner* reprend sa route, direction Bilbao, avant d'être arraisonné par le *Lieutenant-de-Vaisseau-Le Hénaff*. Très vite, le préfet maritime de l'Atlantique, l'amiral Jacques Gherbrant, déclare qu'*« environ 2 t de cocaïne ont été estimées en amont par les services de renseignement et au moins 500 kg ont été jetés à la mer par les trafiquants »*.

▶ **Le 26 juin, arrivée dans le port de Brest.** Le bateau est fouillé de fond en comble, mais les enquêteurs ne trouvent rien de plus. Les marins sont placés en détention provisoire pour *« organisation de groupement ayant pour objet le trafic international de stupéfiants »* et *« importation et exportation de stupéfiants en bande organisée »*. Les avocats de certains d'entre eux avancent la thèse du « double équipage » : des marins, parmi lesquels les Roumains et les Ukrainiens, auraient été à bord pour *« faire fonctionner le bateau »*, alors que les autres avaient des tâches *« beaucoup moins définies »*. La thèse *« tient debout,* selon l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (Ocrtis), *même si les marins ne pouvaient ignorer qu'il se passait quelque chose de louche »*.

Le *modus operandi* est classique, assure le capitaine George Kastaniès, chef du service d'investigation sur le trafic de narcotiques, à Athènes : *« La Grèce a l'une des plus grosses flottes du monde et il y a toujours des armateurs tentés par ce genre d'opération. »* Pour l'occasion, les armateurs grecs ont créé une société offshore, Chariot Marine, basée à Monrovia (Liberia), dont la seule propriété est le *Winner*. Le bateau, battant pavillon cambodgien, devait, selon les enquêteurs, assurer le transport d'une cargaison de cocaïne en provenance de Colombie et à destination d'Europe. Les armateurs, surveillés depuis quinze mois, ont tous les deux été arrêtés le 13 juin au Pirée, pour *« trafic de drogue, constitution de bande et blanchiment d'argent »*. Ils nient les faits.

Au Cambodge, une enquête a été ordonnée par le ministre des transports, visant la Cambodgian Shipping Corp (CSC), basée à Singapour, et soupçonnée de s'être livrée depuis plusieurs années à un trafic de pavillons. C'est elle qui aurait délivré son pavillon au *Winner*, malgré le triste état du bateau.

A.-F. H.

Le « secret-défense » pourrait bloquer la totalité des enquêtes sur l'affaire des frégates de Taïwan

La confidentialité opposée au juge par Thalès et par le gouvernement s'applique désormais à tous les documents liés à la vente des navires, en 1991. Alfred Sirven pourrait en tirer profit

A QUI profite le « secret-défense » ? Depuis six mois, l'enquête sur les commissions versées par Thomson-CSF en marge de la vente, en 1991, des frégates françaises à Taïwan se heurte à un mur de confidentialité infranchissable, dressé sur la route des juges par le groupe industriel français – avec l'appui des gouvernements successifs. Mais l'imbroglio procédural qui en découle désormais pourrait aussi produire des conséquences favorables à ceux que le groupe Thomson-CSF (devenu Thalès) accuse, depuis l'origine, d'avoir voulu lui soutirer une commission indue sur la vente des navires : au premier rang de ceux-ci figurent Alfred Sirven, l'homme de l'« affaire Elf », et Christine Deviers-Joncour, ex-compagne de Roland Dumas.

L'histoire de ce possible retournement mérite d'être relatée en détail. Alors que les juges d'instruction Renaud Van Ruymbeke et Dominique de Talancé cherchent à reconstituer le parcours des commissions versées par Thomson à l'intermédiaire chinois Andrew Wang (environ 457 millions d'euros), le *« secret de la défense nationale »* leur a été opposé avec constance : par la direction générale des douanes, qui détient les déclarations des paiements effectués à l'époque par Thomson-CSF, promoteur du contrat, puis par le groupe industriel lui-même. Le refus d'ouvrir ces archives à la justice a été approuvé par deux ministres des finances : Laurent Fabius, en décembre 2001 ; Francis Mer, au mois de juin 2002, se fondant tous deux sur l'avis rendu par la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN).

Or, dans son *« relevé d'observations »* communiqué à M. Mer et daté du 26 juin 2002, le président de cette instance, Pierre Lelong, a non seulement justifié le refus de lever le secret en invoquant le risque de *« nuire de la façon la plus grave aux intérêts fondamentaux de la nation »*, mais aussi affirmé que l'avis défavorable de la CCSDN portait sur *« la totalité des informations classifiées »* réclamées par les juges.

Les conclusions de M. Lelong ayant été adressées aux magistrats par le ministre, et versées par ceux-ci au dossier d'instruction, les avocats du groupe Thalès, Mes Jean-Etienne Giamarchi et Thierry Herzog s'en sont promptement saisi pour demander la clôture de l'enquête. Même si les dirigeants successifs de l'entreprise ont toujours fermement contesté l'hypothèse de versements occultes à des destinataires français lors de la vente des frégates, il n'est guère mystérieux, en effet, qu'ils ne souhaitent pas voir progresser l'enquête sur les comptes bancaires suisses de l'intermédiaire Andrew Wang : le contrat signé en 1991 avec les Taïwanais excluait en effet le paiement de *« commissions »* et le gouvernement de Taïpeh a, depuis, formé une contestation qui pourrait contraindre Thalès à verser des dédommagements à son ancien client.

REQUÊTES REJETÉES

Les avocats de Thalès ont donc demandé, le 7 août, à M. Van Ruymbeke, de rendre un non-lieu dans cette procédure, considérant qu'elle *« ne peut nullement prospérer sans enfreindre la loi relative au secret de la défense nationale »* et de renvoyer devant le tribunal correctionnel l'autre dossier des frégates : celui ouvert en 1997 sur la plainte de Thomson pour *« tentative d'escroquerie »* et dans lequel sont poursuivis – entre autres – M. Sirven et Mme Deviers-Joncour.

M. Van Ruymbeke a rejeté ces deux requêtes. Dans une ordonnance rendue le 21 août, il a affirmé son intention de poursuivre l'instruction, déplorant la *« conception extensive* [du] *secret »* sur des *« commissions exorbitantes »* qui, selon lui, *« ont pu bénéficier à des dirigeants de ladite société et à d'autres décideurs français »*. Jointe à ce dossier le 28 juin sur décision du juge, l'enquête sur la *« tentative d'escroquerie »* éclaire, elle, les conditions dans lesquelles une commission de 24 millions d'euros sur la vente des frégates avait été réclamée au profit d'un prétendu *« réseau Elf »* en Chine, qui masquait en fait Mme Deviers-Joncour. La somme ne fut jamais payée, en dépit d'une décision contraire, rendue en 1997 par un tribunal arbitral à Genève.

Cinq ans après, l'apposition du « secret-défense » sur l'ensemble des documents liés à la vente des navires offre à M. Sirven l'occasion d'une contre-attaque. *« Si des actes ont été accomplis, depuis plusieurs années, en violant le "secret-défense", leur régularité pourrait être contestée »*, a déclaré au *Monde* l'un de ses avocats, Me Pierre Haïk. Si cette contestation s'avérait fructueuse, les accusés d'hier pourraient être les gagnants de demain, l'accusation contre eux étant vidée de sa substance. Mieux : bien que leurs manœuvres occultes aient été établies, ils pourraient, en définitive, s'enrichir légalement des millions qu'ils réclamaient à Thomson, augmentés des intérêts.

Hervé Gattegno

Une allocation unique devrait remplacer en 2003 toutes les aides à la garde d'enfant

Tous les parents pourront en bénéficier

L'ALLOCATION unique de libre choix devrait être versée aux parents à partir du début 2003. Christian Jacob, ministre délégué à la famille, a précisé vendredi 23 août le calendrier de mise en place de cette aide financière qui fut la principale promesse de campagne de Jacques Chirac dans le domaine de la famille. Cette aide, dont le montant n'a pas encore été fixé, serait versée à tous les parents dès le premier enfant, qu'ils recourent à un service de garde ou s'arrêtent de travailler pour s'occuper eux-mêmes de leur progéniture. Elle est a priori amenée à se substituer à toutes les autres aides à la garde d'enfant (Afeama, AGED...) ou à l'interruption d'activité pour les parents (APE).

« SIMPLIFIER LES CHOSES »

« L'allocation unique de libre choix repose sur le trépied universalité, liberté et simplicité, explique Christian Jacob. *Quel que soit le mode de garde, les parents doivent bénéficier de cette allocation. Par ailleurs, ce n'est pas à l'Etat de dire aux parents quel doit être leur mode de garde. Si une femme veut arrêter de travailler pour garder son enfant, qu'on la laisse faire ! Enfin, il s'agit de simplifier les choses : il n'existe pas moins d'une douzaine d'allocations spécifiques à l'enfance... »*

Dans le contexte actuel de forte contrainte budgétaire, M. Jacob souligne que cette allocation devra coûter *« le moins cher possible »* au gouvernement. Si elle est créée à coût constant par rapport aux aides existantes, elle ne pourra néanmoins pas, à terme, dépasser les limites de l'excédent dégagé par la branche famille de la Sécurité sociale.

Lorsque, en octobre 2001, le RPR présentait son programme familial pour l'élection présidentielle, cette allocation, alors dénommée *« allocation de libre choix de garde »*, était présentée comme devant permettre de *« rééquilibrer les modes de garde au profit des modes de garde individuels, dont le coût pour la collectivité est bien inférieur* [aux modes de garde collectifs]. » M. Jacob s'inscrit dans cette logique, rappelant que certains pédopsychiatres doutent aujourd'hui de l'intérêt de modes de garde collectifs pour les enfants de moins de 3 ans.

Dans un discours de campagne, le 3 avril, à Bordeaux, le candidat Jacques Chirac déclarait : *« Je veux créer une allocation unique d'accueil du jeune enfant, versée à toutes les mères, qu'elles aient un emploi ou non, et quel que soit le mode de garde. »* Désormais, M. Jacob n'exclut plus aussi nettement les pères du bénéfice éventuel de l'allocation. *« Elle concerne,* dit-il, *l'un ou l'autre parent, même si tout reste à définir. »*

Dès octobre, un groupe de travail réunissant associations familiales et représentants de l'Association des maires de France (AMF) planchera sur le *« périmètre »* exact de cette allocation, selon les termes de M. Jacob, ainsi que sur son montant. L'allocation, dans sa version définitive, sera présentée lors de la prochaine conférence de la famille, au printemps, pour une mise en place réelle au 1er janvier 2004.

Pascale Krémer

Incapable de payer les obsèques, il doit creuser la tombe de sa femme

ROUEN
de notre correspondant

Depuis quelques jours, armé d'une pelle et d'une pioche, un homme creuse la tombe de sa femme, qui vient de mourir, dans le cimetière de Douville-sur-Andelle (Eure), près de Rouen. C'est le maire de la commune qui le lui a proposé par souci d'économie, *« puisqu'il ne peut pas payer les frais d'obsèques »*, estimés à 2 000 euros.

Ancien légionnaire, originaire de la région de Lille, Pierre Collier, 59 ans, vit en Normandie un peu par hasard. Il a échoué dans un centre d'hébergement de l'Armée du salut, à côté de Douville. Travaillant avec un contrat emploi-solidarité (CES), il y a rencontré Ginette et l'a épousée en 1999. Quittant le château de l'Armée du salut – *« Je préférais avoir notre "chez-moi" »*, explique Pierre –, le couple s'est installé dans un mobile home à la lisière de Douville-sur-Andelle, où le bout de terrain est loué 260 euros par mois. Malade, Ginette est décédée le 17 août. Pour l'inhumation, Pierre Collier s'est alors adressé au maire de sa commune, Guy Laffite, qui lui a assuré que le centre communal d'action sociale (CCAS) prendrait en charge les frais d'obsèques, mais demanderait ensuite le remboursement. Pour réduire la facture, Pierre a accepté la proposition du maire : creuser le trou lui-même au cimetière. La loi prévoit pourtant que, lors de la mort d'une personne sans ressources, la commune du lieu de décès ou celle du domicile doit pourvoir aux obsèques.

Son histoire, évoquée à la « une » du quotidien local *Paris-Normandie*, a suscité un courant de sympathie et d'indignation dans la vallée. Quelques anonymes sont venus aider Pierre, qui n'a même pas sollicité sa voisine, logée sur le même terrain. Elle aussi a appris l'histoire de l'ancien légionnaire par la presse.

Face aux critiques, le maire réplique : *« Je voulais qu'il prenne conscience que son habitude de se comporter en assisté ne pouvait pas être prise en compte en n'importe quelle circonstance. »* Mais Pierre Collier ne lui en veut pas. *« Il fait ce qu'il peut. Il a sa hiérarchie. Je sais ce que c'est, j'étais militaire. Moi, j'accuse le système et Arlette Laguiller qui feraient bien de penser à ceux qui ne gagnent même pas 2 600 francs par mois (396 euros). Je suis surendetté et je dois rembourser 100 francs (15 euros) à la Banque de France tous les mois. Je touche l'Assedic mais ça ne fait que 70 % de mon ancien CES. Mon épouse avait le RMI. »*

Une fois alertée par le maire, la famille de la défunte a assuré qu'elle contribuera aux frais des obsèques, prévues lundi 26 août. A quelques mètres de ce qui sera la sépulture de Ginette, une large plaque mortuaire montre qu'ici l'indifférence n'est pas la règle. Elle rend hommage à un certain Ernest Manchon, ancien maire de Douville de 1953 à 1971. Elle est signée *« Les habitants de Douville »*.

Etienne Banzet

M. d'Aubert veut « porter le fer » dans l'administration

FRANÇOIS D'AUBERT, député (UMP-DL) de la Mayenne, a estimé, vendredi 23 août, sur Europe 1, qu'on peut faire des économies en ne remplaçant pas tous les fonctionnaires partant en retraite dans *« certaines administrations centrales parisiennes »*, comme l'emploi, l'équipement ou les finances. Le même jour, dans *Le Figaro*, l'ancien secrétaire d'Etat au budget citait également l'éducation nationale et ajoutait : *« Il faut porter le fer dans des organismes plus inutiles les uns que les autres, purement bureaucratiques – délégations, établissements publics administratifs, organismes consultatifs... –, créés par la précédente majorité et qui grèvent de façon inconsidérée les frais généraux de l'Etat. »*

Alain Bergounioux, secrétaire national à la communication du PS

« Le plus intelligent serait de créer une sorte de confédération qui unirait les différentes composantes de la gauche »

Que pensez-vous de l'idée d'un parti unique à gauche, pour répondre à l'UMP ?

Elle ne me paraît pas bonne. La gauche française, bien avant 1997, était plurielle et le restera, avec ses différentes sensibilités. En revanche, il est nécessaire de réfléchir aux liens entre les différents mouvements et partis de la gauche qui veulent gouverner. Pour les autres, la question ne se pose pas. Le plus intelligent serait sans doute de créer une sorte de confédération qui unirait les différentes composantes de la gauche. Cela nous donnerait une cohérence dont nous avons peut-être manqué dans les dernières années de la législature. Et puis il faut, en effet, répondre au défi conservateur que pose l'UMP.

A quelles conditions ?

Créer un lien fédératif entre les différentes forces de gauche suppose que chacun des partis fasse son propre inventaire, redéfinisse ses positions. Nous pourrons discuter ensemble, à partir du moment où nous aurons un but commun. Les débats approfondis sur le nucléaire, la politique sociale ou l'Europe, par exemple, auraient dû relever des partis. Mais ils n'ont pas eu lieu, depuis 1997, pour ne pas handicaper le gouvernement. Aujourd'hui, nous avons le temps de mener le débat...

Peut-il y avoir, à terme, un débat serein au PS sur les questions économiques et institutionnelles ?

Un débat politique n'est jamais serein, parce que les idées s'accompagnent aussi de compétitions pour la direction des partis. Mais le débat peut être profond et responsable. Nous devons examiner les conditions d'une nouvelle synthèse politique et réfléchir à ce qu'est l'action publique. Le débat est d'autant plus difficile que le bilan n'est pas mauvais. Ce n'est pas comme en 1993 ; nous allions alors au-devant de la défaite. En 2002, elle était évitable. C'est plus traumatisant. Il est donc normal que les débats soient vifs. Il y a quelques mois d'agitation à prévoir, au minimum jusqu'au congrès. La responsabilité du premier secrétaire, c'est que l'on ait des discussions approfondies, au-delà des humeurs, dans les sections, les fédérations. Le PS est la première force d'opposition, c'est avec lui que se reconstruiront les principales formes de l'alternance, qui pourront avancer des propositions convaincantes et réalisables.

***« Nous sommes tous des socio-libéraux »*, avez-vous déclaré à l'hebdomadaire *Le Point*. Est-ce le meilleur moyen d'engager le dialogue à gauche ?**

Il faut se livrer à un vrai travail d'analyse et éviter les clichés qui empêchent de s'interroger sur les responsabilités de chacun. Social-libéral est un terme polémique qui

G. ROLLE/REA

ne veut pas dire grand-chose. A moins de considérer que les libertés politiques et l'Etat de droit sont des questions secondaires. Evitons de nous jeter des termes sans contenu à la tête. C'est ce que j'ai voulu dire par là.

Vous savez bien qu'à travers ce terme une partie de la gauche évoque les épisodes Michelin, LU, la politique des télécoms, etc.

Le problème est de savoir comment intervient l'Etat. Pour reprendre l'exemple de France-Télécom, ses difficultés sont celles de toute cette industrie dans le monde. Ce n'est pas l'ouverture du capital qui les a provoquées. Même si France-Télécom était resté nationalisé à 100 %, les entreprises sont obligées de réagir à l'évolution des marchés. EDF le fait, même si elle appartient à 100 % à l'Etat. LU décide de se réorganiser. Peut-on le lui interdire ? Il faut poser la question concrètement. L'Etat peut offrir des possibilités de reconversion, contrôler les plans sociaux, mais, en économie de marché, ce n'est pas l'Etat qui dicte sa loi aux entreprises.

Le PS n'a-t-il pas perdu sa base sociale et syndicale ?

Un des problèmes du PS, c'est son lien avec le mouvement social, et en particulier le mouvement syndical. Sans remonter à la Charte d'Amiens, il manque au socialisme français des relations régulières et approfondies avec le mouvement syndical et associatif. C'est ce qui fait qu'il n'est pas un parti de masse, mais un parti électoral, implanté dans la société française autour de ses élus et des élites. Il nous faut établir un travail régulier sur les thèmes, les revendications et les propositions du mouvement social à tous les niveaux – national, régional, départemental.

Que pensez-vous du livre de Marie-Noëlle Lienemann ?

Il est licite de défendre une thèse politique, à mon avis erronée, sur la *« dérive libérale »* de Lionel Jospin. C'est autre chose d'asséner des jugements acerbes sur une personnalité que l'on a voulu séduire et servir.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Mme Aubry et M. Emmanuelli chez les Verts

Les Verts, qui s'apprêtent à ouvrir leurs journées d'été, du 27 au 30 août à Saint-Jean-de-Monts (Vendée), par un grand débat sur « le bilan des élections et la crise du politique » ont invité, pour le Parti socialiste, Martine Aubry et Henri Emmanuelli. A l'été 2001, ils avaient convié le premier secrétaire du PS, François Hollande. Pour le PCF, au lieu du responsable officiel des relations avec les partis, Paul Lespagnol, présent l'an dernier, les Verts ont cette fois invité le refondateur Roger Martelli, directeur de la revue *Regards*. Participeront également à ces journées Yves Salesse, président de la fondation Copernic, Stéphane Rozès, directeur de l'institut CSA, et, sous réserve, Christiane Taubira, candidate des radicaux de gauche à l'élection présidentielle.

José Bové fait sa rentrée à l'université d'été d'Attac

LA TROISIÈME université d'été de l'association contre la mondialisation libérale (Attac) s'est ouverte, vendredi 23 août, à Arles (Bouches-du-Rhône). Elle rassemble près de 800 participants et doit durer jusqu'au mardi 27 août. Les débats seront consacrés au *« néolibéralisme dans ses œuvres »* et aux *« alternatives à lui opposer »*. José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne, admis au collège des membres fondateurs, y animera, avec Jacques Testart (Inserm), une conférence sur le thème des *« organismes génétiquement modifiés »* et de *« la marchandisation du vivant »*.

DÉPÊCHES

■ **IMPÔTS : Patrick Ollier, président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale**, affirme dans un entretien publié, samedi 24 août, par *Le Parisien* qu'*« il n'est pas question de remettre en cause la baisse des impôts »*. Le conseiller politique du RPR estime que les perspectives de croissance *« moins encourageantes »* ne doivent pas remettre en cause *« les fondements de nos engagements »*.

■ **ÉVASION : le ministre de la justice, Dominique Perben, a demandé, vendredi 23 août, une enquête et un *« rapport circonstancié »*** au directeur de l'administration pénitentiaire sur l'évasion, le 17 août, du membre présumé d'ETA Ismael Berasategui Escuderod. Le militant basque espagnol s'est évadé de la prison de la Santé, à Paris, en se faisant remplacer au parloir par son frère. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé, jeudi, par le juge antiterroriste Gilbert Thiel.

■ **FAITS DIVERS : Christelle Dubuisson, l'adolescente de 18 ans retrouvée morte, le 21 août, à Villers-Bretonneux (Somme), a été tuée** *« a priori »* avec une arme blanche, a affirmé, vendredi 23 août, le procureur adjoint d'Amiens, Brice Raymondeau-Castenet. C'est la troisième jeune femme assassinée dans la région d'Amiens depuis le début de l'année (*Le Monde* du 23 et du 24 août).

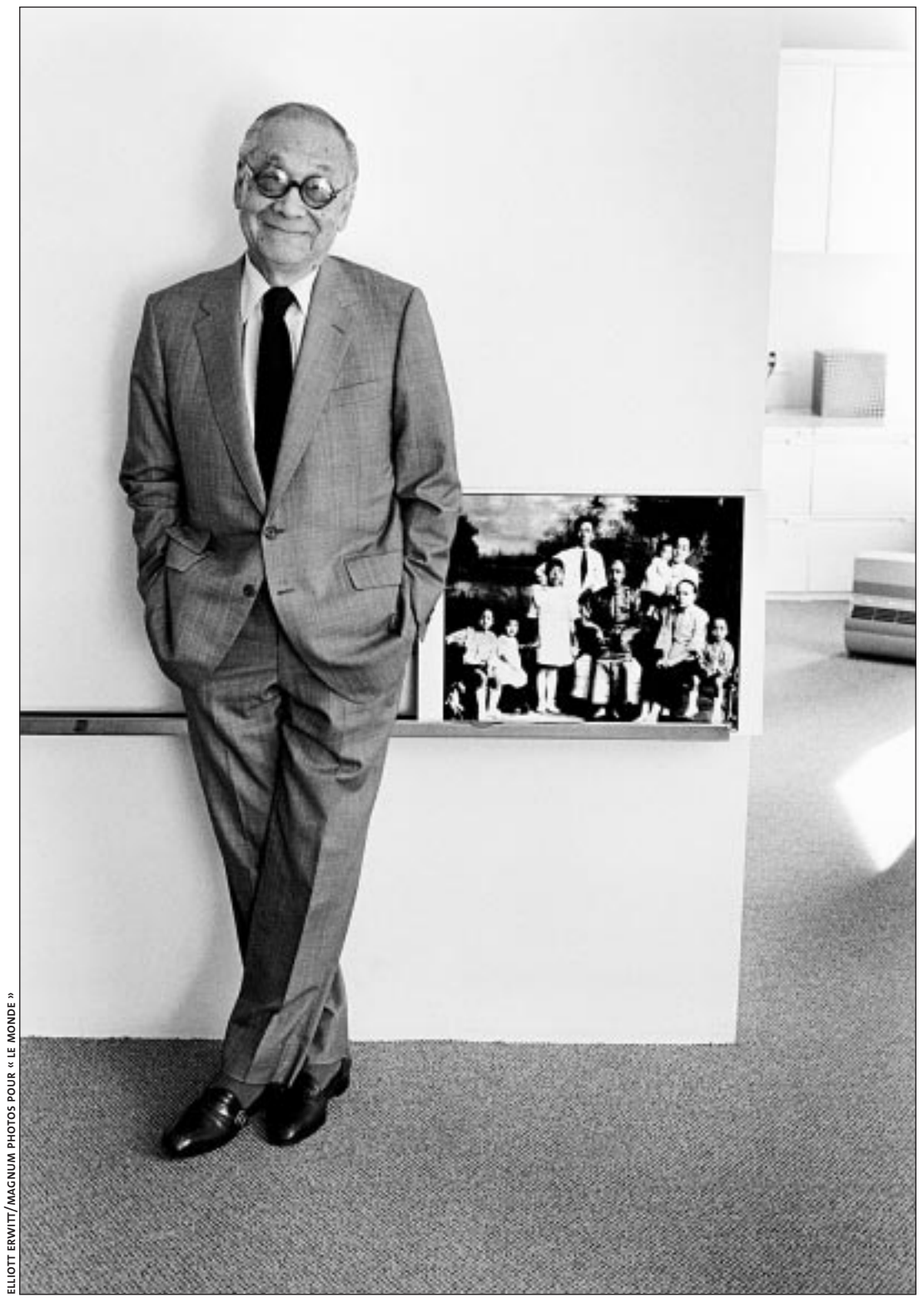
■ **Ibrahim Diallo, le détenu de 28 ans qui s'était évadé jeudi 22 août lors de son transfèrement vers la prison d'Angoulême**, a été arrêté vendredi à La Rochelle (Charente-Maritime). Au moins trois complices encagoulés avaient percuté le véhicule des gendarmes, le projetant dans le fossé. Ils avaient ensuite extrait le détenu de la voiture en faisant usage de leurs armes.

■ **DOUBLE PEINE : Resul Kilic, père de famille turc de 38 ans, a été expulsé vers Istanbul, jeudi 22 août.** Condamné à quatre ans de prison pour *« aide au séjour irrégulier d'un étranger en France »* en 1998 (*Le Monde* du 22 août), Resul Kilic venait de finir de purger sa peine. Sous le coup d'un arrêté d'expulsion en date du 10 décembre 2001, il a été placé en rétention administrative à sa sortie de prison avant d'être expulsé vers la Turquie.

7 CHERS PARENTS

I. M. PEI

Dans la Chine des années 1920, le père banquier, les gouvernantes et la mère bouddhiste lui ont fait une enfance très codifiée. Dévasté par la mort de sa mère, il découvre, en 1935, l'Amérique



ELLIOTT ERWITT/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

L'architecte dans son bureau de New-York devant une photo de sa famille.

CE visage malicieux... Deux fentes allongées derrière des lunettes rondes enfantines, des rides joyeuses au diapason d'un sourire relevé jusqu'aux pommettes. Cet homme-là aime la vie, les humains, le bel ouvrage. Cet homme-là aime créer, bâtir, découvrir. Le désir et le plaisir. L'accueil ne peut être plus affable. M. Pei, déjà, nous inspire. Nous sommes dans le quartier de Wall Street, où il n'est jamais temps de rêver mais d'agir. Où New York donne à la fois le cafard et un plein d'énergie. Il peut pleuvoir dehors ; ici, au onzième étage d'une tour géométrique, dans ce bureau aux murs blancs et aux larges ouvertures, on ne voit que lumière, sobriété, piles de livres. Et cet homme miniature. Elégant dans un costume taillé à ses mesures, la chemise bleu clair, la cravate bleu roi. Et l'humour comme politesse exquise.

Il fait partie des New-Yorkais les plus célèbres ; des bâtisseurs les plus respectés d'Amérique. Il a d'ailleurs, en cinquante ans de carrière, marqué de son empreinte et de ses constructions la plupart des grandes villes du pays – New York, Boston, Washington, Los Angeles, Dallas, Houston, Miami... – avant, bien sûr, d'essaimer dans le monde, notamment à Paris avec le Louvre et sa fameuse pyramide. Il a reçu comme architecte les récompenses les plus prestigieuses, dont le fameux Pritzker Prize *« pour avoir donné à ce siècle quelques-unes de ses plus belles formes intérieures et extérieures »*. Il fut honoré par les présidents des Etats-Unis, Ronald Reagan lui ayant remis en 1986 la médaille dont il est encore le plus fier : celle de la Liberté, au moment du centième anniversaire de la statue du même nom. Américain modèle donc (naturalisé en 1955), formé au MIT et à Harvard, médaillé de l'Institut américain d'architecture et de l'Académie américaine des arts et lettres. Adulé. Etudié. Et qui proclame : *« Je suis chinois ! »*

Quand on est né en Chine, fût-ce il y a fort longtemps, que l'on y a grandi jusqu'à ses 18 ans, on demeure un Chinois. *« Vos fondations sont là,* dit-il, *où vous puiserez à vie force et inspiration. Et vous ne changez guère. Car votre éthique et votre philosophie sont définitivement acquises. Des professeurs vont certes vous apprendre des choses, travailler votre esprit. L'expérience aussi vous modèle. Mais tout, toujours, dépend de vos racines. Comme un arbre. Comme la vigne. »*

Alors, partons en Chine.

La Chine d'avant le communisme. Celle des paysans miséreux, des seigneurs de la guerre, et puis des grandes familles. La Chine de 1917, année où Ieoh Ming Pei, deuxième enfant – mais fils aîné – d'une famille de six, voit le jour dans la ville de Canton. Son père, Tsuyee Pei, est banquier, encore en début de carrière, mais promis à un bel avenir à la Banque de Chine. Il est intelligent, instruit, ouvert sur le reste du monde. Et bien né. La famille Pei est en effet l'une des plus anciennes et des plus réputées de Suzhou, une petite ville gracieuse à la fois commerçante et sophistiquée, située à l'ouest de Shanghaï, dans le bassin du Yang Tseu-kiang. Elle y possède maisons et jardins d'un raffinement extrême, et tout le monde s'y retrouve l'été pour les vacances ou pour un pèlerinage en pousse-pousse et chaise à porteur à l'autel des ancêtres, dressé au milieu des collines. Sans doute est-ce là le vrai berceau de Ieoh Ming (appelons-le, comme tout le monde, par ses initiales – I. M.– prononcées *I am* (« je suis ») en anglais). Dans cette cité-jardin où les générations se relaient dans une même quête de perfection, travaillant les jeux d'ombre et de lumière, l'harmonie idéale entre nature et constructions. I. M. y songera toujours. Suzhou est source infinie d'inspiration.

Harcelé par les seigneurs de la guerre en perpétuel combat, le père quitte rapidement Canton pour Hongkong, où sa réputation de banquier de haute volée se confirme et l'amène à voyager à l'étranger, avant d'être nommé, en 1927, directeur du siège de la Banque de Chine à Shanghaï. *« Comment vous parler de mon père ?,* s'interroge l'architecte. *Comment des Occidentaux pourraient-ils comprendre des relations familiales rigides et codifiées, qui tenaient moins à la particularité d'une famille qu'au contexte d'une société endormie, uniquement réglée par la tradition ? Peut-être l'époque de Napoléon était-elle plus proche de la Chine que j'ai connue ! Peut-être même l'époque de Louis XIV ! Le fait est que parents et enfants gardaient une grande distance. On ne parlait pas à ses parents. Ils s'adressaient à vous, nuance. Et nos relations étaient basées uniquement sur le respect. Il n'y avait pas de risque que mon père me prenne par le cou, m'embrasse, ou discute avec moi de ses affaires ou de ses voyages. D'ailleurs l'idée de lui exprimer moi-même de l'affection ne me serait pas venue. »* Il s'intéressait bien sûr aux études de son fils, exigeait de voir ses notes, extrêmement contrarié qu'elles soient souvent mauvaises. Sauf en sports.

> « Je peux vous assurer que dans ce silence parfait, au milieu du printemps, j'ai entendu pousser le bambou »

« Etre l'aîné, sourit I. M. Pei, *n'arrangeait pas mes affaires. On attendait que je sois toujours exemplaire. Mais pour être bon élève, il faut être heureux à l'école !*

– Et vous ne l'étiez pas ?

– Non. En déménageant de Hongkong à Shanghaï, mon environnement avait été bouleversé. C'était comme de passer de New York à Moscou. Même la langue n'était plus la même ! Je sais gré aux communistes d'avoir fait en sorte qu'on puisse aujourd'hui traverser la Chine en ne parlant que le mandarin. Je croyais cela impossible.

– Votre père était réputé moderne.

– Evidemment plus que mon grand-père, parfaitement inaccessible ! Quand nous mangions chez lui, il se tenait au bout de la table, tous les plats assemblés devant lui. Et c'est à lui qu'il revenait de nous les offrir ou de charger les domestiques de nous les présenter. Mon père, lui, avait côtoyé des étrangers, vécu à Hongkong, porté le costume occidental. Sa relation avec moi aurait pu se détendre. Mais il y avait cette chape de plomb sur ses épaules qui lui dictait : "Tu es le père, issu d'une vieille famille et d'une société plus vieille encore. Montre-toi à la hauteur de la tradition !" »

Heureusement il y avait la mère. C'est d'elle que I. M. se sentait le plus proche. C'est vers elle – malgré la gouvernante affectée à chacun des enfants – qu'il se tournait pour un conseil ou un réconfort. De la tendresse aussi, même s'il n'était pas question d'exprimer trop d'élan. I. M., silencieusement, l'admirait. *« Elle était tout ce que je ne suis pas : musicienne, alors que je n'ai pas de musique en moi. Et poète, alors que je n'ai pas ce don. Je ne lui ressemblais en rien, mais spirituellement, nous étions très liés. »* Elle jouait de la flûte, notamment la nuit. *« La flûte est un instrument qui convient à la lumière de la lune. »* Elle pratiquait la calligraphie comme un des beaux-arts. Et elle était bouddhiste. Par deux fois, elle emmena I. M. en retraite avec elle.

« Les monastères chinois n'ont rien à voir avec vos cathédrales construites au centre des villes, raconte-t-il. *Les bouddhistes estiment au contraire que le meilleur lieu de prière est le plus difficile d'accès, au sommet des montagnes. L'endroit se mérite. On y progresse marche après marche. Maman, qui n'était pas en bonne santé, devait être portée sur une chaise. Moi, je courais à côté. Arrivés au sommet, nous devions nous lever vers 4 heures, juste avant le soleil. Maman était prise par la méditation, la récitation des soutras, l'enseignement des moines. Et j'étais livré à moi-même, seul enfant dans le monastère. Seul, au cœur de la nature, à écouter le silence. C'est inouï comme l'oreille capte alors les sons de la vie les plus intimes. Peu de gens ont vécu cette expérience. Mais je peux vous certifier que dans ce silence parfait, au milieu du printemps, j'ai entendu pousser le bambou.*

– Vous aviez là un sentiment de paix ?

– Je ne savais pas à cette époque ce que signifiait la paix. Tout me semblait naturel. Mais c'était un sentiment de merveilleux que je n'ai plus jamais ressenti. Jamais. Je paierais n'importe quoi pour retrouver ce moment. Mais l'expérience est unique. On la garde en soi comme un trésor.

– Ce souvenir vous aide-t-il parfois, lorsque vous réfléchissez à un bâtiment à créer ?

– (Rires) *On pourrait en effet penser que la paix et le silence sont propices à la création. Eh bien, c'est pourtant le contraire. La création, disait Le Corbusier, est un processus douloureux. Oui, douloureux et troublé. Or, là-haut, il n'y avait pas de combat interne ou externe. Ce n'était que plaisir pur. »*

La mère était malade. Son état s'est détérioré. Il n'existait pas de traitement pour la guérir. Seul l'opium pouvait la soulager. A condition de le manipuler avec d'infinies précautions. I. M. se vit confier la délicate préparation des pipes. *« C'est ma mère qui l'avait demandé. Et c'était pour moi une vraie satisfaction. En général, on redoutait d'exposer les enfants à l'opium. Maman devait donc avoir spécialement confiance. Je m'appliquais, il fallait savoir le brûler, c'est un art, vous savez ! Et j'étais très bon. Aujourd'hui encore, quand je marche dans les rues de Hongkong, je pourrais détecter avec précision les fenêtres derrière lesquelles on l'utilise ! »* La maman s'est finalement éteinte, dévastant son fils aîné qui, âgé alors de 13 ans, était supposé *« comprendre »* et non manifester sa peine. Une tombe fut érigée près de Shanghaï, que les bulldozers ont détruite lors de la révolution culturelle. *« Jamais,* affirme I.M., *je ne pardonnerai ça ! »*

L'architecte ne rechigne pas à conter son histoire. Mais sur les sentiments, émotions ou blessures, sur les rêves ou révoltes de l'adolescence, les ambitions, les fuites, les fêlures, il esquive courtoisement toute question. Pudique, secret, présentant la planète Chine, celle d'il y a presque un siècle, comme une autre dimension à laquelle aucun Occidental ne saurait accéder. *« Tout cela est si lointain, si lointain... »* Alors il presse le pas, ou plutôt le récit, nous entraînant d'une traite dans le port de Shanghaï, à bord du paquebot *Président-Coolidge*, en partance pour San Francisco. Il n'émigre pas alors, il part simplement étudier au pays de Bing Crosby et de Betty Grable, du jazz, des claquettes et du charleston. Tellement plus moderne et plus prometteur que la Grande-Bretagne, où aurait préféré l'envoyer son père. Il n'est pas seul, un ami issu d'une bonne famille l'accompagne. Il n'est pas triste, sa mère n'est plus là pour le retenir. Il ne sait pas avec précision ce qu'il veut faire, si ce n'est bâtir, participer à l'essor des villes. Il sait en revanche qu'il ne veut pas être banquier. Son père l'en a dégoûté une partie de son enfance, affirmant la fonction trop exposée aux pressions politiques. Mais I. M. est curieux de tout et foncièrement optimiste. Ce jour de 1935, il fonce vers une nouvelle vie. Sans savoir encore que la guerre, puis la révolution communiste, qui ruinera sa famille, rendront son retour impossible, et feront de lui un architecte... américain.

LA saga du self-made-man commence alors. Avec une volonté folle de s'intégrer au plus vite dans l'Amérique qu'il trouve si accueillante. Et sans aucun complexe, précise-t-il. Ni d'infériorité, face au modernisme d'une démocratie « en avance » sur la Chine. Ni de supériorité, arrivant d'un pays à la culture et à l'histoire ancrées dans la nuit des temps. Son ascension sera spectaculaire, opportunément dopée par le coup de cœur de Jackie Kennedy, qui choisit Pei, en 1964, pour construire le mémorial-bibliothèque, dédié à son mari. I. M. Pei attendra longtemps avant de retourner en Chine. Fermement encadré lors de sa première visite en 1974, avec sa femme Eileen. Désormais vénéré, célébré par les instances officielles comme *« un illustre Chinois »*. L'Asie, il est vrai, l'intéresse plus que jamais.

Un jour de 1982, deux émissaires de Pékin se sont déplacés à New York, sollicitant un rendez-vous avec le vieux Tsuyee Pei en exil, alors âgé de 89 ans. I. M. les a conduits auprès de lui. Les représentants communistes ont d'abord proposé à Pei senior la direction d'honneur de la Banque de Chine à Pékin. *« Vous me l'auriez demandé il y a cinq ou dix ans, j'aurais peut-être accepté,* a répondu celui-ci. *Je suis trop vieux maintenant. Désolé. »* Puis ils lui ont demandé l'autorisation de confier à son fils architecte la construction du siège de la banque à Hongkong, celle-là même qu'il avait un jour dirigée. *« C'est une décision qui ne revient qu'à mon fils,* grogna le vieil homme. *Demandez-lui ! »* Père et fils ont longuement discuté. En privé. Et Pei junior a compris que l'ancien banquier serait heureux qu'il accepte la commande. Retournement de l'Histoire ? Revanche ? Juste remboursement d'une dette due au père ? *« Je ne sais ce qui, de la colère ou de la fierté, l'a emporté chez mon père. Il ne me l'a jamais dit. »*

La tour cristalline s'élève aujourd'hui à 315 mètres dans le ciel de Hongkong. Une autre, siège de la même banque, défie également le ciel de Pékin, construite cette fois par Pei Partnership Architects, la société fondée par deux fils d'I. M., Chien Chung et Li Chung Pei, le père n'étant que consultant sur le projet. Le grand-père, hélas, est décédé trop tôt pour les admirer l'une et l'autre, et se réjouir de l'ironie qui associe une troisième génération de Pei à la fameuse Banque de Chine.

« Les pères sèment, les fils récoltent », a coutume de déclarer I. M..

Annick Cojean

PROCHAIN ARTICLE
Cecilia Bartoli

Le Monde
ÉDITORIAL

L'enjeu et le doute

A PRIORI, une certaine méfiance s'impose. C'est affaire de précédents. Quand on fait le bilan des réunions géantes organisées par l'ONU ces dernières années sur un thème précis – de la condition de la femme à l'environnement, en passant par la lutte contre le racisme –, on est fondé à un certain scepticisme sur la nécessité de celle qui s'ouvre lundi à Johannesburg, en Afrique du Sud. Il s'agit d'un « Sommet mondial sur le développement durable ». Il réunira plus de cent chefs d'Etat ou de gouvernement et des dizaines de milliers de délégués. Il a pour objet de définir un « plan d'action » pour que le développement économique se fasse dans des conditions qui n'obèrent pas l'environnement.

Il devra faire le bilan du précédent Sommet de la Terre tenu en 1992 au Brésil. Cette réunion avait adopté deux conventions importantes sur le changement climatique et la biodiversité, mais aussi un Agenda sur le développement dont la puissance déclaratoire n'a eu d'équivalent que l'inexistence du suivi. En 2002, 1,1 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable ; 1,6 n'ont pas l'électricité ; 2 milliards subsistent avec moins de 1 euro par jour...

Dans les couloirs de l'ONU, à New York, certains parmi les organisateurs de la rencontre de Johannesburg n'hésitaient pas à confier leurs doutes sur l'utilité de pareils rassemblements. On peut à la fois critiquer toute tentation unilatéraliste dans un monde globalisé – bien des problèmes doivent être abordés au niveau de la planète – et souligner les limites de l'effort multilatéraliste – s'il ne relève que de l'exercice incantatoire.

Et, pourtant, toutes ces réserves faites, le sommet de Johannesburg reste important. Le sujet – le couple développement-environnement – justifie pareille mobilisation ; elle seule peut, sans garantie de succès, provoquer les prises de conscience, réflexions et amorces de solutions qu'il requiert. Johannesburg sera une réussite s'il fixe quelques objectifs clairs et limités ; définit un plan d'action réaliste ; évite toute rhétorique grandiloquente, sur les deux grandes questions à l'ordre du jour : l'accès à l'eau et la gestion des ressources énergétiques de la planète. Il ne doit pas s'agir d'une discussion générale. Il s'agit de dégager quelques grandes lignes de comportement, s'imposant à tous, sur ces deux questions, explosives et qui pourraient bien être au cœur du siècle qui commence.

Posons un principe, un thème de débat. Sur l'accès à l'eau et à l'énergie, les pays les plus pauvres devraient pouvoir bénéficier d'une politique internationale de discrimination positive ; ils devraient faire l'objet d'un traitement systématiquement privilégié, inégalitairement orienté en leur faveur. Ce ne serait que réparation sur le partage injuste qui s'est fait au siècle dernier. Et les pays du Sud ont raison d'exiger que sur ces deux questions, l'eau et l'énergie, Johannesburg débouche sur des objectifs précis et chiffrés. Ne serait-ce que pour pouvoir « faire les comptes », dans dix ans.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy,** directeur général ; **Noël-Jean Bergeroux.**
Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora
Directeur général adjoint : René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
François Bonnet *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ; Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Franck Nouchi *(Culture)* ; Josyane Savigneau *(Le Monde des Livres)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*

Médiateur : **Robert Solé**

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **Société Editrice du Monde (SAS)**
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du *Monde*, Société des Cadres du *Monde*, Société des Employés du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du *Monde*.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Le Monde
DOSSIERS&DOCUMENTS
LITTÉRAIRES

L'enfant
et
l'écrivain

Juillet 2002 - 8 pages - 2,10 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : **Dominique Alduy**
Directeur général : **Stéphane Corre**
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

AU COURRIER DES LECTEURS

INDÉCENCE

Profondément affligés par la perte de notre fils David Gritz, nous essayons actuellement, avec beaucoup de difficulté, de faire face à un malheur personnel, tout en espérant ardemment qu'une issue soit enfin trouvée au cycle infernal de colère, de récriminations, de haine et de violences qui ensanglante le Moyen-Orient. En ce moment, donc, nous n'avons surtout ni envie ni besoin de nous mêler à des polémiques de nature politique ou autre.

Qu'un certain Balibar défende une cause qu'il considère juste, ce n'est que normal (*Le Monde* du 12 août) ; qu'il craigne que les attentats terroristes, comme celui perpétré à l'université hébraïque de Jérusalem, portent ombre à l'image de cette cause et qu'il se précipite donc à faire le possible pour en limiter les dégâts, cela aussi peut se comprendre comme une démarche partisane habituelle. (...) Mais quand on tombe sur les propos si insultants et blessants que cet individu tient au sujet de notre fils, des propos, dans les circonstances, d'une indécence à peine croyable, on ne peut que rester frappé de stupeur et d'indignation.

On a du mal à dire ce qui l'emporte ici dans le domaine de l'ignoble : l'arrogance affichée du « Grand Savant », détenteur de toutes les clés de connaissances ou – malgré les formules conventionnelles – la condescendance méprisante envers cet étudiant (qu'il ne connaissait absolument pas), envers ce jeune peut-être de bonne volonté mais vraisemblablement dépassé par les dimensions et les complexités d'une situation dont tous les tenants et les aboutissants sont, bien entendu, parfaitement compris par le « Maître ».

Pleinement conscient du caractère complexe et empoisonné d'une tragédie qui ne dure que depuis trop longtemps, notre fils a eu pourtant le courage de partir à Jérusalem, poursuivant sa quête intellectuelle et spirituelle. Que les grands donneurs de leçons se montrent également capables de démarches comparables.

Victime d'un acte barbare perpétré dans un lieu hautement symbolique de tout ce que David cherchait dans la vie : connaissances, compréhension, échanges avec les autres, il est, en quelque sorte tombé sur un champ d'honneur. Si injuste et absurde que soit sa mort, et malgré cette perte inconsolable dont nous ne nous remettrons sûrement jamais, nous pouvons quand même penser que notre fils y a connu une fin qui faisait honneur à son existence.

Il est donc particulièrement navrant de constater, chez quelqu'un se réclamant de l'Université, que l'honneur et la décence lui semblent des sentiments totalement étrangers.

Nevenka et Norman Gritz
Paris

AVEUGLEMENT

Mon collègue, Etienne Balibar, a évoqué la mort tragique, lors de l'attentat de l'université hébraïque de Jérusalem, de David Gritz, étudiant dans le département de philosophie de Paris-X-Nanterre. Je dois à la mémoire de David Gritz, que je connaissais bien – ce qui n'est pas son cas – de dire qu'il n'était ni un jeune homme uniquement soucieux de son perfectionnement intellectuel et spirituel, inconscient de la situation tragique dans laquelle se trouvent Israéliens et Palestiniens, ni un partisan de l'injustice envers les Palestiniens ou encore de leur exploitation. C'est porter ombre à sa mémoire de l'insinuer de façon si malveillante. David Gritz ne connaissait pas cette haine ou cette indifférence pour les Palestiniens que prête Etienne Balibar à tous ceux qui ne partagent pas son point de vue sur la situation.

Je ne crois pas que sa vision manichéenne, allant jusqu'à jeter l'anathème sur les universitaires israéliens qui n'adoptent pas les thèses palestiniennes sur le conflit, puisse d'une quelconque façon contribuer à la paix. Je pense que le courage d'aller sur place, de rencontrer les Israéliens plutôt que de les boycotter comme Etienne Balibar engage à le faire, et de discuter, par exemple, avec ceux d'entre eux qui cherchent à faire avancer la cause de la paix – ce qu'était précisément en train de faire David Gritz quand il a trouvé la mort – mérite davantage de respect.

Je ne crois pas, par ailleurs, que la tâche d'un intellectuel soit de « contextualiser le terrorisme ». L'injustice subie, les souffrances endurées par les uns et les autres ne peuvent, à mon avis, aucunement donner le droit d'assassiner. Que des intellectuels pensent que le désespoir est l'unique motivation du terrorisme me semble d'ailleurs un grand aveuglement. Que des bombes explosent dans des universités qui sont, à ma connaissance, des lieux d'échanges et de savoir où se rencontrent des personnes d'horizon divers, voire opposés, est enfin la porte ouverte à la barbarie.

La paix entre Israéliens et Palestiniens exige une vision politique – qui manque dramatiquement –, une réparation des injustices et un partage, elle n'exige pas un encouragement à la haine par l'acharnement à présenter les Israéliens de façon unilatéralement et constamment accusatrice.

Catherine Chalier
Paris X-Nanterre
(Hauts-de-Seine)

MÉDITATION

Toute mort est un scandale. Toute mort provoquée par la terreur est un crime injustifiable. Mais la mort d'un homme venu à l'université de Jérusalem pour y étudier Babel et réfléchir à ses dimensions contemporaines (totalitarisme et pluralisme) n'est pas assimilable à celle des milliers de civils palestiniens et israéliens, victimes, les uns et les autres, de crimes de guerre.

Placer une bombe dans l'université hébraïque de Jérusalem, où viennent des hommes et des femmes – quelles que soient leurs « origines » – pour étudier, réfléchir, dialoguer et méditer, et ce, en particulier, sur les leçons historiques de textes bibliques, ne relève pas d'une logique criminelle de guerre, mais d'une volonté d'anéantir l'humain.

Et si des milliers de Palestiniens sont descendus danser dans les rues de Gaza à l'annonce des morts à l'université de Jérusalem (*Le Monde* du 2 août), de quelle cause s'agissait-il pour ces Palestiniens ? celle de la paix ? Il est permis d'en douter.

Comment penser et agir après cela ? Si nous pensons pouvoir contribuer à orienter l'histoire, il nous faut non seulement l'enseigner de manière critique, mais aussi transmettre à nos élèves, à nos étudiants, à nos enfants, l'impératif d'accompagner le travail de deuil par celui de l'éducation à la volonté de réaliser le projet de paix.

Edith Deléage-Perstunski,
Ivry-sur-Seine
(Val-de-Marne)

LA RUMEUR ET LES FAITS

Vous avez publié une nécrologie des plus classique du leader palestinien Abou Nidal (*le Monde* du 21 août), mais pourquoi avoir introduit dans cet article une rumeur qui, par la magie des mots, a pris les apparences d'une information. *« Nombreux sont les Palestiniens qui sont convaincus qu'Abou Nidal était un agent israélien (...) »*, écrivez-vous, voilà bien une étrange façon de faire de l'histoire. Depuis quand la rumeur remplace-t-elle la réalité des faits et la recherche de la preuve ?

« Nombreux sont les Français qui sont convaincus que les inondations de la Somme ont été organisées pour protéger Paris d'un débordement de la Seine... » Que pensez-vous de cette « information » ?

Prenez quelques instants pour relire le travail d'Edgar Morin et de son équipe sur la rumeur d'Orléans, vous n'aurez pas perdu votre temps.

Marc Granek
Paris

LA PART D'OMBRE

Le long du fleuve Congo, Stephen Smith fait revivre (*Le Monde* du 17 août) de manière saisissante la figure et l'œuvre de Joseph Conrad, qui ne laisse pas de nous interpeller.

Un retour perpétuel qui s'explique sans doute en partie par le caractère abominable du miroir qu'il tend à cette part d'ombre et de violence pure que l'on soupçonne là, latente en chaque être humain, mais que nos consciences civilisées préfèrent rejeter a priori dans le domaine de l'impensable, donc de l'impossible.

Et, pourtant, l'histoire ne se charge-t-elle pas de nous apprendre que c'est le propre des « postes avancés de l'intérieur » que de créer les circonstances qui rendent possible l'accomplissement d'exactions ?

Hier, entre autres, en Algérie, au Vietnam ou à Madagascar, comme au Congo. Mais aujourd'hui,également, où un malaise me saisit lorsque je pense à ces Kurtz que l'on tolère depuis trop longtemps en Guyane française dans le cadre d'une realpolitik – officiellement inavouée car inavouable – sous couvert de la quête non de l'hévéa, mais de l'or.

Jusqu'à quand les responsables politiques de la patrie des droits de l'homme toléreront-ils ce scandale ?

Si Pierre Savorgan de Brazza a manifestement fait là-bas des émules, rares sont en revanche ceux de Conrad, de Williams, ou bien d'Albert Londres...

Désirée Lenoir
Paris

Pour nous écrire :
Le courrier des lecteurs du *Monde*,
21 *bis,* rue Claude-Bernard,
75242 Paris Cedex 05.
Pour nous envoyer une télécopie :
01-42-17-21-74.
Pour nous envoyer
un courrier électronique :
courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Pour saisir le médiateur :
mediateur@lemonde.fr
ou par courrier.
Merci d'indiquer
votre adresse complète.

A propos du Nigeria, de Safiya et d'Amina

Suite de la première page

Un ex-Etat *« paria »*, où l'égalité des sexes aurait certes encore des progrès à faire, où la corruption gangrène l'appareil de l'Etat, et donc aussi la justice, mais qui dispose d'institutions élues, d'une presse libre, d'avocats combatifs et d'organisations pour la défense des droits de l'homme. Dans ce pays où la rente pétrolière (environ 250 milliards de dollars depuis l'indépendance en 1960) n'enrichit que les *happy few*, les investissements étrangers et l'aide internationale sont vitaux pour le plus grand nombre. Afin de mieux attirer ces fonds, le Nigeria se fait l'avocat – avec l'Egypte, l'Algérie, le Sénégal et l'Afrique du Sud – du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (Nepad), une promesse de *« bonne gouvernance »* que l'Occident salue comme *« la volonté de l'Afrique de prendre son destin en main »*.

Rude tâche... Depuis qu'il a été élu, avec le soutien d'une partie de l'establishment du Nord qui a tenu, depuis l'indépendance, les rênes du pays, le général à la retraite Olusegun Obasanjo, un chrétien du Sud et ancien chef de junte, le seul à avoir rendu le pouvoir aux civils, en 1979, n'a pas réussi à nettoyer les écuries d'Augias. Sans être forcément qualifiés comme gardiens du temple, les députés de la chambre basse du Parlement ont même voulu, par un récent vote de censure, destituer le chef de l'Etat pour *« incapacité, viol de la Constitution et corruption avérée à la présidence »*. Olusegun Obasanjo vient de leur opposer une fin de non-recevoir, qui s'appuie bien plus sur les rapports de force que sur la Constitution.

La Constitution nigérian, précisément, fonde une Fédération aujourd'hui composée de 36 Etats, laïque, dotée du monopole de la violence légitime et d'un pouvoir central auquel revient la manne pétrolière, à des fins de redistribution. Or, bien que le président Obasanjo ait porté de 5 % à 13 % la part des revenus pétroliers qui doit obligatoirement être reversée aux Etats producteurs de brut du Sud, l'âpre lutte pour les pétrodollars nourrit toujours des desseins centrifuges, voire sécessionnistes. Partout dans le pays, la violence s'est « privatisée », des brigades de vigiles – dont les *« Bakassi boys »* sont la plus célèbre – font régner leur loi. Principal instrument de répression, l'armée fédérale n'est perçue, dans ce contexte, que comme une pléthorique garde prétorienne.

LA CHARIA, ESPOIR DES PAUVRES

Quant au Nord sahélien, pauvre en ressources naturelles mais riche en chefs militaires, il cherche à capitaliser sur ce qui lui appartient en propre : « sa » religion. Que l'introduction du code pénal coranique y passe pour le retour à un ordre moral et une « vraie » identité musulmane constitue, aux yeux du chercheur britannique Murray Last, un *« scoop politique »*. En l'absence d'alternative, la masse des pauvres place dans la charia tous les espoirs d'amélioration de sa condition. Et les hommes politiques, effet pervers du retour aux urnes, doivent tenir compte d'une opinion publique qui les juge *« compromis »* dès lors qu'ils s'opposent aux rigueurs divines. Fin 1999, lors d'une visite dans le nord du Nigeria, l'ex-secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright s'était étonnée d'y être remerciée du retour au code pénal musulman. *« Mais c'est grâce à la démocratie ! »*, lui expliquait-on...

Voilà pour le contexte dans lequel deux femmes *« adultères »* ont été condamnées à la lapidation – et dans lequel il convient aussi d'apprécier l'engagement en leur faveur. Quand, en octobre dernier, Safiya Husaini s'est vu infliger, la première, la sentence cruelle, l'Italie, puis l'Europe et, enfin, le monde se sont émus de son sort. Safiya a été faite citoyenne d'honneur de Naples, des protestations ont eu lieu dans la plupart des capitales occidentales et Amnesty International a recueilli plus de 350 000 signatures de soutien. Le 19 mars, au nom de l'Union européenne, Josep Piqué, le chef de la diplomatie espagnole, a déclaré : *« Nous exigeons des autorités nigérianes qu'elles évitent définitivement cette incroyable cruauté. »*

Le 25 mars, Safiya Husaini a été acquittée par une cour d'appel, pour *« vice de procédure »*. Est-ce l'opinion internationale qui l'a sauvée ? Même rétrospectivement, nul n'assumerait la responsabilité de prétendre le contraire. Mais il est vrai, aussi, que la société civile nigériane – les Eglises chrétiennes, les ONG... – et des forces politiques du Sud s'étaient engagées pour elle, que le pouvoir central – qui juge *« anticonstitutionnelle »* l'application de la charia, sans avoir les moyens d'imposer son point de vue dans les Etats du Nord – lui avait payé une équipe d'avocats, qu'il avait pris l'engagement public de casser le verdict dès lors que l'affaire viendrait, en dernière instance, devant la Cour suprême fédérale.

Si le doute existait pour Safiya, la certitude existe pour Amina : elle ne sera pas lapidée. Même si la sentence prononcée contre elle, en mars, vient d'être confirmée par une cour d'appel, il lui reste trois instances de recours, puis la Cour suprême. Comment alors s'expliquer que toutes les capitales occidentales aient fait connaître, avec une fermeté et une célérité inhabituelles, leur volonté d'intervenir, que nombre d'associations se mobilisent pour *« sauver cette femme »* ? *« Elle est condamnée à être tuée à coups de pierres pour avoir aimé et mis au monde un enfant »*, répond Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste. Scandalisé par une condamnation *« barbare et moyenâgeuse »*, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) appelle à la *« mise au ban du Nigeria »* par la communauté internationale, affirmant : *« Le Nigeria vient de se hisser au rang des pires dictatures... »*

Il ne s'agit pas de briser des élans du cœur, d'autant moins qu'ils sont rares en faveur du continent noir, dont les souffrances – des millions de morts au Congo-Kinshasa, des massacres à répétition, la faim en Afrique australe... – s'abîment ordinairement dans l'indifférence. Mais le Nigeria n'est plus une tache blanche sur la carte, où serait inscrit : *hic sunt barbares.* Et l'on peut s'interroger sur la stridence de nos protestations de bonne foi. Pourquoi Safiya et Amina font-elles tressaillir l'Occident ? Pour y répondre, il faudrait peut-être déranger dans sa tombe Jacques Lacan, l'analyste du *Stade du miroir dans la formation du Je.*

Stephen Smith

ENTREPRISES

NOTATION

L'« économie éthique » est au centre des enjeux du Sommet de la Terre qui s'ouvre à Johannesburg, en Afrique du Sud, lundi 26 août. Ce concept ouvre **UN NOUVEAU MARCHÉ**, celui de la notation sociale et environnementale des entreprises. Nicole Notat, ancienne secrétaire nationale de la CFDT, vient de créer Vigeo, **AGENCE DE NOTATION** à vocation européenne qui absorbe l'Agence de rating social et environnemental des entreprises (Arese), pionnière en France. D'autres **PROJETS** sont dans les cartons de syndicats comme la CGT ou d'entreprises de notation financière. Certains s'inquiètent d'une absence de **DÉFINITION DES CRITÈRES** de notation, qui demandent encore à être standardisés et contrôlés. Pour financer ses audits, Vigeo a imaginé une gamme de « produits de notation » achetés par les entreprises.

Vigeo veut développer un audit éthique des sociétés

L'entreprise dirigée par Nicole Notat, ancienne secrétaire nationale de la CFDT, veut noter le comportement social et environnemental des groupes européens. Reste à affiner les critères et à démontrer la réalité de l'engagement des dirigeants

L'« ÉCONOMIE ÉTHIQUE » et le « développement durable » sont des enjeux du Sommet de la Terre, qui s'ouvre lundi 26 août à Johannesburg. Ces enjeux commencent à mobiliser les investisseurs, et donc les entreprises, soucieuses de leur image. Dans ce cadre, un marché de la notation sociale et environnementale émerge. De nombreux projets existent, au sein des organisations syndicales (dont la CGT), mais aussi des agences de notation financière. Chez Fitch, l'une d'entre elles, *« on réfléchit depuis plusieurs années au "rating" environnemental et social »*. Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT, a annoncé, mercredi 31 juillet, la création de Vigeo, une agence de notation sociale et environnementale des entreprises, à vocation internationale, dont elle sera la PDG. Elle a bénéficié du soutien de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et des Caisses d'épargne, dont la holding commune Eulia lui a apporté l'Agence de rating social et environnemental des entreprises (Arese), pionnière en France, créée en 1997 par Geneviève Férone.

Il s'agit de décortiquer les pratiques des entreprises, afin d'orienter les investisseurs désireux d'acheter des fonds éthiques. Ces derniers sont aussi soucieux de placer leur argent dans des entreprises « socialement et éthiquement responsables », une tendance qui devrait se

développer face à la crise de confiance que traversent les marchés financiers. *« Les critères classiques sont devenus insuffisants pour respecter les engagements de long terme,* constate Christian de Perthuis, responsable de la veille stratégique à la CDC. *L'environnement, par exemple, devient une donnée clé. Les secousses des marchés financiers montrent qu'il est préférable de disposer d'analyses pluridimensionnelles pour évaluer une entreprise. »*

« La genèse de Vigeo (du latin "je suis sur le qui-vive, je garde l'œil ouvert") est ancienne au sein de la CFDT, explique Mme Notat. *Nous avons dénombré huit ou neuf agences de notation en Europe, toutes nationales ; nous avons conclu qu'il y avait un espace au niveau européen, en passant à l'évaluation sollicitée par les entreprises, à l'instar de ce qui existe dans le domaine de la notation financière. »* Contrairement à la plupart de ses concurrentes, Vigeo ne vendra pas seulement ces évaluations aux investisseurs, mais aussi aux entreprises. Afin de garantir son indépendance, *« Vigeo disposera de trois catégories d'actionnaires : entreprises, investisseurs, syndicats,* indique Mme Notat. *Et un conseil scientifique contrôlera l'activité. »*

L'intégration d'Arese, la filiale commune de la CDC et des Caisses d'épargne, ne s'est pas réalisée sans heurts. *« En tant qu'actionnaire, nous nous sommes trouvés face à un choix,* indique Bruno Metling, membre du directoire de la Caisse nationale des caisses d'épargne et du conseil d'administration de Vigeo. *Soit poursuivre le développement de la notation avec Arese, sur une base nationale, soit l'inclure dans un projet plus vaste, européen, intégrant la notation sollicitée. Nous avons vite opté pour la deuxième solution. Le véritable enjeu est d'avoir une vision européenne du développement durable. Les entreprises se lassaient d'avoir des définitions différentes des critères de l'investissement socialement responsable. »* Les dirigeants d'Arese, Geneviève Férone et Pascal Bello, ont démissionné. Mme Férone était semble-t-il en profond désaccord avec les conditions de la fusion d'Arese avec la future Vigeo. La moitié des dix-sept salariés d'Arese, dont cinq de sa dizaine d'analystes, rejoindront Vigeo. Certains ne comprennent pas le rapprochement. *« Nous n'avons pas eu notre mot à dire »,* confie-t-on en interne à Arese.

« Si Arese dispose d'une méthode reconnue, elle a écrit son histoire en marchant, ce qui a pu générer, comme dans toute entreprise très jeune, quelques difficultés dans son fonctionnement », explique M. Metling.

En tout cas, c'est un lourd défi que de mesurer les entreprises « socialement responsables ». Face aux doutes croissants concernant les informations des entreprises, *« il est fondamental que les critères d'évaluation soient connus, non contestables »,* souligne Mme Notat.

STANDARDISER ET CONTRÔLER

La multiplication des projets de notation sociale n'est pas en elle-même rassurante : *« L'existence d'une multitude d'acteurs indépendants, qui constitue certes une marque de vitalité, et l'absence de critères unanimement reconnus posent des problèmes de visibilité et de légitimité. La standardisation des critères, leur quantification et leur contrôle s'imposent pour une généralisation de l'économie éthique »,* notait Bruno Delaye, directeur général de la coopération internationale et du développement au ministère des affaires étrangères, lors d'un débat organisé par le Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) en décembre 2001.

La prise de conscience politique va aider à ce mouvement. En France, un secrétariat au développement durable a été créé en mai dans le gouvernement Raffarin. Surtout, l'article 116 de la loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE) du 15 mai 2001 impose aux entreprises cotées de rendre compte des *« conséquences sociales et environnementales de leur activité »* dans un document figurant dans le rapport annuel (certaines l'ont déjà fait), et la loi portant sur l'épargne salariale encourage l'investissement éthique. L'Union européenne a adopté un Livre vert sur ce sujet.

Certains sont toutefois sceptiques : *« Il y a un réel danger que ce mouvement de fond devienne un phénomène de mode »,* peut-on lire dans l'éditorial du numéro de juillet de la revue *CFDT Cadres*, consacré à la responsabilité sociale des entreprises. Pour M. Metling, pourtant, *« la responsabilité sociale de l'entreprise a dépassé l'effet de mode. Même si certaines entreprises y adhèrent encore de manière plus ou moins contrainte, la plupart d'entre elles en ont fait un axe stratégique de positionnement et d'image ».* Des entreprises se demandent s'il est nécessaire d'investir de l'argent pour être plus « éthique », ne voyant pas de rentabilité immédiate à ces investissements. Mais les forts mouvements de contestation, de boycottage, tels que ceux contre Nike, Shell, Exxon, qui n'ont pas respecté les critères de base, font réfléchir. L'intitulé du sommet de Johannesburg fait en outre du développement durable un concept mondial.

P. Sa.

A la recherche de partenaires

Pour démarrer, Vigeo compte douze actionnaires, la CFDT et une dizaine d'entreprises (Danone, Suez, Thomson Multimedia, Schneider Electric, Vinci, Carrefour, Accor, Axa, Crédit lyonnais et BNP). Nicole Notat compte bien attirer d'autres partenaires européens, entreprises, investisseurs et syndicats. *« Des contacts ont déjà été pris »,* précise Mme Notat, qui espère réunir 35 entreprises européennes. Eulia (holding commune coiffant les activités concurrentielles de la Caisse des dépôts et des Caisses d'épargne) est dans un premier temps l'actionnaire de référence, avec plus de 33 % du capital.

Vigeo disposera, *« dans sa constitution définitive »,* d'un capital social de 12 millions d'euros. Selon les statuts, chaque entreprise ne pourra détenir plus de 2 % du capital. Le conseil d'administration sera composé de quinze membres, dont six indépendants, et chaque catégorie d'associés y désignera trois représentants. Fin 2003, Vigeo, basée à Bagnolet, devrait compter une trentaine de salariés. Elle espère auditer une trentaine d'entreprises cette année-là.

Les critères d'évaluation diffèrent selon les approches

COMMENT SAVOIR si une société respecte l'environnement ou gère de façon « morale » ses affaires ? Quels critères retenir ? Toute la difficulté d'une agence de notation « éthique » est d'évaluer les entreprises sur des aspects et selon des normes très qualitatifs.

Les agences anglo-saxonnes, pionnières dans le domaine de l'éthique, sont souvent très restrictives. Aux Etats-Unis, certaines, comme Domini, rejettent d'emblée les sociétés liées à l'armement, au nucléaire, au tabac, à l'alcool, pour des raisons militantes ou religieuses. En Europe, l'approche est plus pragmatique, la majorité des agences cherchant plutôt à désigner les « meilleurs » dans tous les secteurs d'activité.

Pour recueillir des informations, toutes ont néanmoins la même approche : elles analysent la presse, envoient des questionnaires aux entreprises, rencontrent quelquefois les dirigeants. Elles se font ainsi une opinion sur la politique de ressources humaines, la transparence vis-à-vis des actionnaires, les relations avec la société civile, l'impact sur l'environnement naturel, etc.

UNE GAMME DE PRODUITS

Ce sont ces critères que retient Vigeo, qui entend garder l'approche de l'ancienne Arese, sans rejeter aucun secteur a priori, tout en musclant ses enquêtes. *« Les méthodes actuelles ne sont pas assez poussées,* estime Mme Notat. *Vigeo effectuera une investigation approfondie de l'entreprise, qui durera en moyenne six semaines pour un premier audit, afin de mieux appréhender les pratiques des entreprises ».*

Le problème est de financer cette investigation supplémentaire. Vigeo a imaginé une nouvelle source de rémunération : elle veut créer une gamme de produits de notation, sollicités et payés par les entreprises. Tout comme une agence de notation financière traditionnelle.

Par ailleurs, Vigeo continuera à élaborer l'indice Aspi (Arese Sustainable Performance Indice), sélection d'entreprises européennes « éthiques » lancée par Arese en juin 2001. Cet indice *« mesure la performance boursière des sociétés les plus engagées en responsabilité sociale et environnementale »*, sur le même modèle que son homologue, le Dow Jones Sustainable Group Index (DJSGI). Le marché est porteur. Les banques d'Europe du Nord, très engagées, ont été les premières utilisatrices du DJSGI, qui leur a permis de sélectionner, pour leurs clients, des portefeuilles de placements éthiques. Mais désormais les institutions comme la Deutsche Bank ou Merrill Lynch sont devenues clientes.

Pascale Santi et Laure Belot

Une semaine faste pour les Bourses, ternie, vendredi, par un nouveau scandale

NEW YORK Dow Jones: + 1,08 % — 8 7872,96 points

PARIS CAC 40: + 4,5 % — 3 526,09 points

LES MARCHÉS boursiers ont vécu une semaine faste, ponctuée par des séances de forte hausse, mais finalement ternie, vendredi 23 août, par la révélation d'un nouveau scandale possible à New York, concernant AT&T et Citigroup. L'indice Dow Jones, passé jeudi au-dessus des 9 000 points, n'a pas conservé ce niveau. Sur la semaine, il gagne toutefois 1,08 %, à 8 872,96 points. Le Nasdaq a progressé de 1,44 %, à 1 380,62 points.

Les indices européens ont suivi la tendance haussière : à Paris, le CAC 40 affiche un gain de 4,5 %, à 3 526,09 points. Le DAX de Francfort et le Footsie de Londres ont pris respectivement 3,9 %, à 3 828,26 points, et 1,38 %, à 4 389,8 points. Le dollar s'est apprécié de 1 % face à l'euro sur la semaine, à 0,9730 dollar pour 1 euro vendredi soir.

Plusieurs facteurs ont poussé les investisseurs à acheter des actions. Presque tous les dirigeants d'entreprises américaines à qui la Securities and Exchange Commission (SEC) avait demandé de certifier l'exactitude de leurs comptes se sont conformés à la demande, rassurant les marchés. Vendredi, seuls les comptes de quinze groupes n'avaient pas été certifiés. Outre l'opérateur de téléphonie longue distance et Internet WorldCom, le courtier en énergie Enron et le câblo-opérateur Adelphia Communications, en faillite, il s'agit de l'opérateur de télécommunications Qwest Communications, les groupes d'énergie Dynegy, CMS Energy, Mirant, Adams Resources & Energy, le grossiste en informatique TruServ, la compagnie aérienne Alaska Air, le concepteur de guides télévisés Gemstar-TV Guide, la compagnie de téléphone McLeodUSA, le sidérurgiste en faillite LTV, le fabricant de matériel électronique en faillite ACT Manufacturing et le groupe de transport Consolidated Freightways.

Autre facteur encourageant pour les investisseurs, les représentants de la Réserve fédérale américaine (Fed) se sont montrés mercredi, l'un après l'autre, très confiants sur la capacité de l'économie à se redresser sans aide monétaire. Pour le président de la Réserve fédérale de Chicago, Michael Moskow, *« la Fed ne peut pas et ne devrait pas essayer d'aplanir chaque obstacle ».* Le président de la Fed de Philadelphie, Anthony Santomero, a estimé que *« l'éventualité d'entrer dans une situation de "double dip"* [où l'économie replonge en récession] *est très improbable ».* Dans le même sens, Robert Parry, de la Fed de San Francisco, a jugé le niveau actuel des taux *« approprié ».*

Alors que, début août, les marchés auraient été déçus par ces déclarations qui laissent entendre que la Fed ne réduira probablement pas ses taux d'intérêt le 24 septembre, ils n'ont cette fois retenu que les indications encourageantes sur la reprise. Mais la prudence reste de mise. Le Crédit suisse First Boston (CSFB) a invité ses clients à réduire leur détention d'actions à 62 % de leur portefeuille global, contre 65 %, à accroître d'autant leurs liquidités et à prendre leur bénéfice sur les valeurs pétrolières, les médias et les équipementiers de télécommunications. Les experts de Merrill Lynch ont, eux, réduit de 10 % à 20 % leurs objectifs pour les indices européens à la fin de 2002, en faisant l'hypothèse que les résultats 2003 des entreprises seront au même niveau que ceux de 1999. Merrill Lynch cible désormais un CAC 40 à 3 500 points en fin d'année au lieu de 4 200.

Cécile Prudhomme

Enquête sur AT & T et Citigroup

Le groupe de télécommunications AT & T a confirmé, vendredi 23 août, que le procureur général de l'Etat de New York, Eliot Spitzer, enquêtait sur les conditions d'introduction en Bourse d'actions reflets de sa filiale ATT Wireless, en avril 2000. Selon le *Wall Street Journal*, le procureur veut savoir si Sandy Weill, le PDG de Citigroup (maison mère de la banque Salomon Smith Barney chargée de l'introduction), a fait pression sur l'analyste Jack Grubman – déjà impliqué dans l'affaire WorldCom (*Le Monde* du 17 août) – pour qu'il relève sa recommandation sur AT & T, et s'il avait été sollicité par le PDG de ce groupe, Michael Armstrong, par ailleurs administrateur de Citigroup. Citigroup a qualifié ces affirmations de *« grossières et fausses »*.

Une grève empêche la diffusion des journaux nationaux de France 3

DEPUIS MARDI 20 août, les trois journaux de France 3 (« 12-14 », « 19-20 » et « Soir 3 ») sont réduits à des bulletins d'informations locales. Une grève des techniciens de l'unité de fabrication, qui réalise les éditions d'informations nationales et plusieurs émissions de la chaîne, empêche la diffusion des journaux nationaux.

Emmenés par les syndicats CGT et CFDT, les grévistes protestent contre le rapatriement de toutes les émissions de sport dans une seule des deux régies de France 3, et contre l'arrêt de certains programmes réalisés par l'unité de fabrication de la chaîne. Plusieurs émissions ont été supprimées pour la rentrée (« Un jour en France »), tandis que d'autres devraient voir leur périodicité changer (« A toi l'actu@», rebaptisée « Mon canard », « France Europe Express »).

Les grévistes craignent que ces mesures ne préfigurent la fermeture de la seconde régie et l'appel à des sociétés extérieures pour fabriquer certaines émissions de la future grille de programmes. Ce qui aurait pour conséquence une baisse de la charge de travail et, donc, des besoins en personnel réduits. *« Avec les émissions "Tout le sport" et "Un jour en France", la régie 2 tournait tous les jours. Maintenant, elle ne tournera que deux après-midi par semaine »,* explique une syndicaliste.

De son côté, la direction assure qu'elle compte bien *« maintenir la régie 2 en activité »* et s'engage à *« garantir des activités aux personnels (...), sous forme d'émissions et projets qui sont d'ores et déjà en préparation ».*

UN TIERS D'INTERMITTENTS

Si les salariés permanents ne *« craignent rien »,* aux dires de la direction, c'est plus l'avenir des employés intermittents, qui représentent un tiers de la centaine de personnes qui travaillent à l'unité de fabrication, qui inquiète les syndicats. *« Ils ne sont pas titulaires mais certains travaillent avec nous depuis cinq ans. Ici, on les appelle les pigistes permanents... »* indique une syndicaliste.

Les grévistes ont été reçus par la direction de l'unité de fabrication jeudi et par la direction des ressources humaines de France 3 vendredi, mais les réunions n'ont rien donné. Les syndicats posent comme préalable à toute discussion le retour de « Tout le sport » sur la régie 2, ce que refuse la direction.

Les grévistes doivent se réunir lundi pour décider de la suite du mouvement. Car s'ils ont reçu le soutien du Syndicat national des journalistes CGT, les techniciens, tout comme la direction, n'ignorent pas que cette grève fait grincer des dents du côté de la rédaction, où le travail n'a pas cessé et où l'on continue de réaliser des journaux non diffusés.

José Barroso

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE »

Conforter l'indépendance du *Monde*
Vous êtes attaché à l'indépendance du *Monde*. Vous pouvez y concourir en rejoignant la Société des lecteurs (SDL). Elle contrôle 10,46 % du capital du journal. Les titres de la SDL sont inscrits sur le marché libre, code SICOVAM 3477. Ceux qui possèdent un portefeuille peuvent passer un ordre d'achat à leur banque. Les autres peuvent acheter une ou plusieurs actions en s'adressant au secrétariat de la SDL. Les actions ainsi acquises seront inscrites en « compte nominatif pur », formule qui n'entraîne pas de droit de garde pour l'actionnaire.

Cours de l'action le 23 août 2002 : 24 €

Société des lecteurs du « Monde », 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.
Tél. : 01-42-17-25-01. Courriel : sdl@lemonde.fr

CARNET

DISPARITIONS

Christian Bailly

Collectionneur et historien de la presse

LE JOURNALISTE et historien de la presse Christian Bailly est mort dimanche 18 août à l'âge de 72 ans.

Né le 1er novembre 1929 à Hesdin (Pas-de-Calais), Christian Bailly commence sa carrière au début des années 1960 dans la publicité, au sein de l'agence Publicat, avant de se tourner vers la presse pour laquelle il se prend de passion. Fondateur, puis directeur de l'agence de presse Veritas, il commence alors une collection de vieux journaux, affiches, estampes et objets liés aux métiers de la presse, qui deviendra peu à peu l'une des plus fournies qui soient, forte d'1,2 million de pièces.

Jusqu'à ses derniers jours, Christian Bailly aura rêvé de créer en France un musée de la presse, sur le modèle de ceux qui existent aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Belgique. Dès 1978, il avait fondé un « Musée de la presse » qui n'obtiendra jamais les subventions nécessaires pour avoir pignon sur rue. Il se console en organisant de multiples expositions dédiées à la presse, dont « Liberté à la Une ! », au palais Brongniart, dans le cadre des festivités de l'an 2000, qui préfigurait l'actuelle Cité de la presse. En 1975, il ouvre au cœur du quartier des Halles à Paris La Galcante, une boutique où il met en vente les doubles de ses vieux numéros et le « Journal de votre naissance » qu'il lancera quelques années plus tard.

Cette inclination pour la profession de journaliste l'amène rapidement à se pencher sur l'histoire de ce qu'il appelait *« le plus beau métier du monde »*. Dès 1965, Christian Bailly participe à l'imposante *Histoire de la presse française*, sous la direction de René de Livois. Par la suite, entre deux émissions de radio ou de télévision, il consacre notamment deux ouvrages à l'« inventeur » du métier de journaliste et créateur de *La Gazette* au XVIIe siècle, *Mémoires de Théophraste Renaudot* (1981) et *Théophraste Renaudot, un homme d'influence au temps de Louis XIII et de la Fronde* (1987). Des textes qui font aussi de Christian Bailly l'un des historiens de la presse hexagonale.

José Barroso

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du *Monde* (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au *Journal officiel*, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

DOCUMENTS OFFICIELS

Le Sénat publie un projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes.
www.senat.fr/dossierleg/pjl01-118.html

Le Bureau des comptes américain (GAO) a étudié les discriminations basées sur l'orientation sexuelle.
www.gao.gov/new.items/d02878r. pdf

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– **Mme Bernard JAULMES**
laisse à **Eliott** (bientôt 2 ans) la joie d'annoncer la naissance, le 11 août 2002, de son petit frère,

Malô BURNET-JAULMES,

chez
Christine et Pascal.

19, rue des Clos-Moreaux,
92190 Meudon.
45, avenue de Luminy,
13009 Marseille.

Carole et Ivan LANDRIEUX
ont la joie d'annoncer que

Manon,

trois kilos de bonheur à l'état pur, est née le 22 août, à 18 h 11, à Neuilly-sur-Seine.

Sincèrement.

28, rue des Tournelles,
75004 Paris.

Anniversaires de naissance

– Cinquante-trois ans,

Rantanplan.

Bon anniversaire.

Nous t'aimons très fort.

Noon, Gégé, Zoz et Titine.

– Depuis le 23 juillet de cette année, un nouveau sourire est parmi nous.

Souhaitons la bienvenue à la prometteuse

Sarah.

Félicitons
Sami et Mélanie.

Sarah, ta naissance est désormais gravée dans le Monde...

Sans retard, ça ne serait pas eux.

P. et L.

Mariages

M. le docteur et Mme le docteur François DELRIEU
ont la joie de faire part du mariage de leur fils,

Christophe,

avec
Mlle Vanessa CASETTA,

célébré le 24 août 2002.

126, rue de l'Université,
75007 Paris.

– Lundi 26 et mardi 27 août 2002,

Stéphanie PHEULPIN
et
Hervé RINJONNEAU

s'engagent pour le sommet du bonheur, à l'heure où les étoiles, frissonnant sous leurs voiles, brodent le ciel changeant de fleurs d'argent...

hrinjonneau@yahoo.fr

Décès

– Eugène Chiche,
son père,
Michelle Gotti,
sa compagne,
Jean-Pierre Stora,
son cousin,
Et toute la rédaction de *Marianne*,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Luc BERNARD,
journaliste à *Marianne*,

survenu le 22 août 2002, dans sa cinquante-cinquième année.

Il sera inhumé dans le caveau familial, au cimetière israélite de Marseille-Saint-Pierre.

On se réunira le lundi 26 août, à 14 heures, à la chambre funéraire de l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de Chaligny, Paris-12e, pour la levée du corps.

Eugène Chiche,
46, quai du Port,
13002 Marseille.

– Pierre, Bernard et Elisabeth,
ses enfants,
et leurs conjoints, Nadia, Pascale et Patrick,
Mme Maurice Tamboise,
sa sœur,
Sibylle, Delphine, Violaine,
Céline, Caroline et Antoine,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, auprès de son époux et de son petit-fils, Thomas, de

Mme Jean CORDIER,
née **Marie-Louise ASSIÉ**,

le 22 août 2002, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 août, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation au cimetière du Vésinet (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1 *ter*, boulevard de la Saussaye,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Les membres de l'Institut d'ethnologie méditerranéenne et comparative et du département d'ethnologie
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Annie-Hélène DUFOUR,
maître de conférences à l'université de Provence.

Ils garderont le souvenir d'une amie exemplaire et d'une collègue au rayonnement remarquable, dont les qualités d'enseignante et de chercheuse étaient unanimement appréciées.

– Les enseignants et les chercheurs de l'université de Provence et de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et amie

Annie-Hélène DUFOUR,
ethnologue.

– Chili. Suède. Montpellier.

Le 21 août 2002,

notre cher

Arturo EBNER-ETCHEGOYEN

a emporté avec lui son esprit, sa sagesse et son humour.

Que ceux qui les ont partagés un jour aient une pensée pour lui.

Sa femme,
Son fils,
Ses petits-fils,
Ses parents et amis.

5, place du Nombre-d'Or,
34000 Montpellier.

Dominique FAESSEL

nous a quittés le 22 août 2002.

Toute sa famille invite ceux qui l'ont aimée à un service religieux qui sera célébré à la chapelle du Père-Lachaise, le mardi 27 août, à 14 h 30, avant l'inhumation, à 15 h 30.

– Son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
font part du décès, le 21 août 2002, de

Michel RUBINSTEIN,
chevalier de l'ordre du Mérite.

La cérémonie aura lieu en l'église Saint-Pierre d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), le 27 août, à 10 h 45.

18, rue de la Maréchalerie,
77330 Ozoir-la-Ferrière.

Bernard PASDELOUP,
professeur de géographie
en classes préparatoires,
aux lycées Hoche, La Bruyère
et Condorcet,

nous a quittés le 13 juillet 2002.

Il avait quatre-vingts ans.

Une cérémonie religieuse nous réunira samedi 31 août, à 10 h 30, en l'église Sainte-Elisabeth-de-Hongrie, à Versailles.

Il a fait don de son corps à la science.

Nous vous proposons de soutenir, à cette occasion, la Fondation de l'abbé Pierre, la Cimade, ou un organisme humanitaire de votre choix.

Monique Pasdeloup,
son épouse,
Jean-Philippe Pasdeloup et Florence André-Pasdeloup,
Marie-Vincente Pasdeloup,
ses enfants,
Clément et Marie-Amélie,
ses petits-enfants.

7, rue Ploix,
78000 Versailles.

– Mme Josette Streiff, née Bisson,
Geneviève et Philippe Thomas,
Jean-Luc et Mariko Streiff,
Hubert et Nathalie Streiff,
Nicole et Jean-Luc Vonderscher,
Denis et Katia Streiff
et leurs enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

François STREIFF,
professeur honoraire
et doyen honoraire de la faculté
de médecine de Nancy,

survenu le 22 août 2002.

8, rue d'Auxonne,
54000 Nancy.

Anniversaires de décès

– Le 25 août 1992,

Jean BÉNARD,
professeur à Paris-I,

nous a quittés.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Sa famille.

– Il y a dix ans, le 25 août...

A mon très cher,

Ilio.

Le Monde sous toutes ses formes.

Madeleine.

– Leur fille
rappelle le souvenir de

Iosif FELEA,

qui nous a quittés le 26 août 1983,

et de son épouse,

Clara FELEA,

qui nous a quittés le 28 octobre 1986.

– Il y a cinq ans, le 23 août 1997,

Jean POPEREN,
ancien ministre,

nous quittait.

Chacun d'entre nous se souvient de lui, de son courage, de sa vision politique.

Aujourd'hui, il nous manque cruellement, en cette période d'incertitude.

Le temps passe, mais le souvenir reste.

Souvenir

– Nicole Dryll
et ses enfants,
M. et Mme Stanislas Dryll,
rappellent le décès de

M. Antoine DRYLL,
professeur des Universités,
chef de service de rhumatologie
à Lariboisière,

survenu le 27 août 2001.

3, rue Jean-Macé,
35700 Rennes.

Paul LEGATTE
26 août 1916 - 27 février 2002.

Ce jour anniversaire de la naissance de Paul Legatte, de très anciens amis rendent hommage à son rôle auprès de François Mitterrand, dont il fut la conscience.

D'autres, plus jeunes, n'oublient pas la gentillesse inépuisable de ses conseils et l'exemple sans égal de son intégrité.

Commémorations

– **Serge Klarsfeld** et l'association **Les Fils et Filles des déportés juifs de France**, 32, rue La Boétie, Paris-8e, tél. : 01-45-61-18-78, rappellent le souvenir du convoi n° 24 qui a quitté la gare du Bourget-Drancy, le 26 août 1942, pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, avec mille déportés, dont quatre cent dix enfants de deux ans à dix-huit ans.

Le lundi 26 août 2002, devant le monument du camp de Drancy, seront lus, à midi, les noms de tous les déportés du convoi n° 24. Vingt-quatre survivants en 1945.

À NOS ABONNÉS

Pour toute information

Tél. : 01.44.97.54.54

Mail : abo@lemonde.fr

Fax. : 01.44.97.54.53

« AU FIL DU MONDE »

Service relations abonnés du *Monde* et de ses publications

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

- Retournez ce bulletin au moins 10 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la «une» de votre journal).
- Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.

Retournez-nous au moins 10 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE		FRANCE
❑ 2 semaines	(13 n°)	14,60 €/(95,77 F)
❑ 3 semaines	(19 n°)	21,10 €/(138,41 F)
❑ 1 mois	(26 n°)	26,35 €/(172,84 F)
❑ 2 mois	(52 n°)	57,60 €/(377,83 F)
❑ 3 mois	(78 n°)	85,60 €/(561,50 F)
❑ 12 mois	(312 n°)	301,50 €/(1.977,71 F)

Offre valable jusqu'au 31/08/2002

Vous êtes abonné(e)

*Pour les suspensions ou transferts vacances : **0 825 022 021** (0,15 € TTC la minute) ou par Internet : **www.lemonde.fr** (Rubrique « le quotidien/abonnements »)*

Votre numéro d'abonné **(impératif)** : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Prénom : ..... Nom : .....
Commune de résidence habituelle (impératif) : |_|_|_|_|_|
❑ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)
du : ..... au : .....
❑ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)
du : ..... au : .....
Votre adresse de vacances :
Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....

Vous n'êtes pas abonné(e)

Pour tout autre renseignement : 01-44-97-54-54 de 8 h 30 à 18 h du lundi au vendredi, ou par Internet : abo@lemonde.fr

201MQVEC

Votre adresse de vacances :
du : ..... au : .....
Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....
Votre adresse habituelle :
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....
Votre règlement : ❑ Chèque bancaire ou postal joint
❑ Carte bancaire n° : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

En France métropolitaine uniquement.
Bulletin à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements 60646 Chantilly Cedex

Date et signature obligatoires :

A LIRE DANS LE MONDE DOSSIERS & DOCUMENTS

Deux grands dossiers... *...et*

1 Dieu de retour, pour le meilleur et le pire

2 Immigrés : l'Europe entre accueil et rejet

3 L'actualité du mois, dans Les clés de l'info

NUMÉRO DE SEPTEMBRE - 16 PAGES - 2,10€

AUJOURD'HUI

SPORTS

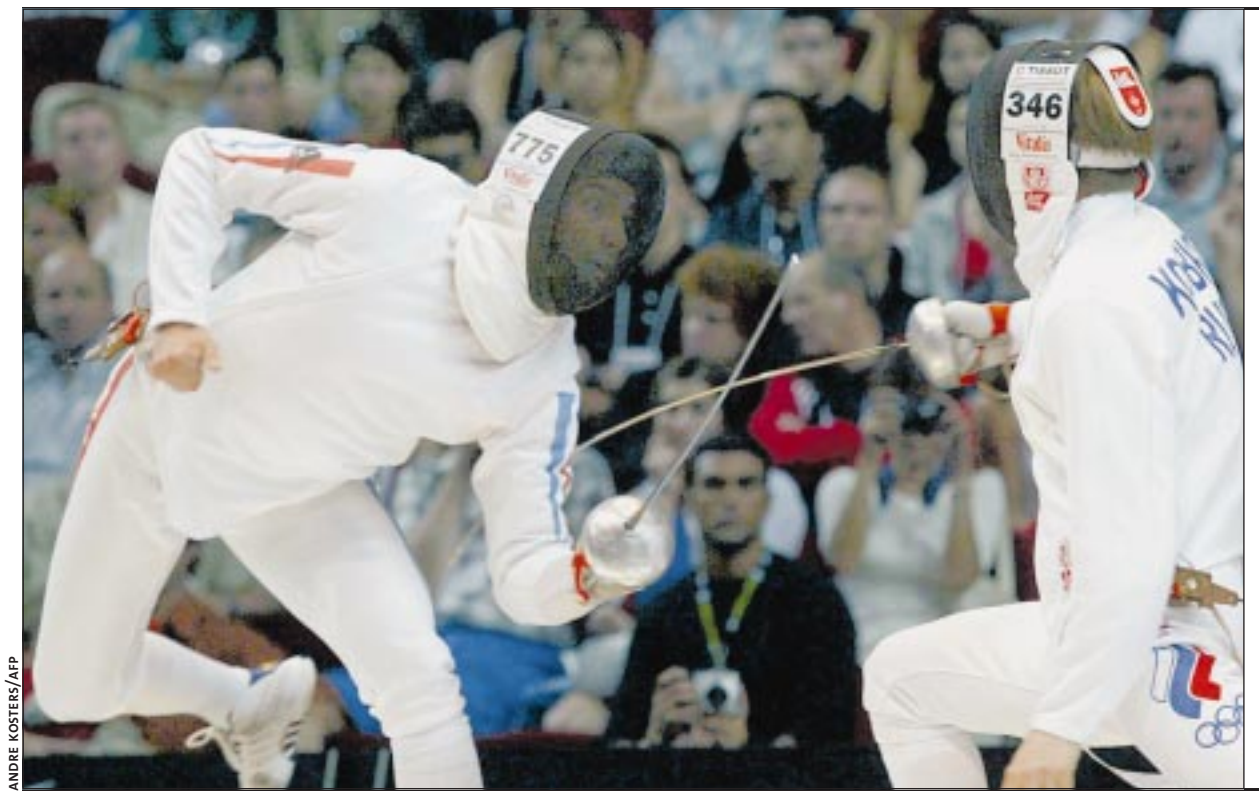
Les **CHAMPIONNATS DU MONDE** d'escrime se sont achevés vendredi 23 août à Lisbonne. Lors de cette dernière journée, la France a remporté sa première **MÉDAILLE D'OR** de la compétition en s'imposant dans l'épreuve de l'**ÉPÉE HOMMES PAR ÉQUIPES**. Fabrice Jeannet, Hugues Obry, Benoît Janvier et Jean-Michel Lucenay se sont imposés en finale face à la Russie par 45 touches à 34. Ce succès restaure le bilan de la délégation française, qui n'avait jusque-là gagné que quatre médailles, dont aucune d'or (trois d'argent et une de bronze). La France termine deuxième au classement des médailles, loin derrière la **RUSSIE** (six médailles d'or, deux d'argent, une de bronze). **LANGUE OFFICIELLE** de l'escrime, le français est de plus en plus mal accepté dans le milieu. L'arbitrage pourrait un jour ou l'autre recourir à l'anglais.

Les épéistes français achèvent le Mondial sur une touche dorée

Escrime • L'équipe de France a dû attendre le dernier jour des championnats du monde pour remporter son premier titre, dans l'épreuve de l'épée hommes par équipes. Avec cinq médailles (une d'or, trois d'argent, une de bronze), loin derrière la Russie (six titres), son bilan reste mitigé

LISBONNE
de notre envoyé spécial

Les grandes victoires tiennent parfois à un fil. Pour l'équipe de France d'épée masculine, celui-ci a bien failli rompre, vendredi 23 août, peu après 11 heures du matin. Il restait 26 secondes à Fabrice Jeannet pour remonter deux touches à son adversaire ukrainien et éviter aux siens de rendre les armes dès les huitièmes de finale de l'épreuve par équipes. Deux brefs échanges lui ont été nécessaires pour revenir à égalité, un troisième pour prendre l'avantage. La passe d'armes avait duré à peine 15 secondes.



ANDRE KOSTERS/AFP

Le Français Hugues Obry (à gauche) est parvenu à contrôler le Russe Pavel Kolobkov, triple champion du monde et champion olympique à l'épée. Les Français ont gagné la finale par 45 touches à 34.

UNE VICTOIRE INDISCUTABLE

« Avec un Fabrice Jeannet dans l'équipe, il n'y a qu'à marquer quelques touches, il s'occupe du reste », plaisante à moitié Hugues Obry, le champion du monde 1999. Cette affirmation s'est vérifiée en finale de l'épreuve, quelques heures plus tard. Hugues Obry, Jean-Michel Lucenay et Benoît Janvier – qui disputaient tous deux à Lisbonne leurs premiers championnats du monde – ont contrôlé leurs adversaires russes, cherchant avant tout à empêcher ceux-ci de revenir au score, l'équipe de France ayant rapidement creusé l'écart. Fabrice Jeannet a touché à vingt et une reprises, mettant notamment le point final à une victoire indiscutable (45-34). *« La dernière touche ne m'a pas fait plus plaisir que les autres*, assure-t-il. *Je les ai savourées, toutes, une par une. »* A vingt et un ans, Fabrice Jeannet a marqué ces championnats du monde de son talent d'épéiste. Ce grand Martiniquais, né dans une famille d'escrimeurs (*Le Monde* du 23 août), avait déjà pris, mardi, la deuxième place de l'épreuve individuelle de l'épée. C'est en grande partie à lui que l'escrime française doit de pouvoir présenter un bilan décent au soir des championnats du monde. Avec cinq médailles (une d'or, trois d'argent et une de bronze), loin derrière la Russie et ses six titres, elle réalise cependant sa moins bonne performance depuis les championnats du monde d'Athènes, en 1994.

C'est pourtant bien à quatre – le rôle de remplaçant et quatrième homme ayant été occupé à tour de rôle par chacun des Français – que les épéistes sont allés chercher le titre mondial. *« La force de cette équipe, c'est que l'un est capable de suppléer l'autre*, atteste Hugues Obry. *Chacun a donc le droit d'avoir son petit moment de faiblesse. »* Michel Sicard ne dit pas autre chose. Entraîneur national depuis six ans, après avoir été durant huit années l'adjoint de son prédécesseur, Stéphane Wolinetz, il n'a eu de cesse, tout au long de la journée, de gérer ses hommes. *« J'ai pu les utiliser tous les quatre et répartir ainsi la pression entre eux*, dit-il. *Ils ont des styles de jeu qui ne se ressemblent pas du tout, nos adversaires ont d'autant plus de mal à s'adapter. »* En finale, il a fait débuter Jean-Michel Lucenay, lui aussi issu de la filière martiniquaise. Hugues Obry était chargé de contrôler dès son premier relais Pavel Kolobkov, le triple champion du monde et champion olympique, ce qu'il a réussi à merveille. Les deux Français ont laissé venir à eux leurs adversaires, rappelant que sur une piste d'escrime l'attente peut constituer une forme aboutie d'expression, comme le surplace l'est sur un vélodrome. Fabrice Jeannet devait mettre les Russes à distance et terminer le travail. Quant à Benoît Janvier, Michel Sicard avait décidé de le faire rentrer en cours de match à la place de Jean-Michel Lucenay pour éviter à celui-ci de rencontrer Pavel Kolobkov, devant lequel il n'est jamais à l'aise.

« LIMITER LA CASSE »

« Je savais que je prenais un gros risque et que je demandais beaucoup à Benoît en le faisant entrer sur le dernier relais, en finale des championnats du monde et sur Kolobkov », avoue l'entraîneur national. *« Ma mission était de limiter la casse »*, résume le jeune Français, ce qu'il fit parfaitement en marquant six touches à son adversaire quand celui-ci en inscrivait neuf. En opérant ainsi, Michel Sicard avait quelque peu dérogé à l'un de ses principes, qui consiste à éviter les schémas stratégiques trop précis, afin de laisser les hommes écrire leur propre histoire sur la piste.

« Quand on s'enferme dans une stratégie, on devient passif, estime l'entraîneur, qui avait déjà conduit son équipe au titre mondial en 1999. *Je n'aime pas brider les tireurs par des consignes trop strictes. Ils ont des choses à assumer, c'est à eux de prendre leurs responsabilités. »* Michel Sicard croit en la puissance créatrice de ses escrimeurs, refuse le rationalisme à tout crin et les *« schémas de pensée »* trop contraignants. *« Je crois à la valeur des hommes, je crois que chacun est capable de s'exprimer sur la piste*, reprend-il. *Je ne suis là que pour canaliser, montrer le chemin. »*

A 47 ans, cet entraîneur au crâne de bonze passe pour un sage, maître de lui et réservé. Un pudique qui se refuse à évoquer la personnalité de ses épéistes. Encore qu'au détour d'une phrase il reconnaisse disposer d'une panoplie d'indicateurs qui, dès le petit déjeuner, les jours de compétition, lui permettent de vérifier les bonnes dispositions de l'équipe.

« C'est Fabrice qui râle un peu, avec son air flegmatique, c'est Gus (Hugues Obry) *qui fait rire tout le monde, c'est Benoît et son sourire discret, toujours un peu en retrait du groupe, c'est Jean-Michel, tranquille, qui n'a pas le masque... »*, énumère-t-il. Vendredi matin, au petit déjeuner, tous les ingrédients étaient réunis.

Gilles van Kote

DÉPÊCHES

■ **CANOË-KAYAK : la France a décroché, vendredi 23 août, ses deux premiers titres aux championnats du monde** qui se déroulent à Bourg-Saint-Maurice, à l'occasion de la journée consacrée aux courses par équipes. Les pagayeurs français se sont imposés dans l'épreuve en canoë biplace (C2) et de kayak monoplace dames (K1D), avant de remporter la médaille de bronze en kayak monoplace messieurs.

■ **FOOTBAL : en match avancé de la quatrième journée de Ligue 1,** Lille et Troyes n'ont pas pu se départager (0-0), vendredi 23 août au stade Grimonpez-Jooris de Lille. Les Nordistes, qui ont raté un penalty par l'Argentin Tapia, n'ont toujours pas marqué le moindre but depuis le début du championnat.

■ **L'équipe de france féminine s'est imposée (2-0) face à son homologue danoise,** vendredi 23 août à Lens, en barrage aller des qualifications à la Coupe du monde 2003. Le match retour aura lieu le 15 septembre à Odense. Le vainqueur affrontera le vainqueur de l'autre match de barrage, Angleterre-Islande, et sera qualifié pour le Mondial, qui aura lieu en Chine.

■ **Le Real Madrid et l'Inter Milan ont rompu, vendredi 23 août, les négociations sur le transfert de la star brésilienne Ronaldo.** Il existe des différences insurmontables avec l'Inter Milan pour le recrutement de Ronaldo », a indiqué le Real Madrid sur son site Internet. La veille, les présidents des deux clubs s'étaient rencontrés sur le bateau du président du Real dans les eaux de l'île de Formentera (archipel des Baléares).

■ **RUGBY : l'avant géorgien du CA Brive (Pro D2), Mamulka Magrekvalidze**, a été interpellé, jeudi 22 août, par les services des douanes dans un bureau de poste après qu'il eut pris possession d'un colis à son adresse contenant des produits dopants qui seraient des stéroïdes anabolisants. Il a été mis en examen pour *« détention et trafic de produits dopants ». « S'il s'avère que le joueur n'a pas respecté l'éthique sportive, nous serons fermes. Il sera immédiatement exclu »*, a précisé un communiqué du CA Brive.

Langue officielle de l'escrime, le français sait ses jours comptés

LISBONNE
de notre envoyé spécial

« Etes-vous prêts ? Allez ! » L'arbitre est chinois, les escrimeurs ukrainien et cubain. Le français reste la langue dans laquelle ont été arbitrés les championnats du monde de Lisbonne. Face à l'anglophonisation galopante, l'escrime s'accroche à sa langue officielle. *« Y renoncer, ce serait perdre une partie de notre identité »*, assure Pierre Abric, le président de la Fédération française d'escrime (FFE). Il y a quelques années, une proposition visant à faire accéder l'anglais au statut de langue officielle avait été repoussée d'une voix par la Fédération internationale (FIE). L'anglais et l'espagnol ont cependant été admis comme *« langues de travail »*. Les documents de la FIE sont désormais disponibles dans les trois langues, des traductions simultanées sont prévues lors de ses congrès.

« Je tiens toujours les réunions en français, mais les arbitres me demandent systématiquement de traduire en anglais », constate Serge Plasterie, membre de la commission d'arbitrage de la FIE. Pour accéder au rang d'arbitre international, il est nécessaire de maîtriser environ 200 mots ou expressions de français qui permettent d'expliquer les décisions. Bien souvent, les arbitres s'en contentent. *« J'ai fait passer son examen à un juge chinois : en dehors des expressions requises, il ne parlait pas un mot de français ni d'anglais »*, reprend Serge Plasterie.

« DANS QUELLE POULE ON DOIT TIRER »

Chaque pays est libre de faire arbitrer ses compétitions nationales dans sa propre langue. Les jeunes escrimeurs découvrent donc en général l'arbitrage et les annonces en français lors de leurs premières sélections internationales. *« Le plus difficile est d'arriver à comprendre dans quelle poule et sur quelle piste on doit tirer*, raconte Amit Rozenblat, un épéiste israélien qui maîtrise à peine quelques mots de français. *Mais je ne suis pas pour que l'on change de langue officielle : le français incarne la tradition de l'escrime et c'est bien comme cela. »* Tous ne sont pas de cet avis. *« La situation est extrêmement précaire »*, estime Pierre Abric. *« Il se pourrait que l'escrime soit arbitrée un jour en anglais*, reconnaît Serge Plasterie. *Si un anglophone prend un jour la présidence de la FIE, la question se posera... »* En attendant, un nouveau langage a fait son apparition sur les bords de piste : depuis le 1er janvier, les arbitres doivent accompagner leurs explications de gestes codifiés, afin de permettre une meilleure compréhension de leurs décisions par le public... et les escrimeurs eux-mêmes. *« Mais ce serait quand même mieux en anglais*, estime Eloise Smith, une fleurettiste britannique. *Avec le français, l'escrime passe pour un sport élitiste. »*

G. v. K.

A Philadelphie, la footballeuse française Marinette Pichon s'est imposée en star

NEW YORK
correspondance

« Philadelphie ? Je n'y vais pas trop souvent ! C'est immense tout de même, pour une petite Française venant du Nord de la France, non ? » Originaire de la petite ville de Saint-Memmie, dans le département de la Marne, Marinette Pichon, joueuse vedette au sein de l'équipe de football des Philadelphia Charges, a encore du mal à composer avec l'immensité de la métropole de Philadelphie. Ce choc des cultures n'a pourtant pas empêché Marinette Pichon de s'imposer cette année comme l'une des meilleures attaquantes de la WUSA, la Women's United Soccer Association. Repérée l'été dernier, lors du championnat d'Europe, par l'entraîneur de Philadelphie Mark Krikorian, Pichon s'est érigée en révélation de ce championnat 2002. Titulaire de 14 buts en saison régulière, la Française a été l'une des principales raisons, du bon parcours de son équipe, demi-finaliste des play-offs.

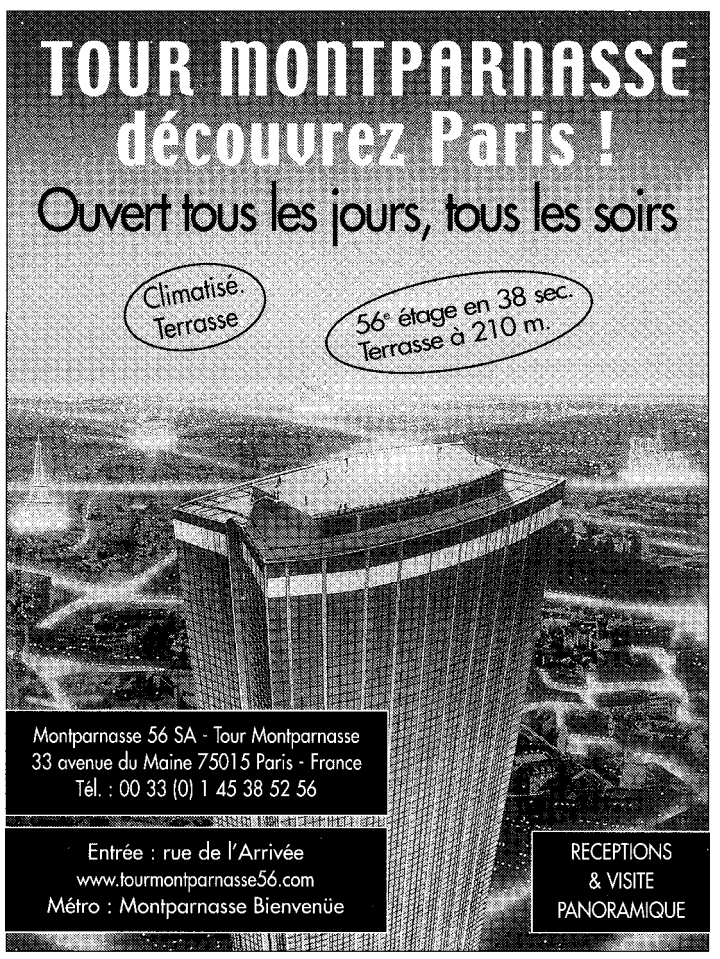
La numéro 11 de Philadelphie pouvait être satisfaite de sa première saison américaine. D'autant que Marinette avait connu une mise en jambes délicate. *« J'ai eu un premier mois difficile parce qu'il y avait le barrage de la langue*, se souvient la jeune femme de 26 ans. *J'ai décidé de travailler dur, d'apprendre l'anglais à raison de deux heures de cours par semaine. Et après, tout s'est enchaîné très vite, parce que je me suis libérée aux entraînements, je faisais le zouave. D'ailleurs, j'ai inventé une célébration après les buts que les journalistes appellent maintenant la "monkey dance". Les fans m'ont alors envoyé deux petites peluches de singes qui sont devenus les porte-bonheur des Charges. »*

Sélectionneuse de l'équipe de France féminine de football, Elisabeth Loisel entraîne Marinette Pichon depuis son adolescence et n'a pas été surprise de la réussite de son attaquante vedette. *« C'est une fille très volontaire, grosse travailleuse et surtout, elle a soif de but, le jour où elle ne marque pas, cela ne va pas »*, souligne-t-elle.

Favorite des fans de Philadelphie, adorée par ses coéquipières, Marinette a surtout séduit le staff de son club avec ses qualités de buteur. Du haut de son mètre soixante, Pichon, en seule attaquante de pointe, a titillé et fait se déliter les défenses. *« Elle possède une vitesse incroyable, couplée avec une meurtrière frappe du gauche »*, précise Brandi Chastain, défenseuse star de l'équipe de San Jose. *« Nous savions que Marinette était une scoreuse de talent*, précise son entraîneur Mark Krikorian. *Avons-nous un instant envisagé qu'elle serait l'une des meilleures attaquantes du championnat ? Certainement pas »*

Etrangère au star-system, la Française savoure en toute simplicité son expérience américaine. Evoluant encore l'année dernière dans le club semi-professionnel de Saint-Memmie et devant assurer un travail d'éducatrice en centre aéré, Marinette Pichon, payée 50 000 dollars cette saison, a conscience de sa bonne fortune. *« C'est un métier extraordinaire, 12 000 personnes viennent vous voir, c'est énorme*, confie-t-elle. *Ma famille me manque, mes amis et le contact travail, avec mes collègues et mes enfants, mais je me plais bien ici et je pense re-signer l'année prochaine. J'ai ouvert une porte, mais je n'en tire aucune satisfaction personnelle. Je veux juste prendre le maximum de bonnes choses que je peux prendre ici et en faire profiter tout le monde. »*

Pascal Giberné



LES VACANCES DES AUTRES 5.

Cuba, la plage sans les dollars

L'austérité fait loi. Seuls les travailleurs méritants et les jeunes mariés ont accès aux luxueux hôtels pour touristes étrangers de Varadero. Les autres fréquentent la côte est, proche de la Havane, ou le parc Lénine

JOSE GOITIA

Pour les baigneurs qui barbotent dans l'eau calme et peu profonde, pas question de louer un parasol ou une chaise longue. La plupart viennent à la plage en « guaguas », ces vieux bus essoufflés, dans des camions loués pour l'occasion, ou dans une berline d'autrefois reconvertie en taxi collectif.

GUANABO (Cuba)
de notre envoyé spécial

La vieille bâche, tendue sur quatre piquets fichés dans le sable, fait un petit coin d'ombre sur la plage écrasée par le soleil tropical. Serveuse à La Havane, Maïté Pantoja se rafraîchit à Guanabo, l'une des « plages de l'Est » qui s'étirent entre la capitale et Matanzas. Sous l'auvent de fortune, un sac avec de maigres provisions et des bouteilles en plastique remplies d'eau du robinet. *« Je travaille dans un restaurant pour Cubains, en monnaie nationale et sans pourboire. Avec mon salaire mensuel de 128 pesos* (environ 5 €), *j'ai tout juste de quoi me payer le bus, 10 pesos* (0,4 €), *aller et retour, pour passer de temps en temps une journée à la plage »*, calcule Maïté, dont la peau noire tranche sur le sable blanc. Pour la plupart des baigneurs qui barbotent dans l'eau calme et peu profonde, pas question de louer un parasol à un dollar (26 pesos) ou une chaise longue. Comme toutes les plages de l'Est, en cette période de chaleur estivale, Guanabo est noire de monde. A part un couple d'Italiens, dont la femme est la seule à se bronzer sans soutien-gorge, il n'y a que des Cubains ce samedi à Guanabo. Ils sont arrivés de La Havane entassés à bord de *guaguas*, les vieux bus essoufflés, ou dans des camions rescapés du camp socialiste. Certains, comme Pedro et son amie Maria, ont préféré débourser 40 pesos (1,6 €), aller et retour, pour le confort tout relatif d'une Plymouth 1956 reconvertie en taxi collectif.

Un mois de congés payés

● **Camping.** La forme de vacances la plus populaire est le *campismo*, camping. Les terrains sont gérés par l'Etat. Des camps de vacances ont été aménagés, à travers l'île, avec des bungalows de bois et des milliers de lits. Cette année, 925 000 Cubains en profiteront pour des séjours de durée variable (de 1 à 7 jours en général). C'est-à-dire à peine 10 % d'une population qui représente 11,2 millions d'habitants.
● **Congés payés.** Les salariés (c'est-à-dire la très grande majorité de la population) ont droit à un mois de congés payés par an, parfois pris en deux périodes de 15 jours (notamment pour les employés du tourisme).
● **Plages.** La majorité des Cubains restent chez eux pendant les vacances et passent, de temps en temps, une journée à la plage. Le bord de mer le plus populaire concerne les plages dites « de l'Est » (à l'est de La Havane), Cojimar et Guanabo, principalement.
● **Séjours à l'étranger.** Pas de possibilité de vacances hors de l'île pour les Cubains.

« PÉRIODE SPÉCIALE »

Des gamins construisent des châteaux de sable, comme sur toutes les plages du monde. Le plus souvent avec leurs mains, sans pelle et sans seau. En guise de maillot, des hommes ont enfilé un vieux short et leurs compagnes se baignent en tee-shirt. L'austérité de la société cubaine, aggravée par plus de dix ans de « période spéciale » – l'euphémisme qualifiant le brutal ajustement qui a suivi la disparition du bloc soviétique –, est patente sur ces plages où le superflu désigne le touriste étranger ou le parent venu de Miami.

Les deux caméras vidéo aperçues à Guanabo appartiennent à des Cubano-Américains. Carlos, l'un d'eux, se plaint d'avoir dû dépenser 70 dollars pour acheter une glacière, qu'il a remplie de canettes et de bouteilles de rhum, dans une « boutique de récupération de devises ». Mais après tout, il est venu offrir quelques jours de vraies vacances aux membres de sa famille restés dans l'île.

Au pied d'une grande bâtisse à moitié en ruine, Julio César Varona tient une buvette du « Plan Verano », le programme de vacances populaires organisé par les autorités. Casquette, lunettes de soleil enveloppantes, il débite des portions de poulet grillé à deux dollars et des bières à 60 centimes de dollar. *« Il y a des endroits où on peut payer en monnaie nationale, mais ici c'est en dollars »*, confirme-t-il au rythme d'un récent tube de rap cubain.

Grâce aux envois de fonds des émigrés, aux pourboires des travailleurs du tourisme, aux compléments de salaire des employés de sociétés étrangères, aux *paladars*, ces restaurants privés autorisés depuis les années 1990, aux locations de chambres, à la prostitution et aux multiples combines qui ont fleuri avec la « période spéciale », plus de la moitié des Cubains ont accès au très convoité billet vert. Certains ne grappillent que quelques dollars de temps en temps tandis que d'autres encaissent discrètement des milliers de dollars et vivent comme des princes dans ce pays où les services de base se règlent en pesos à des prix dérisoires.

Les inégalités qui se sont creusées entre les privilégiés de la nouvelle caste dollarisée et ceux qui survivent, de plus en plus difficilement, avec leurs maigres salaires en pesos, sont visibles sur les parkings, désormais payants, qui bordent les plages de l'Est, et à l'entrée de Varadero, le principal pôle touristique cubain. Les 4 × 4 japonais et les grosses berlines allemandes côtoient les antiques américaines d'avant la révolution, les Lada rafistolées et les vieilles motos tchèques. A Guanabo ou Cojimar, où se pressent les plus démunis, les nouveaux riches préfèrent Santa Maria et surtout Varadero où l'on accède par un bout de route à péage. Un grand panneau annonce que l'euro y est bienvenu, au même titre que la devise américaine.

Même s'ils ont des dollars plein les poches, les Cubains n'ont pas accès aux luxueux hôtels construits le long de la péninsule de Varadero. *« Les seuls Cubains que je vois à l'hôtel sont les employés »*, confirme Dunia, barmaid dans un hôtel pour étrangers. Son salaire de 230 pesos (9,2 €), par mois, ne lui permet pas de profiter des quinze jours de vacances auxquels elle a droit tous les six mois. *« Je reste à la maison »*, dit-elle. Les *resorts*, en forfaits tout compris, sont réservés aux touristes étrangers.

FORTE BAISSE DU TOURISME

Confortablement installé à l'ombre d'un amandier sur la plage publique de Varadero, avec son épouse et sa petite fille, Eduardo Busto ne cache pas que ses revenus sont nettement supérieurs à ceux de la moyenne de ses compatriotes. *« Nous venons à la plage tous les dimanches. Entre le rhum, les bières et quelques extras, la journée me coûte entre 300 et 400 pesos* (12-16 €) », glisse ce paysan indépendant, propriétaire d'une camionnette, qui vend plus de la moitié de sa récolte de riz et de sa production de lait sur le marché libre.

Face à la plage de Santa Maria, l'appart-hôtel Horizontes est plein. Le tourisme international a fortement baissé depuis les attentats du 11 septembre et tous les clients sont cubains. Au bord de la piscine où les enfants font trempette tandis que leurs parents sirotent des bières à l'ombre de parasols, un animateur annonce le tirage d'une tombola, sur fond de musique techno. *« La chambre pour deux, facturée 36 dollars* (37 €), *la nuit aux touristes étrangers, coûte 36 pesos* (1,44 €) *aux Cubains, sélectionnés par les organisations de masse, comme la Centrale des travailleurs cubains ou la Fédération des étudiants universitaires, dans le cadre des programmes de stimulation aux travailleurs méritants. Les jeunes mariés ont aussi droit à trois jours de lune de miel à ce tarif »*, explique Pedro Diaz, le responsable de la sécurité de l'hôtel.

Sur la route qui ramène à La Havane, un embranchement conduit au camping de Bacunayagua. En bord de mer, au pied d'une falaise coralline, le site est superbe. Le confort des bungalows reste rudimentaire, mais les estivants, tous cubains, peuvent profiter de la mer et faire des balades à cheval pour un prix défiant toute concurrence. *« Les meilleures cabanes, pour une famille de quatre personnes, coûtent 16 pesos* (0,6 €) *la nuit »*, explique Oscar Gonzalez, le président du Grupo empresarial campismo popular, une entreprise rattachée à l'Union de la jeunesse communiste qui gère 84 camps de vacances à travers l'île.

« Le concept de campismo *est né avec le triomphe de la révolution. Lors d'une tournée à Pinar del Rio en 1959, Fidel a souhaité que tous les Cubains puissent profiter des richesses naturelles de l'île alors que les quelques infrastructures existantes étaient réservées avant la révolution aux touristes américains et à la bourgeoisie. »* Les premiers campements sont ouverts en 1981 dans la province de Pinar del Rio, avec des tentes arrivées des pays de l'Est. *« Rapidement, nous avons décidé de construire des bungalows et de multiplier le nombre de camps dans les plus beaux sites de l'île. Aujourd'hui, nous disposons de plus de 20 000 lits, et un million de Cubains profitent chaque année de nos installations »*, annonce fièrement le jeune président. Balades dans la nature, natation, équitation, salles de vidéo, le *campismo* est, avec la plage, la principale option de vacances pour les Cubains. Malgré les difficultés économiques de la « période spéciale », ces quelques jours de repos en plein air restent accessibles à la majorité des bourses.

Jean-Michel Caroit

J-M. CA.

Au parc Lénine, sur 700 hectares, les attractions se paient en pesos cubains. La journée de plein air, au sud de La Havane, est la bienvenue pour rompre la monotonie des feuilletons télévisés.

PROCHAIN ARTICLE
LE JAPON

Le Monde
www.lemonde.fr

Sur RFI, retrouvez la série du *Monde* « Les vacances des autres » dans l'émission *Retour sur info* chaque samedi à 19 h 40.

Samedi 24 août,
Hervé Guillemot reçoit :
Jean-Michel Caroit, du *Monde*,
Rakel Sosa, de la rédaction d'Amérique latine de RFI,
et le sociologue **Aurelio Alonso.**

rfi paris89fm www.rfi.fr

Une journée sous les palmiers du parc Lénine

A 20 kilomètres de La Havane, sur 700 hectares, des manèges rouillés et des balades à poney pour les plus démunis

« MA GRANDE FRUSTRATION, *c'est de ne pouvoir voyager. On rencontre des touristes venus du monde entier, mais nous ne pouvons pas quitter l'île. Je ressens le besoin de connaître d'autres pays, d'autres cultures. »* Casquette bleue pour se protéger du soleil, Tomas Elizardo s'est offert une journée de congé au parc Lénine en compagnie d'un couple d'amis et de leurs enfants, à défaut de pouvoir découvrir d'autres horizons. Comme ce mulâtre avenant, Manuel Muñoa, qui gagne sa vie sur son *bicytaxi*, à la force du mollet, et se plaint de ne pouvoir sortir de Cuba : *« Je rêve d'autres latitudes, mais Fidel Castro ne nous laisse pas voyager. La seule solution, c'est d'avoir une lettre d'invitation d'un étranger. Et encore, un seul membre de la famille peut voyager au prix de longues et coûteuses démarches. »*

Le parc Lénine s'étend sur près de 700 hectares à une vingtaine de kilomètres au sud de La Havane. Les habitants de la capitale viennent en bus profiter d'une journée de plein air. Les balades à dos de poney et les tours de manège finissent par coûter cher, même si tout se paie ici en pesos cubains. *« A la fin de la journée, nous aurons dépensé au moins 300 pesos* (12 €), *plus que mon salaire mensuel »*, additionne Tomas Elizardo, employé à la Banque populaire d'épargne. Les gamins font la queue devant les montagnes russes rouillées. Pour 90 centimes de peso (0,04 €), ils auront leur dose d'émotion dans ce paysage paisible rythmé par de hauts palmiers. Aucun touriste étranger à l'horizon. Signe des temps ? Retirée sur un promontoire au milieu des pins, l'impressionnante statue de Lénine, de profil, ne fait pas recette. Personne, pas même un gardien, ne veille sur le mausolée, construit en pierre blanche non loin du centre de rodéo où de jeunes mariés se font photographier en calèche.

« PARTIR, CHANGER DE CADRE »

« Regarder la télévision, si possible avec une bouteille de rhum et un jeu de dominos à portée de main, constitue le principal passe-temps des Cubains pendant les vacances. On a droit à une programmation spéciale, avec un feuilleton supplémentaire l'après-midi », affirme Carolina de La Torre, la présidente de la Société cubaine de psychologie. *« Personnellement, je profite de l'été, quand tout fonctionne au ralenti, pour repeindre la maison. Je n'ai pas le souvenir d'avoir pris trois jours de vacances avec mes enfants »*, ajoute cette spécialiste de l'identité cubaine qui dirige un programme de recherche au ministère de la culture.

« Au fond, c'est un problème sémantique. J'ai une amie argentine pour qui être en vacances signifie partir, changer de cadre. Pour moi, cela veut dire m'enfermer chez moi. Je n'ai même plus envie d'aller à la plage tant le coût de ce plaisir, en termes de transports bondés, me paraît grand. Sortir de chez moi est devenu une torture », poursuit cette intellectuelle reconnue en Amérique latine, qui ne peut, avec son salaire de 450 pesos cubains (18 €) par mois, rêver à d'autres dépenses qui ne soient de survie élémentaire. *« Je n'aspire pas à être millionnaire, ni à visiter les îles des Caraïbes sur un yacht. Non, seulement à pouvoir profiter dignement de mon temps libre »*, lâche-t-elle, résumant les modestes aspirations d'un peuple figé dans l'attente de changements, dont chacun sait, sans oser le dire, qu'ils dépendent de la disparition de celui qui, depuis plus de quarante ans, préside aux destinées de la révolution portant son nom.

J.-M. Ca.

AUJOURD'HUI

Orages des Pyrénées au Nord-East

DIMANCHE 25 AOÛT
Lever du soleil à Paris : 6 h 58
Coucher du soleil à Paris : 20 h 46

La masse d'air est particulièrement instable sur le sud du pays, des Pyrénées au Jura et des Baléares aux Alpes ; des orages sont attendus et peuvent être localement forts. Les régions de l'ouest et du nord de la France restent à l'écart des foyers orageux.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. Le ciel est nuageux, notamment près des côtes de la Manche, où quelques averses peuvent se produire ; quelques coups de tonnerre sont possibles en soirée. Le thermomètre indique 18 à 22 degrés le long des côtes bretonnes et de la Manche.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Nuages et éclaircies sont au menu de la journée ; la couverture nuageuse est néanmoins plus importante en bordure de la Manche et sur le Berry. Les températures maximales s'échelonnent de 21 à 23 degrés sur la Haute-Normandie, le Nord-Picardie, et de 22 à 26 degrés de l'Ile-de-France au Berry.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel est chaotique, des orages éclatent localement. Les températures maximales s'étagent de 21 à 24 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel est nuageux sur le Poitou-Charentes. De l'Aquitaine à Midi-Pyrénées, les nuages sont menaçants, des foyers orageux se développent. Les températures au meilleur moment de la journée atteignent 22 à 26 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel est très nuageux, des orages se développent rapidement et affectent l'ensemble de la région. Les températures dans l'après-midi sont comprises entre 19 et 23 degrés en Auvergne, 20 à 24 dans le Limousin et 22 à 25 degrés en Rhône-Alpes.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Des foyers orageux se développent sur le relief et le littoral, ils peuvent être ponctuellement virulents.

25 AOÛT 2002 PRÉVISIONS

*Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.*

FRANCE MÉTROPOLE	
Ajaccio	18/27 P
Biarritz	17/20 P
Bordeaux	15/23 P
Bourges	13/21 P
Brest	12/18 N
Caen	14/20 N
Cherbourg	10/20 N
Clermont-F.	15/22 P
Dijon	14/24 P
Grenoble	18/22 P
Lille	12/23 N
Limoges	13/20 P
Lyon	15/24 P
Marseille	19/25 P
Nancy	13/23 P
Nantes	13/25 N
Nice	20/25 P
Paris	13/25 N
Pau	14/20 P
Perpignan	17/25 P
Rennes	13/24 N
St-Etienne	14/23 P
Strasbourg	15/24 P
Toulouse	17/24 P
Tours	13/25 N

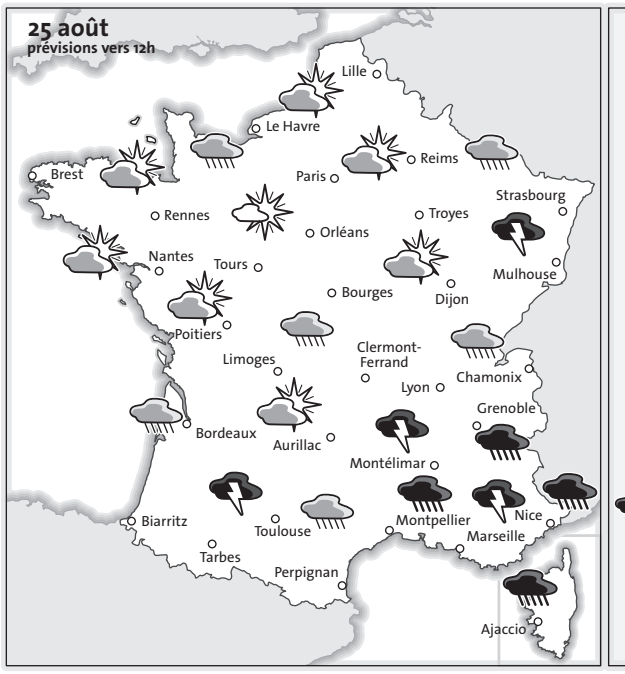
FRANCE OUTRE-MER	
Cayenne	23/31 P
Fort-de-Fr.	26/31 P
Nouméa	18/23 P
Papeete	20/26 S
Pointe-à-P.	26/33 S
St Denis Réu.	18/24 S

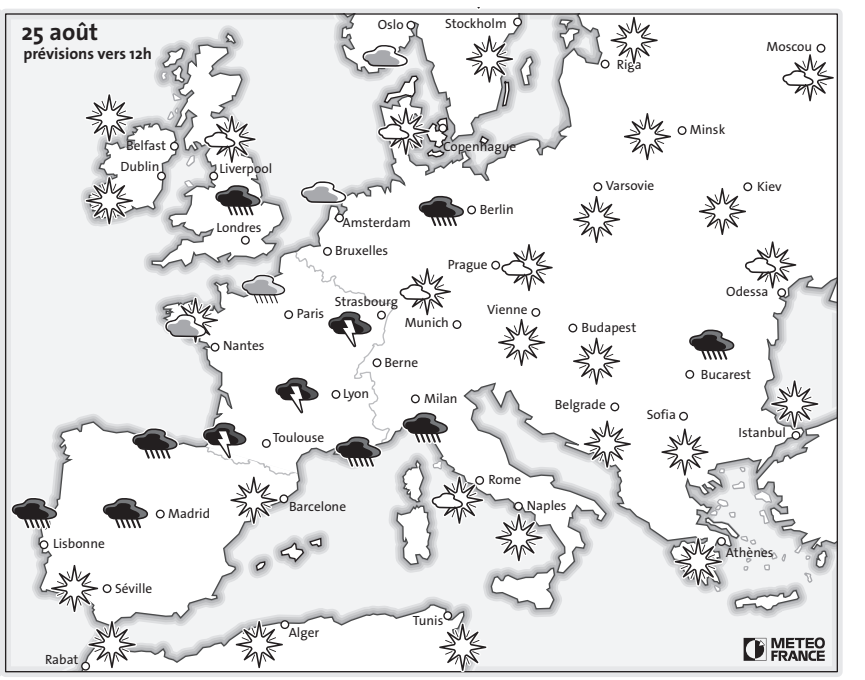
EUROPE	
Amsterdam	16/21 N
Athènes	23/31 S
Barcelone	19/25 N
Belfast	11/17 N
Belgrade	16/29 S
Berlin	18/27 N
Berne	14/24 N
Bruxelles	15/20 N
Bucarest	15/27 N
Budapest	16/28 S
Copenhague	18/25 P
Dublin	12/18 N
Francfort	16/25 N
Genève	17/23 N
Helsinki	14/26 S
Istanbul	23/28 S
Kiev	14/22 S
Lisbonne	18/26 N
Liverpool	12/19 P
Londres	15/21 P
Luxembourg	12/21 N
Madrid	17/22 P
Milan	18/26 P
Moscou	12/20 N
Munich	14/25 N
Naples	20/29 S
Oslo	12/25 N
Palma de M.	19/28 S
Prague	14/27 N
Rome	21/27 S
Séville	18/27 S
Sofia	15/23 S
St-Pétersb.	13/21 N
Stockholm	13/26 S
Ténérife	21/29 S
Varsovie	12/26 S
Venise	19/27 P
Vienne	15/27 S

AMÉRIQUES	
Brasilia	14/28 S
Buenos Aires	19/26 P
Caracas	26/31 P
Chicago	16/24 S
Lima	14/19 S
Los Angeles	17/24 S
Mexico	13/24 S
Montréal	16/22 P
New York	23/29 S
San Francisco	14/21 S
Santiago Ch.	14/20 C
Toronto	17/24 S
Washingt. DC	23/31 S

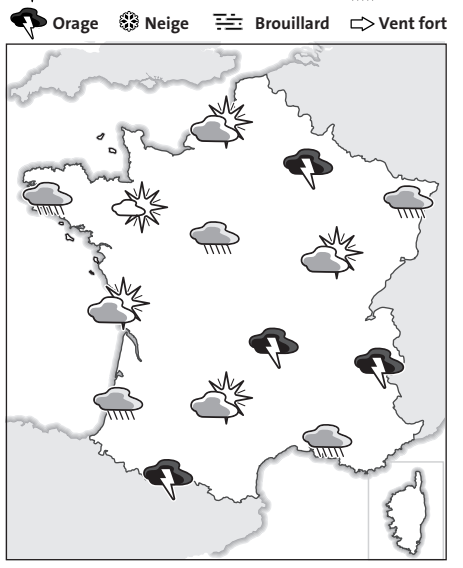
AFRIQUE	
Alger	22/31 N
Dakar	28/31 S
Kinshasa	22/32 S
Le Caire	24/32 S
Nairobi	14/22 S
Pretoria	13/25 S
Rabat	17/22 N
Tunis	26/35 S

ASIE-OCÉANIE	
Bangkok	26/34 P
Beyrouth	25/30 S
Bombay	26/28 P
Djakarta	24/29 P
Dubaï	30/40 S
Hanoï	26/33 P
Hongkong	27/30 S
Jérusalem	18/28 S
New Delhi	27/32 P
Pékin	22/31 S
Séoul	20/28 S
Singapour	26/32 P
Sydney	8/16 P
Tokyo	24/30 P





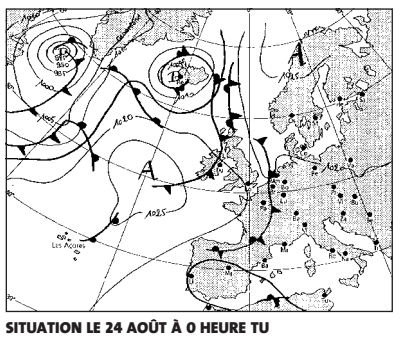
Soleil · Peu nuageux · Couvert · Brèves éclaircies · Averses · Pluie · Orage · Neige · Brouillard · Vent fort



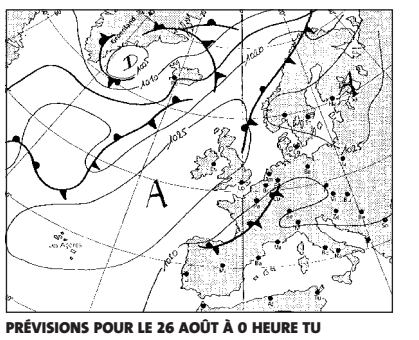
PRÉVISIONS POUR LE 26 AOÛT

Prolongez votre bronzage en septembre à St-Domingue
en achetant votre billet dès aujourd'hui !
Paris/St-Domingue à partir de 596 € TTC A/R.
Tarif soumis à conditions.
AIR FRANCE

Lundi 26 août
Le ciel, nuageux dans l'ensemble, reste menaçant avec des foyers orageux qui peuvent se développer sur la majorité des régions françaises. Les températures sont en baisse.



SITUATION LE 24 AOÛT À 0 HEURE TU



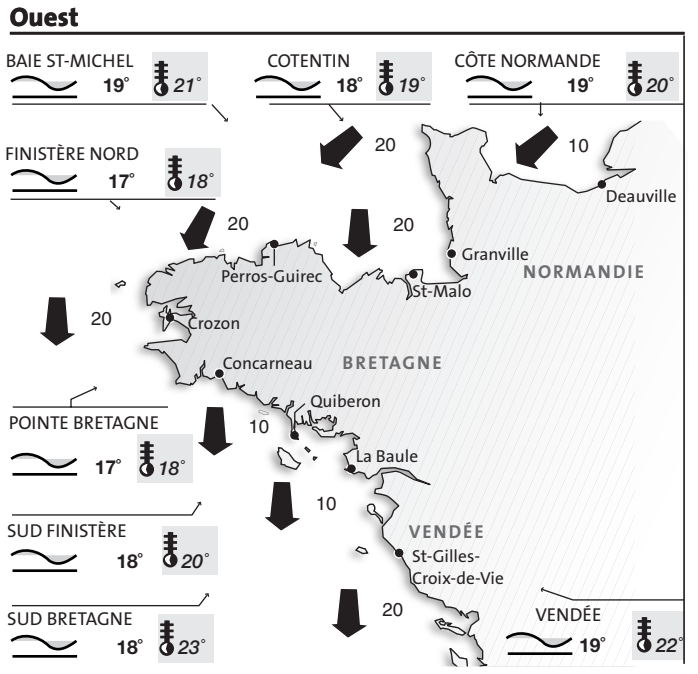
PRÉVISIONS POUR LE 26 AOÛT À 0 HEURE TU

Sur les plages

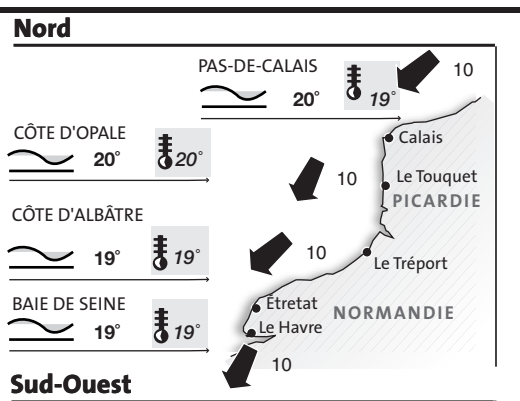
Le 25 août vers 12 heures

Nuages et éclaircies se partagent le ciel des côtes de la Manche aux côtes charentaises et des averses éparses se produisent. Ailleurs, le ciel est plus chargé et des orages se déclenchent par endroit.

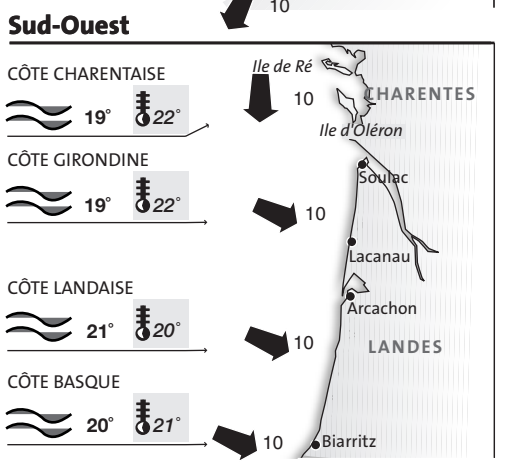
Ouest

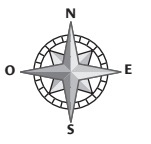


Nord

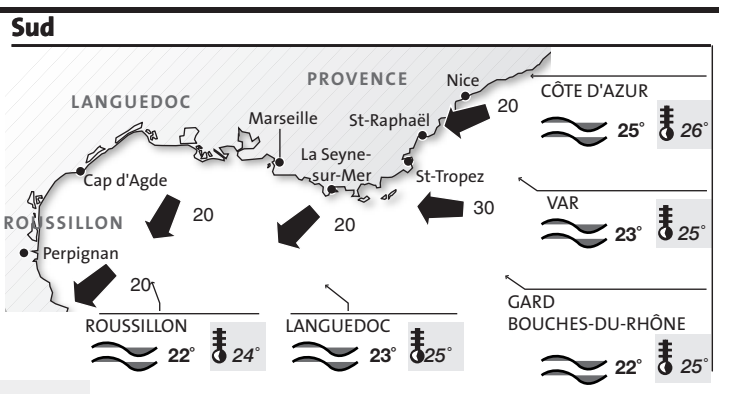


Sud-Ouest





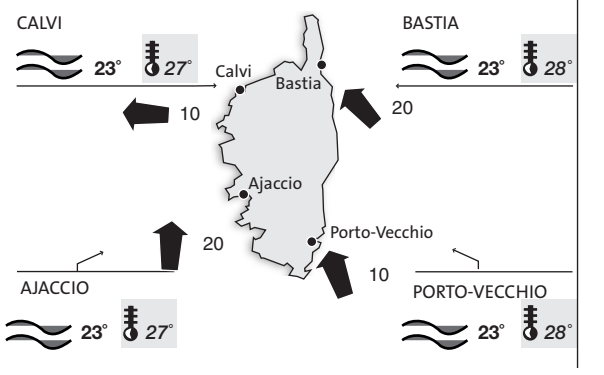
Sud



18 TEMPÉRATURE DE L'AIR
15 VENT DIRECTION ET VITESSE EN KM/HEURE
VENT CALME

MER	TEMPÉRATURE DE L'EAU
Calme/belle	16
Peu agitée	
Agitée/forte	
Très forte/grosse	

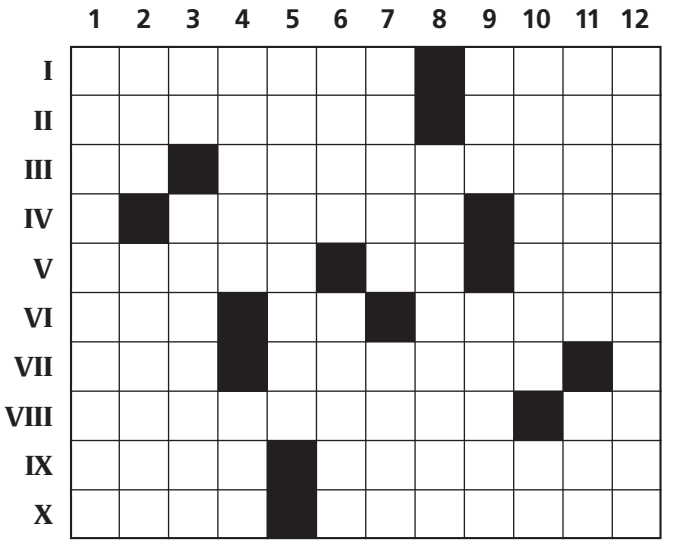
Corse



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 202

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Pour prendre les eaux en bonne compagnie. N'est pas à rendre une fois piqué. - II. Rouspète. Qualité. - III. Article. Monstres modernes des océans. - IV. Contentes d'elles-mêmes. Chez une nourrice. - V. Embrouilles la situation. Préposition. Régal du greffier. - VI. Possessif. Structure d'entreprise. Joue côté cour et côté cœur. - VII. Finissent par faire beaucoup d'eau. Désiras avec force. - VIII. Rejets brutaux. Bien descendu. - IX. Aire mal aménagée. Plus dans nos églises, mais toujours au Vatican. - X. Lac écossais. Débitée à la main et à la pompe.

VERTICALEMENT

1. Tranche de vie quotidienne. - 2. Preuve d'embarras. Le gros devient masculin sur le chantier. - 3. Préposition. Reprises. - 4. A reprendre. Bien plein. - 5. Fermasses à l'intérieur. - 6. Texte royal. Délicatement parfumé à la badiane. - 7. Mise en terre pour plus tard. Personnel. - 8. Remis en état pour resservir. - 9. Gourmandise bretonne. Fait partie des grosses têtes. - 10. Semas la panique. Gris et lourd. - 11. Manifestation de contentement. Cloué pour fermeture. - 12. N'est pas du genre à la fermer facilement.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 201

Horizontalement

I. Pudding. Cric. - II. Anière. Châle. - III. Lin. Outrages. - IV. Star. Fière. - V. Aérer. PDG. Fr. - VI. Ms. Cap. Oeaui. - VII. Babas. Sire. - VIII. Laudatif. Gin. - IX. Ebert. Pollen. - X. Usée. Soupèse.

Verticalement

1. Palsambleu. - 2. Unités. ABS. - 3. Dinar. Buée. - 4. Dé. Recadré. - 5. Iro. Rabat. - 6. Neuf. Pat. - 7. TIP. Sipo. - 8. Credo. Fou. - 9. Charges. Lp. - 10. Rage. Aigle. - 11. Ile. Furies. - 12. Césarienne.

ÉCHECS

N° 2015

SPARKASSEN
(Dortmund, 2002)
Blancs : V. Topalov.
Noirs : C. Lutz.
Défense sicilienne.

1. é4	ç5	18. D×d6	ç×b3 (d)
2. Cf3	é6	19. a×b3	a5
3. d4	ç×d4	20. Td4!	Ta6
4. C×d4	Cç6	21. Da3 (e)	d5 (f)
5. Cç3	Dç7	22. é×d5	é×d5
6. Fé3	a6	23. Cf4	Fé6
7. Dd2 (a)	Cf6	24. Th-d1	h6
8. 0-0-0	Fb4	25. Cç×d5	C×d5
9. f3	Cé5	26. C×d5	Tb8 (g)
10. Cb3	b5	27. Cf6+!!	g×f6
11. Rb1 (b)	Cç4	28. Td8+	T×d8
12. F×ç4	b×ç4	29. T×d8+	Rh7
13. Cç1	Db7	30. Df8	Rg6
14. Cc1-é2	Tb8	31. Dg8+	Rh5 (h)
15. b3	0-0	32. Dg7	f5 (i)
16. Ff4! (c)	Ta8	33. Td4! (j)	Fç8
17. Fd6!	F×d6	34. g3	abandon (k)

NOTES

a) Ou 7. Fd3, b5 ; 8. C×ç6, D×ç6 ; 9. é5, Fb4 ; 10. 0-0 (Adams-Lutz, Leon, 2001).

b) Une variante à la mode. 11. Fd4 est fréquent : 11..., Fé7 ; 12. Rb1, d6 ; 13. Df2!, Tb8 ; 14. g4, h6 ; 15. h4, Cç4 ; 16. F×ç4, b×ç4 ; 17. Cç1!

c) Les Noirs ont monté leur attaque et disposé leurs forces au mieux, mais, avec 16. Ff4, un tournant se produit et l'initiative passe dans les mains des Blancs.

d) 18..., a5 est préférable.

e) Ou aussi 18. Dç5!

f) Sans cet essai de se libérer qui coûtera le pion d5, le Fç8 est condamné à l'inactivité.

g) Sur 26..., a4, les Blancs entrent dans la même combinaison que sur 26..., Tb8.

h) Si 31..., Rf5 ; 32. Dg4+, Ré5 ; 32. f4+, Ré4 ; 33. Df3+ et 34. D×b7.

i) Si 32..., F×b3 ; 33. Dg4 mat. Si 32..., a4 ; 33. Td4.

j) Menace 34. Th4+!, R×h4 ; 35. D×h6 mat.

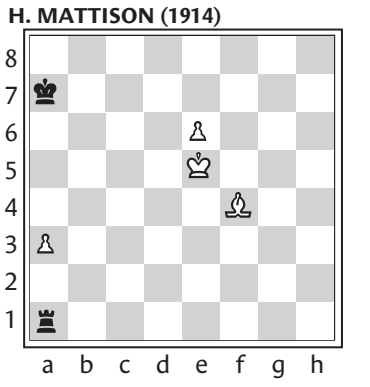
k) Si 34..., Tg6 ; 35. Th4+, Rg5 ; 36. f4 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 2014
A. TROITSKY (1910)

(Blancs : Rd3, Tç3, Cf4. Noirs : Rb2, Pa2 et a3.)

1. Tç2+, Rb3 (si 1..., Rb1 ; 2. Cé2, a1=D ; 3. Cç3+, D×ç3 ; 4. R×ç3, a2 ; 5. Tb2+, Ra1 ; 6. Th2 suivi du mat) **; 2. Tç1, a1=D!** (si 2..., Rb2 ; 3. Rd2!, a1=D ; 4.Cd3+, Ra2 ; 5. Cb4+, Rb2 ; 6. T×a1, R×a1 ; 7. Rç1, a2 ; 8. Cb3 mat) **; 3. T×a1, Rb2** (si 3..., a2 ; 4. Tf1) **; 4. Tf1!** (et non 4. T×a2+?, R×a2 ; 5. Rç2, Ra1, et le C est trop loin de la case b3 pour mater)**, a2 ; 5. Rç4!, a1=D ; 6. Cd3+, Ra2 ; 7. Cb4+, Rb2 ; 8. Tf2+, Rb1 ; 9. Rb3! suivi de Tf1 mat.**

ÉTUDE N° 2015
H. MATTISON (1914)



Blancs (4) : Ré5, Ff4, Pa3 et é6.
Noirs (2) : Ra7, Ta1.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Chaque lundi avec
Le Monde
DATÉ MARDI
retrouvez
LE MONDE ÉCONOMIE

En présentant un panorama de l'art japonais actuel, dominé par les mangas et le film d'animation, la Fondation Cartier met à nu les mécanismes de production de l'imagerie d'aujourd'hui. Captivant et consternant à la fois

Promenade au supermarché de la culture Pokémon

IL ARRIVE que les expositions, quand elles ont des titres difficiles à retenir ou à comprendre, reçoivent des pseudonymes. Les deux expositions d'été de la Fondation Cartier ont été généralement surnommées l'*« expo Pokémon »*. Voici qui est plus simple que leurs titres officiels, *Kaikai Kiki* pour l'une, *Coloriage* pour l'autre. Elles ont le même auteur, l'artiste et commissaire d'expositions Takashi Murakami, quarante ans, star au Japon, figure emblématique de l'art nippon ailleurs.

Kaikai Kiki réunit les productions de Murakami en deux et trois dimensions – on emploie cette périphrase car il serait impropre de les désigner comme des peintures, des sculptures ou des installations pour des raisons qui apparaîtront plus tard. Kaikai et Kiki sont deux des personnages inventés par Murakami qui dit les considérer comme ses *« propres dieux de l'art »*. *Coloriage* est la traduction de la notion japonaise de *nurie,* qui désigne le fait de garnir de couleurs plates des formes définies par des contours. L'exposition du même nom présente un panorama surabondant de la création japonaise actuelle en matière de bandes dessinées, films d'animation, figurines plastiques, autocollants, vignettes, cartes à jouer – et donc *« Pokémon »*. Les artistes rassemblés se nomment Chiho Aoshima, Rei Sato, Makoto Aida – et, très à l'écart, Takeshi Kitano, le formidable cinéaste de *Hana Bi* et de *L'Eté de Kikujiro*, dont on voit ici les dessins et des extraits de ses émissions comiques.

A l'exception de Kitano et de Murakami, on ne cite cependant ces noms que par acquit de conscience tant il est difficile de distinguer entre les travaux des uns et des autres : la cohérence, l'homogénéité, les phénomènes de groupe et de génération l'emportent largement sur ce qui pourrait relever de singularités personnelles. C'est là du reste ce qui rend *« l'expo Pokémon »* si remarquable : que l'on juge épouvantables ou séduisants les objets qu'elle contient compte moins que l'affirmation provocante d'une certaine esthétique et d'une certaine conception des activités de type artistique.

ILLUSTRATIONS : TAKASHI MURAKAMI, 2001/ALL RIGHTS RESERVED : PHOTO COURTESY KAIKAI KIKI

« Kaikai Kiki in Peach Paradise », de Takashi Murakami (2002).

Ci-contre, détail de « Melting Dob », de Takashi Murakami (1999) et, ci-dessous, détail de « Jellyfish Eyes », de Takashi Murakami (2001).

L'esthétique repose sur quelques principes et modèles immédiatement identifiables : elle veut des monstres mécanomorphes ou zoomorphes, un dessin net et précis, un coloriage non moins minutieux, des histoires entre contes pour enfants et science-fiction. Autrement dit, elle découle directement des mangas, ces bandes dessinées dont l'Occident s'est récemment entiché comme il s'était entiché, il y a un siècle et demi, des estampes japonaises. On supposerait même qu'une continuité historique forte lie ces mangas aux images du temps d'Hiroshige et d'Utamaro si ne s'interposaient entre eux l'influence des studios Walt Disney et la technologie du numérique – et si les subtilités d'expression et les références poétiques de l'*ukiyo-e* qui charmaient Degas et Van Gogh ne s'étaient perdues, remplacées par des thèmes rudimentaires, la plus brutale violence, la plus niaise mièvrerie, la plus élémentaire pornographie. La première est supposée captiver les garçons, la deuxième les filles, et la troisième leurs parents, probablement.

Tout cela est en effet affaire de commerce et de clientèles. La cohérence stylistique, poussée jusqu'à la répétition, va de pair avec une idée de l'activité artistique qui la conçoit comme production collective et diffusion rationalisée d'objets destinés à amuser et à fasciner, donc à provoquer un désir de consommation immédiat. Il s'agit d'une industrie efficace et prospère. Inutile d'attendre de Murakami et de ses proches une pensée critique, même s'il se réclame volontiers de Warhol dans ses déclarations : la référence est abusive. La question technique importe seule, sans la moindre réflexion distanciée sur les causes et les effets de ce capitalisme de l'image.

OBJETS DÉCORATIFS

Le mode de production est parfaitement réglé : le *« patron »* prépare des esquisses. Scannées, elles sont revues et précisées par ordinateur jusqu'à la mise au point définitive du dessin digital et à l'impression des images. Pour des travaux tirés à peu d'exemplaires, les assistants du maître et signataire procèdent à la *« mise en peinture »*, à laquelle il lui arrive de collaborer un peu, histoire d'augmenter le prix de vente de l'objet. L'*« équipe de peinture »* au service de Murakami compte ainsi *« à plein temps 12 assistants au Japon et 8 aux Etats-Unis »*. Au total, sa firme est forte de 48 employés. Les participants de *Coloriage* opèrent à l'identique : organisés en studios et entreprises, ils alimentent des circuits de distribution nationaux et internationaux en dessins animés pour émissions enfantines du matin, en jouets pour supermarchés, en programmes pour consoles. Ce sont les meilleurs ouvriers de notre si fascinante société du divertissement.

Les résultats visuels de leurs activités ont les qualités requises : la perfection de la fabrication, la variété et l'harmonie des tons, l'élégance des courbes et des boucles. La « peinture » de Murakami est très jolie, elle se décline en papiers peints très jolis aussi, et ses champignons en résine tatoués d'yeux verts à longs cils sont parfaitement décoratifs. Qui n'aimerait vivre dans un décor pour Bambi ou Blanche-Neige selon Disney, parmi les fleurettes et les petits lapins ? Qui n'aurait envie de collectionner les Pokémons en plastique, si commodes pour occuper les enfants les dimanches de pluie et les soirs d'embouteillages ? L'artiste américain Paul McCarthy, dont l'une des installations les plus connues compare le monde de Walt Disney à la propagande nazie, a dit des lolitas créées par Mr., ancien assistant de Murakami, qu'elles inspirent *« un désir de possession intolérable »*. Intolérable est le mot juste. Quant au *« désir de possession »*, tout dans l'exposition, de sa mise en scène à son côté pléthorique, contribue à l'exciter.

En cela aussi l'*« expo Pokémon »* est un modèle du genre. Les informations qu'elle accumule, les exemples qu'elle rassemble, les comportements qu'elle décrit y sont présentés de la bonne manière, celle d'une galerie marchande vivement éclairée et terriblement bruyante, à cause des téléviseurs posés ou suspendus un peu partout. Elle tourne à la salle de jeux vidéo et au supermarché. C'est bien de cela qu'il s'agit en effet.

Philippe Dagen

KAIKAI KIKI et COLORIAGE, Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, 75014 Paris. Tél. : 01-42-18-56-50. Du mardi au dimanche de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 27 octobre.

La jeunesse japonaise dans les univers parallèles du manga

TOKYO
correspondance

Dans le parc d'expositions de la baie de Tokyo, à Ariake, ils étaient, du 9 au 11 août, des centaines de milliers de jeunes à s'être déplacés, quelquefois de l'autre extrémité du Japon, pour assister à un Salon pas comme les autres : le Komiké, pour *« comic market »* ou « marché aux BD ». Deux fois l'an, celui-ci regroupe quelque 30 000 dessinateurs amateurs venus vendre les fanzines qu'ils ont publiés à compte d'auteur.

On est ici entre *otaku* (amoureux du virtuel) : les grandes maisons d'édition sont tenues à l'écart. Le Komiké n'en fait pas moins office de ballon d'essai pour ces dessinateurs en herbe, qui déboursent 70 euros pour y présenter leurs œuvres sur une table d'écolier : *« Avant, si on voulait devenir* mangaka *(dessinateur), on apportait nos croquis à un éditeur. Si ça plaisait, il le sortait. Aujourd'hui, c'est mieux de passer par le Komiké. Cela permet de fidéliser des lecteurs, et il y a aussi des éditeurs qui prospectent »*, dit un auteur de 28 ans répondant au pseudonyme de Kazuki Katsumata. Employé d'une administration hospitalière, Kazuki consacre tous ses loisirs à dessiner des BD. Il a fait imprimer quelque 500 exemplaires du troisième volet de la série comique qu'il a imaginée : *« Mon but, c'est de devenir dessinateur, donc je dois créer mon propre personnage »*, ajoute-t-il. En fait, nombre de dessinateurs du Komiké s'évertuent à parodier des personnages existants : héros de bandes dessinées ou de jeux vidéo, mais aussi personnalités du show-business font l'objet de toutes les déclinaisons possibles.

Les espaces réservés aux fans de Sailor Moon ou de Captain Tsubasa regroupent des dizaines d'exposants, passés maîtres dans l'art de détourner leur histoire préférée. La satire mais aussi la violence et le sexe viennent pimenter les scénarios disponibles dans le commerce. Kazumi Suzuki, 27 ans, vendeuse chez un éditeur de jeux, a imaginé une version romantique du jeu vidéo Final Fantasy X, qui relate les aventures amoureuses du personnage principal : *« Je suis une fan, donc j'ai envie de voir les personnages de la série dans d'autres situations que celles du jeu »*, dit-elle. Kazumi a dépensé 500 euros pour faire imprimer une trentaine d'exemplaires de son manga.

PARODIES

Dans les allées du Komiké, on croise aussi des amateurs de *cosplay* (pour *« costume play »*), déguisés à l'image de leurs héros : le front ceint d'un bandeau, revêtues d'une combinaison kaki qu'elles ont confectionnée elles-mêmes, Chihiro et Yayoi, 23 ans, ont l'apparence des ninja de Naruto, une histoire publiée dans *Shonen Jump*, l'un des hebdomadaires de manga à succès. *« Ce sont deux personnages secondaires. Dans la BD, ils apparaissent très peu mais, ici, on peut trouver des fanzines intégralement centrés sur eux »*, expliquent-elles.

L'absence de censure, mais aussi de contraintes commerciales, permet aux auteurs du Komiké de donner libre cours à leur imagination. Exclusivement dessiné par des filles, pour des filles, le « yaoi manga » raconte des histoires de garçons homosexuels : ce genre, auquel est consacrée une salle entière, regroupe à la fois des créations originales et des parodies plus ou moins pornographiques d'histoires connues. *« Ces histoires sont de l'ordre du fantasme. En tant que femme, j'aime les hommes, donc je préfère ne dessiner qu'eux. C'est simple »*, reconnaît Eri Asaki, la trentaine. Eri, qui a été manga-ka professionnelle, est aujourd'hui femme au foyer. Son manga parodie les aventures du héros masqué de « Kamen Rider Kuuga », la série télé nippone : *« A l'origine,* yaoi yaoi *veut dire sans apogée* (yama nashi), *sans chute* (ochi nashi) et *sans signification* (imi nashi). *C'est*

typique des histoires qu'ont envie d'écrire les filles, sans se casser la tête. Mais, depuis, ça signifie des histoires entre garçons », explique-t-elle.

Des centaines de femmes, jeunes pour la plupart, arpentent les allées et s'agglutinent autour des stands des dessinatrices les plus réputées. Une journée du Komiké est réservée au yaoi manga, tandis que le lendemain est consacré aux tropismes masculins : BD de sports (football, golf, etc.) et mangas érotiques mettant en scène des adolescentes ont alors la part belle. Les deux publics ne se mélangent pas. Malgré l'extrême diversité des personnages et des décors dans lesquels ils évoluent, l'univers des mangas s'articule autour de toutes sortes de dénominateurs communs dans le graphisme, les codes et les ressorts de l'action, dont les productions du Komiké offrent un miroir déformant. *« La tendance actuellement, c'est justement qu'il n'y a pas de tendances. On croit que les mangas se ressemblent tous, mais en fait ce sont les variations dans l'esprit, dans la manière d'exprimer les émotions, qui distinguent les auteurs. Tout est dans le détail »*, estime Nobuyuki Takagi. Dessinateur professionnel, il publie à son compte, pendant le Komiké, les ébauches de son héroïne. Impatients, des fans sont déjà alignés devant une pile d'ouvrages reprenant les croquis inédits de sa série, *Kokoro toshokan (La Bibliothèque du cœur).*

Brice Pedroletti

FESTIVAL • Danse, drame ou revues à sketches, le rappel des attentats new-yorkais a largement occupé la programmation de la cinquante-sixième édition du Fringe, qui se termine le 26 août

Edimbourg s'empare du 11 septembre entre effroi, mélancolie et rire jaune

EDIMBOURG
de notre envoyé spécial

Nine/Eleven (le 11 septembre) est à l'affiche partout. Danse, théâtre et revues à sketches se donnent sur fond de tours jumelles qui s'effondrent, de scènes d'apocalypse et de désolation. A l'approche de la date anniversaire des attentats, la catastrophe déferle sur le festival Fringe d'Edimbourg avec une bonne douzaine de productions américaines et britanniques.

La paupière se plisse, l'œil tourne, la bouche se tord, le visage est toujours en mouvement asymétrique, comme désarticulé. *« Une indignation incroyable »* : les réflexions de Steven Berkof dans son one-man-show *Requiem Ground Zero* sont celles de quiconque a vu en boucle les images hallucinantes de l'attaque, de l'incendie et de la destruction du World Trade Center. Le voyou de la scène britannique s'adonne ici à l'introspection mélancolique. Les réflexes d'autocensure sont omniprésents chez ce cockney transplanté outre-Atlantique. Pas la moindre licence satirique. Edimbourg serait-elle mise sous couvre-feu ?

Les avions qui s'écrasent, les New-Yorkais terrifiés et solidaires, « la » ville meurtrie : *Project 9/11* participe de la même veine sentimentale. Produit par la Playwrights Horizons Theater School, une école d'art dramatique de New York, cette série de saynètes manque, justement, d'intensité dramatique. Aucune ambiguïté morale, seulement des visages baignés de larmes ou des cris d'effroi. Le problème avec la transposition sur la scène du « Pearl Harbour terroriste », c'est que personne ne peut faire mieux, pour l'émotion brute, que la télévision.

The Guys joue plutôt sur la commémoration de l'événement et doit essentiellement son succès à la réunion au Lyceum Theater de deux monstres sacrés de Hollywood, Tim Tobbins et son épouse, Susan Sarandon. Présentée en première européenne, la pièce se veut une parabole sur le combat noble et courageux des pompiers et secouristes new-yorkais contre le mal en personne. Il s'agit d'un dialogue entre une journaliste et un responsable d'une caserne de sapeurs-pompiers qui doit, au cours de leurs funérailles, prononcer les éloges de huit de ses hommes écrasés par la chute des deux tours alors qu'ils tentaient de porter secours. Conçue pour rendre hommage aux hommes du feu, cette production riche en clichés échangés par des personnages caricaturaux a été fort justement éreintée par les critiques : *« manque d'épaisseur »*, *« absence de curiosité politique »*, *« supérieure et arrogante »*...

POLITIQUEMENT INCORRECT

Ces attaques font bondir Tim Robbins. Le comédien, séduisant et caustique, provoque la sympathie immédiate. Mais dès qu'on souligne l'absence dans la pièce de toute référence à la poignée de kamikazes qui ont inventé l'hyperterrorisme, il se met en rogne : *« N'essayez pas à tout prix de mettre des chapeaux sur les portemanteaux. Il n'y a rien d'ambigu. L'industrie de l'*entertainment *a simplement voulu expliquer la folie meurtrière. Tous les New-Yorkais ont voulu aider, mais il n'y avait rien à faire. Le show agit comme une libération. »*

La pièce *Hyperlynx*, heureusement, parvient à atteindre un peu plus de profondeur. Tranquillement assise sur un banc, impeccable, une belle dame feuillette le journal en tentant de reconstituer le puzzle de sa carrière en miettes d'agent secret arabisante au service du Foreign Office. Ce monologue de l'actrice écossaise Liz MacLennan met intelligemment en parallèle les attentats et le ressentiment contre les Etats-Unis, particulièrement dans les pays musulmans et chez les militants antimondialisation. Aux yeux de ces derniers, les Twin Towers étaient aussi un temple du commerce mondial. Une rigueur, une vérité clinique, un dépouillement sans pareil.

Quant à Tina C., elle cultive tellement bien le style politiquement incorrect qu'on ne peut imaginer diffuser une telle comédie aux Etats-Unis. Bercée aux comiques « camp » d'une Dame Edna, nourrie de country music de Nashville, la drag queen a choisi un registre totalement déserté sur ce sujet : le rire. *« Que de placements en Bourse envolés ce jour-là »* ; *« Pentagone »* (le Pentagone s'en est allé) ; *« Les psys ont perdu des clients ce matin »*... Les chansons aux titres provocants qui s'enchaînent très vite résonnent avec violence, mais sans être virulentes. La langue la démange quand Miss Tina traque les réactions des victimes du « GES », le *« grief exclusion syndrome »*, le syndrome de l'exclusion du chagrin. Car, à l'écouter, ce jour-là, la pauvre subissait une opération de chirurgie esthétique et n'avait pas de télé dans sa chambre. La salle applaudit à tout rompre, mais le visage du travesti, dans le genre vierge peinte par Raphaël, sourit à peine, comme figé.

Marc Roche

La belle moisson de la « Mousson »

EDIMBOURG
de notre envoyé spécial

« Extraordinaire, rien ne peut nous préparer pour la tempête et la fureur déchaînées. C'est un moment fabuleux » : à l'instar de la critique dithyrambique du *Glasgow Herald*, les lauriers pleuvent sur *Mousson*, le spectacle de la compagnie française Au cul du loup. Révélation du Fringe d'Edimbourg, le « off » au festival officiel, cette interaction sonore et visuelle joue à bureaux fermés tous les après-midi. Le spectacle cumule toutes les distinctions offertes par le plus grand circuit parallèle au monde, comme le « Fringe First » ou le « Herald Angel ».

La réussite du trio formé par Dominique Montain, Henri et Quentin Ogier est d'abord artistique. A Edimbourg, critiques comme public boudent le théâtre classique en langue étrangère. Quant au « caf'conc'» français, il ne fait guère recette dans un festival dominé par les revues à sketches. Pour s'extraire de la masse (plus de 1 500 troupes, le double d'Avignon), il faut donc présenter un spectacle inclassable. *Mousson* réussit là ou tant de compagnies françaises se cassent les dents, grâce aux percussions, jeux d'eau, toupies et lanternes de papier. En recourant à la chorégraphie, les Français se classent dans la section danse et théâtre corporel du programme du Fringe au lieu de se perdre parmi les centaines d'entrées théâtrales. Autre atout au pays du théâtre-roi, la mécanique du scénario est très bien huilée.

L'aventure écossaise a été minutieusement planifiée, un an à l'avance. Une attachée de presse locale a été embauchée pour connecter la compagnie française aux complexes réseaux des promoteurs et des médias. La salle choisie, Aurora Nova, dans l'ancienne église Saint Stephen's, est gérée par un partenariat entre deux groupes, Fabrik de Potsdam et Komedia de Brighton. Cette coopérative destinée à promouvoir des spectacles étrangers joue sur la solidarité des participants, puisque 60 % des recettes de billetterie sont partagés entre les douze compagnies présentes. Les comédiens bénéficient également du soutien d'une équipe marketing aux méthodes rodées et d'une cantine gratuite.

Quentin Ogier est venu à deux reprises au printemps reconnaître le terrain et trouver un logement assez grand pour accueillir, outre les comédiens, trois techniciens et faire imprimer le matériel publicitaire. *« On s'est donné les moyens pour être repérés sur le plan international. Des directeurs de théâtre et des agents du Japon, d'Australie et du Canada se sont déclarés intéressés par une tournée »*, explique Henri Ogier, chargé de la scénographie.

Parmi les autres compagnies françaises présentes au Fringe figurent le Théâtre du Risorius, la Compagnie Fiat Lux, Attic People, Beabo le Clown, Odysseus... Toutes se disent pénalisées par l'absence de subventions aux tournées à l'étranger, cette année, de l'Association française d'action artistique (AFAA) et de mécènes privés. En revanche, les visiteurs de l'Hexagone ont pu compter sur une aide technique et de promotion de l'Institut français d'Edimbourg.

M. R.

ROCK • Rééditions du disque à la banane, de « Ziggy Stardust » (Bowie) et de « The Violent Femmes »

Le Velvet Underground et deux de ses disciples en version de luxe

POUR SITUER l'importance du disque *The Velvet Underground & Nico* dans l'histoire du rock, le producteur et compositeur Brian Eno aurait dit : *« Il n'y a peut-être que mille personnes qui ont acheté le premier disque du Velvet Underground, mais chacune a monté un groupe. »* Depuis sa parution en mars 1967, cette poussée bruitiste adoucie par de fausses berceuses figure dans tous les classements du type « Les 100 disques du siècle ». Il y est question de drogues dures, d'homosexualité, de dérives nocturnes, face sombre d'une Amérique alors en plein rêve « peace and love ». L'album connut un échec à sa sortie.

Régulièrement réédité – au moins à cinq reprises en CD depuis 1983 –, ce classique est proposé aujourd'hui sous la forme d'un double album plutôt destiné aux spécialistes. C'est aussi le cas de deux enregistrements d'artistes qui comptent parmi les « mille » disciples du groupe new-yorkais : le trio de Milwaukee (Wisconsin) The Violent Femmes pour son premier album du même nom et David Bowie pour *Ziggy Stardust*. Au-delà de la parenté musicale, on observe ici trois manières de concevoir une réédition.

FÉTICHISME DE L'ORIGINAL

Dans le cas du Velvet, service minimum, sans inédits, extraits de concerts – contrairement au coffret rétrospectif de 5 CD paru en 1995 – ou raretés. Pour justifier un nouvel achat, cette Deluxe Edition joue sur le fétichisme du pressage original, à savoir le mixage monophonique, présenté comme une première (il n'était inédit en CD qu'aux Etats-Unis) et censé restituer toute l'intensité sonore de l'enregistrement. En fait, le mixage stéréophonique, réalisé conjointement à l'époque, laisse entendre peu de différences.

Pour obtenir un double album, les concepteurs ont ajouté les versions raccourcies des singles de l'album et cinq chansons du premier album solo de Nico paru la même année : du remplissage. L'intérêt principal de l'objet tient à la reproduction, soignée, de la pochette imaginée par Andy Warhol. Une peau de banane autocollante et surtout repositionnable qui dévoile le fruit phallique peint en rose. Même réduite au format du CD, la création pop art conserve tout son pouvoir d'ironie et de subversion.

Nettement plus consistante est la version 2002 de *The Violent Femmes*, dont la fureur punk exprimée sur instruments acoustiques et l'attirance pour l'expérimentation s'inscrivent dans la continuité velvétienne. Les textes abordent de front la découverte perturbante du sexe dans l'Amérique profonde, autre face de la libération des frustrations prônée par le Velvet.

Supervisé par le bassiste Brian Ritchie et le batteur Victor DeLorenzo, le double CD explore les prémisses de ce premier album réalisé en juillet 1982. Ici pas de publicité pour les dernières normes technologiques. Le son est brut, conforme à l'état d'urgence du trio. Cette genèse rassemble neuf essais présentés à des maisons de disques et une vingtaine d'extraits de concerts dans de petits clubs ou pour la radio.

Reste le cas Bowie, qui a toujours souligné ce qu'il devait au Velvet. *Ziggy Stardust,* publié le 6 juin 1972, est son premier succès planétaire. A travers le personnage d'une star du rock, Bowie évoque l'éphémère, la futilité, la solitude dans un exercice qui tient à la fois de l'autodérision et de la fascination.

Un remixage, il y a quelques années, avait renforcé la théâtralité de ce tourbillon de violons, de zébrures de guitares électriques et de piano de cabaret. Pas de « nouveau » son pour cette édition du 30e anniversaire, mais un épais livret informatif, équivalent visuel de la sophistication musicale. Pas de remplissage artificiel non plus. Les ajouts à l'album originel sont des singles *(Amsterdam, Velvet Goldmine...),* des essais, deux interprétations du groupe Arnold Corns, projet parallèle... tous disséminés sur des compilations et éditions antérieures. Un regroupement cohérent pour le collectionneur sans que le grand public soit submergé par les détails.

Sylvain Siclier

« The Velvet Underground & Nico, Deluxe Edition », 2 CD Polydor/Universal ; « The Violent Femmes », 2 CD Slash-Rhino/Warner ; David Bowie, « The Rise and Fall of Ziggy Stardust & The Spiders from Mars, 30th Anniversary Edition », 2 CD EMI.

L'EXPO PHOTO DU JOUR

Made in Egypt

Regards croisés de quatre femmes photographes sur la ville du Caire. **Monique Jacot**, dans sa série **« Passages »**, s'éloigne radicalement des clichés touristiques : elle s'intéresse au quotidien des riverains du fleuve et à la réalité sociale, mettant ainsi au jour les antagonismes du pays, écartelé entre agriculture traditionnelle et modernité industrielle.

PHOTOFORUM PASQUART
Seevorstadt
71, faubourg du Lac
2502 Bienne (Suisse).
Jusqu'au 29 septembre.
Tél. : 032/322-44-82.
Photographes : Suan Hefuna, Chantal Michel, Heba Farid, Monique Jacot.

MUSIQUE • Son œuvre pour piano a été jouée à La Roque-d'Anthéron

Ohana renaît au soleil du Lubéron

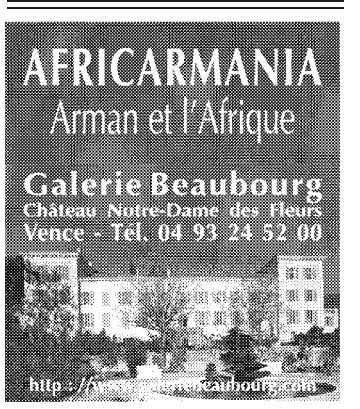
LA ROQUE-D'ANTHÉRON (Bouches–du-Rhône)
de notre envoyé spécial

Instrument favori du public « classique » depuis le début du XIXe siècle, le piano fait l'objet à La Roque-d'Anthéron d'un culte susceptible de satisfaire autant les fidèles que les pratiquants occasionnels. Le festival, toujours en extension, géographique comme esthétique, s'est achevé le 22 août après un mois d'une programmation qui a rassemblé cette année 74 000 spectateurs (contre 65 000 en 2001).

Un des temps forts de cette vingt-deuxième édition aura été l'intégrale de la musique pour piano de Maurice Ohana, amorcée le 10 août par Jean-Efflam Bavouzet (piano) et Florent Jodelet (percussions) et bouclée le 22 par le pianiste Jean-Claude Pennetier au temple de Lourmarin. Ohana ? Nombre de mélomanes ignorent jusqu'à sa nationalité. Né en 1914 (soit deux ans avant Dutilleux) et mort en 1992 (la même année que Messiaen), cet enfant de Casablanca compte pourtant parmi les compositeurs français les plus originaux du XXe siècle. Grand représentant d'une expression mûrie sous le soleil du Sud, de l'Espagne au Maroc, Ohana connaît aujourd'hui une période de purgatoire contre laquelle tentent de s'insurger une poignée d'interprètes, tels Roland Hayrabédian et son ensemble vocal Musicatreize, basé à Marseille.

Pour goûter à la musique capiteuse d'Ohana, l'été torride du Lubéron est tout indiqué. Les *Trois caprices* écrits entre 1944 et 1953 donnent un bon aperçu du langage de ce compositeur fermement opposé à l'héritage germanique, sériel entre autres. Ohana est un homme de la Méditerranée qui parle avec les mains et fait entendre naturellement son accent au piano dans une complexe succession de gestes fulgurants et de caresses lascives. Impressionnant en pianiste qui remue ciel et terre, Jean-Claude Pennetier ne limite pas son interprétation à l'entretien d'un contraste qui serait vite lassant, mais multiplie les gradations intermédiaires dans la lumière du clavier comme dans la glaise de l'agrégat sonore. Son art de la dramaturgie en suspens fait merveille dans le cycle des *24 préludes* (dont il a assuré la création en 1973), qui ouvre une voie inexploitée entre Debussy et Boulez.

Pierre Gervasoni



Bernard Manciet, l'accent des Landes

Poète rebelle et charmeur bougon, diplomate, lettré, agitateur, cosmonaute occitan du futur... Confrontations mélodiques

GUY LE QUERREC/MAGNUM

BERNARD MANCIET vient de publier *Rachou*, livre-CD, hommage à la mort de l'écarteur landais Rachou, tué par une vache en août 2001. Diction précieuse, voix haletante, sombre rumeur du patois de la Haute-Lande : *« A mon étonnement, j'avais retrouvé l'accent le plus rude et le plus âpre de ma Grande-Lande. »* Diplomate né à Sabres, latiniste, lettré, homme des cavernes distingué, poète de la caverne, cosmonaute occitan du futur, Manciet – bien marquer le « t » final – est en suspens sur le temps : *« Je n'ai pas d'histoire. Je suis passé à travers. Les gens heureux n'ont pas d'histoire. Disons que je m'en arrange. »*

Bièvre, renard des landes comme ceux qui filent devant les roues, charmeur bougon (*« Je suis de mauvaise humeur »*), il joue une partie complexe. La maison est sobre, noyée de verdure comme un camouflage, palombière à action poétique. Ici vit, élucubre et saisit ses humeurs un des poètes paradoxaux les plus considérables.

Face à la fenêtre de son bureau (châtaigniers, chênes, forêt), une table de 40 centimètres sur 50. A côté, le coffre des manuscrits depuis 1938. Pour le reste, un dépouillement singulier, une odeur de noisetier et de légumes, l'éloignement de toutes choses (pas de télé, peu de radio), un contact permanent avec l'univers. Ses poèmes arrachés à la nuit des temps glissent des détails d'actualité parfaitement inattendus. Incitation de fond : l'étonnement provoqué. *« Pourquoi la poésie ? Je ne sais pas faire autre chose. J'écris quand j'en ai envie. Je n'ai pas toujours envie d'écrire. Je n'écris bien qu'en colère. »* Manciet vient de passer deux mois à traduire le *Périclès* de Shakespeare.

Rencontre de Bernard Lubat en avril 1985 grâce à un voisin de voisin, excellent passeur, Patrick Lavaud : *« Voyez ? à 15 ans il était laid comme un pou. Il s'est beaucoup arrangé. »* Hilarité indécidable. Minaudant ou sibyllin, Manciet joue avec les nerfs et les capacités de l'adversaire. Tenons bon : *« Lubat – bien marquer le "t" final –, je le surveille de très près. Nos exercices de diction et piano sont d'une grande tension. Nous nous battons. Nous sommes sur la même langue, la même longueur de respiration. Un soir, à Pessac, nous avons eu une grande réussite d'une demi-heure. Il m'a dit : "On arrête, sinon on va dégringoler". »*

Très vite, sous les arbres, petit verre de porto, l'étonnement provoqué n'a plus rien d'étonnant. La confrontation à épisodes du chef de file de la poésie occitane (trente ans de rédaction en chef de la revue *Oc* et coauteur avec Félix Castan de la Déclaration de Neysac, refusant tout localisme, tout nationalisme, affirmant la prééminence de la littérature) – sa confrontation mélodique avec l'agitateur Lubat – est dans l'ordre des choses.

Manciet sait qu'il est drôle, imperceptiblement. Il exécute gaiement de grands poètes vivants (*« Ne le répétez pas, s'il vous plaît, mais enfin, c'est une tisane imbuvable... »*), rend hommage à Jude Stefan et à Sartre, fait l'éloge de tous les vins, se souvient du vrai jurançon et de son mariage : *« Le vieux curé de Jurançon mettait ses abeilles en saison chez nous, vers la fin de l'été. Il nous remerciait de deux bouteilles à Noël. Cela n'avait rien à voir avec ce que l'on trouve dans les supermarchés. C'est tout petit, vous savez, le Jurançon. »*

Après quinze ans de carrière (Institut des sciences politiques, Quai d'Orsay), dont dix dans l'Allemagne d'après-guerre (*« En 1947, nous avons lancé le premier Parti européen »*), il reprend l'entreprise de sa belle-famille : *« Cent dix ouvriers. C'était toute une affaire. Je me suis marié en queue-de-pie. Ma mère portait une robe resplendissante. »* Après quoi, il décrit l'allure de sa belle-mère : mais, enfin, puisqu'on n'a pas répété les noms et jugements touchant aux poètes actuels, restons discrets avec les morts.

Aurait-il été espion ? *« Non, mais j'en ai connu beaucoup. C'est qu'on ne met pas facilement un Gascon en cage. »* Serait-il Gascon ? *« Mais je suis la Gascogne ! »* Il dit avoir été heureux au Brésil, malheureux dans l'entreprise : *« Les usines s'entre-tuaient, on perdait des sous. Ils allaient vraiment jusqu'à l'assassinat, vous savez. Ce n'est pas mon style du tout. Je ne me sens pas assassin, ni voleur, ni menteur. »* Enfin, menteur, on discute un peu : *« Pour les pieux mensonges, seulement. Il est indispensable de garder des secrets. On doit dire, mais on ne doit pas tout dire, me disait un confesseur. D'ailleurs, rappelez-vous : quand Pilate a demandé à Jésus ce qu'est la vérité, celui-ci s'est tu. »*

Il lit Lucrèce, préfère les poèmes de Frédéric II à ceux de Voltaire (*« Oui !* Candide, *vous avez raison, c'est buvable... »*), ne voit en France de poésie que chez les grands prosateurs, Chateaubriand, Bossuet, aime bien *« dire des méchancetés. Dans l'enfance, j'étais entouré de beaucoup de femmes, les hommes étaient morts à la guerre. Ça parle. C'est une école de méchanceté. A 11 ans, j'ai appris* Athalie *par cœur sur ordre d'une grand-tante, pour former mon style. On parlait gascon, français et latin. On suppose que la famille de ma mère, les Haza, vient de Cordoue. Un poète arabe, Bennis, m'a traduit. Il y a là un ton de distinction tellement remarquable. Peut-être est-ce quelque lien avec ce moment de civilisation juive arabo-andalouse. Après tout, comme à Cordoue, on peut entendre au couvent de Bourricos, pas loin d'ici, une cithare dont joue un moine. »*

Manciet du bout des lèvres : il enfile des bribes, des souvenirs, de minuscules perles d'érudition, on dirait la Nani en train de broder le costume d'un torero : *« Je suis une vraie brocante, vous savez. L'autre soir, à Paris, je murmure "Je crains Dieu, chez Abner, etc.". Une dame me dit, je vous jure, ne le répétez pas, elle est connue : "Tiens, c'est joli, de qui est-ce ? – Mais c'est dans* Athalie, *madame ! – Ah ! fait-elle, j'ignorais que Jacques avait écrit cela". »*

Avant de rejoindre l'armée, se battre, il marche de Paris à Sabres. C'est juin 1944. Un peloton allemand le prend pour un résistant. Le met en joue. Il se lève et fait détaler un lièvre : *« Ils ont tiré le lièvre. Le bonheur tient à des riens. »* Etre à soi seul la Gascogne dans une palombière, c'est demander, résister ou s'opposer ? *« Nous ne demandons rien, mais nous opposons à une politique qui veut mettre de l'ombre, une politique d'harmonie. La prussianisation de l'Europe ne va pas gagner la partie. Ils vont nous empêcher de chasser, de manger des pigeons, de faire des courses de taureaux, mais encore ? »* Que peuvent- « ils » contre la lumière des Landes et l'écriture de la voix ?

Francis Marmande

Rachou, de Bernard Manciet, Atlantica (15 €).

BIOGRAPHIE

▶ **1927**
Naissance à Sabres (Landes).

▶ **1955**
Diplomate à Berlin

▶ **1989**
« L'Enterrement à Sabres », poème épique en occitan.

▶ **2001**
« Poiésiques », lecture et musique, Bernard Manciet et Bernard Lubat (Labeluz, 1 livre-CD).

LES GENS DU MONDE

■ Le parquet de Francfort a ouvert jeudi 22 août une enquête pour *« négation de l'Holocauste »* contre la cinéaste officielle du IIIe Reich **Leni Riefenstahl**, à la suite de la plainte déposée par l'association allemande de Tziganes Rom, basée à Cologne (*Le Monde* daté 11 - 12 août). Cette annonce a été faite le matin même de l'anniversaire de la réalisatrice, qui a fêté ses 100 ans dans la soirée, entourée de 160 amis et parents, dans un hôtel bavarois. Parmi les invités, deux présences ont été remarquées, celle de l'alpiniste italien **Reinhold Messner** et celle du magnat allemand des médias, **Leo Kirch.**

■ La cinéaste iranienne **Samira Makhmalbaf** (*Le Tableau noir*, *La Pomme*) tournera son prochain film en Afghanistan en septembre. *« L'une des raisons pour lesquelles je souhaite tourner et faire travailler des gens là-bas, c'est de ramener des Afghans dans le circuit du cinéma et, d'une certaine manière, aider le cinéma afghan à redémarrer »*, a-t-elle confié à l'AFP. Ce projet a été retardé par la participation de la cinéaste au film collectif *11'09"01*, portant sur les attentats du 11 septembre.

■ Les droits de traduction du prochain roman de l'écrivain algérien **Yasmina Khadra**, *Les Hirondelles de Kaboul*, ont été vendus à l'étranger avant même sa sortie en France début septembre, a annoncé jeudi 22 août l'éditeur Julliard. Les acquéreurs sont Doubleday aux Etats-Unis, Heinemann en Grande-Bretagne et Aufbau en Allemagne. *« Cela confirme la notoriété internationale grandissante de l'auteur »*, selon Julliard. Ancien commandant de l'armée algérienne, Yasmina Khadra dénonce sous ce pseudonyme les horreurs de la guerre civile dans son pays. En 2001, il a dévoilé publiquement son vrai nom, Mohammed Moulessehoul.

■ Environ 20 000 personnes s'insurgent, via une pétition circulant sur Internet, contre la décision des organisateurs des Soul Train Awards de décerner à **Ashanti** le trophée d'artiste de l'année. Avant la cérémonie de remise des prix prévue samedi 24 août à Pasadena (Californie), les protestataires estiment que la jeune chanteuse de r'n'b (genre moderne dont la parenté avec le rhythm'n'-blues se limite à son abréviation) ne mérite pas de recevoir le trophée Lady of Soul, surnom de la grande **Aretha Franklin.**

■ Une guitare incendiée par Jimi Hendrix en 1968 au Miami Pop Festival et qu'il donna ensuite à Frank Zappa sera mise aux enchères le 24 septembre à Londres par la maison Cooper Own. Cette Fender Stratocaster, qui appartient actuellement à **Dweezil Zappa**, fils du regretté moustachu, sera proposée au prix minimum de 350 000 livres (546 700 €). L'objet est en état de service puisque Zappa senior l'avait restauré et même utilisé pour l'album *Zoot Allures*, en 1976.

TÉLÉVISION

Tourments de trentenaires

Un adolescent orphelin de mère, tiraillé entre les deux ex-amants de celle-ci et en quête de son « vrai » père ; une jeune femme idéaliste et têtue, déterminée à mettre au jour un secret de famille ; quatre trentenaires immatures qui vivent en communauté comme pour repousser à plus tard l'entrée dans la vie adulte. Ajoutons à cela un village des environs de Toulouse divisé sur l'opportunité de construire au bord de la Garonne un centre de loisirs, des magouilles politico-financières et des histoires d'amour contrariées... Le feuilleton estival de France 2, à l'antenne à partir de lundi 26 août, écrit par Georges Desmouceaux et Yvan Lopez et réalisé par Claude d'Anna, respecte à la lettre les contraintes du genre : personnages formatés, intrigue à multiples rebondissements nourrie de problèmes contemporains.

Pris dans ce carcan, les comédiens – Laure Marsac, Sophie de La Rochefoucauld, Bruno Wolkovitch, Aurélien Recoing, Philippe Lefebvre, Jean-Claude Ancelin, Marie-Christine Barrault, Pierre Vaneck, Chad Chenouga – se donnent avec générosité à leurs personnages. Le téléspectateur se laissera-t-il emporter par cette saga de fin d'été ? En juillet, TF 1 a obtenu d'excellents scores d'audience grâce à « L'Eté rouge », feuilleton en cinq épisodes qui a réuni en moyenne 9,2 millions de personnes. Pour France 2, tous les espoirs sont donc permis.

« Garonne », lundi 26 août, France 2.

DIMANCHE 25 AOÛT

▶ **Alexandrie, la cité engloutie**
11 h 05 France 5
Un film de l'explorateur des fonds sous-marins Franck Goddio.

▶ **Maestro : les pianos de la nuit**
19 h 00, Arte
L'émission propose les meilleurs moments du Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron qui a accueilli, du 20 juillet au 22 août, près de 80 000 auditeurs venus assister à la soixantaine de concerts donnés par des pianistes de tous bords. Quelques vedettes du clavier, quelques vétérans croisent ainsi les espoirs de la génération montante et l'incroyable diversité des programmes contredit l'impression que la plupart des virtuoses rabâchent les mêmes œuvres romantiques à longueur d'année. Quelques clavecinistes, organistes ou percussionnistes se joignent à eux, quelques orchestres aussi. Le florilège présenté par Arte en simultané avec France-Musiques, qui réunit des séquences enregistrées au fil des soirs, est représentatif de cet état d'esprit d'ouverture et d'aventure.

▶ **Liam**
0 h 30, Canal +
Un quartier ouvrier de Liverpool dans les années 1930 à travers le regard d'un enfant. Une chronique sociale brillamment contée et mise en scène par Stephen Frears.

▶ **Madame Satan**
1 h 15, France 3
Le « Cinéma de minuit » présente cette surprenante comédie inédite de Cecil B. De Mille où une femme trop austère se transforme pour reconquérir son mari.

LUNDI 26 AOÛT

▶ **En cas de malheur**
20 h 55, France 3
Une petite délinquante s'offre à un célèbre avocat quinquagénaire pour éviter la prison. Elle devient sa maîtresse. Il s'éprend d'elle jusqu'à se dégrader. Puissante peinture de mœurs et de caractères, d'après un roman de Simenon. Le réalisateur Claude Autant-Lara attaquait les hypocrisies sociales, dirigeait admirablement Gabin, Bardot, Edwige Feuillère, et signait un de ses plus grands films.

▶ **Les Enfants de la tourmente**
22 h 30, Arte
On dit souvent que la télévision n'a pas de mémoire. Stig Holmquist montre qu'au contraire elle peut se révéler un instrument extraordinaire pour aller au-delà de l'instantané de la vie. Les enfants qu'a suivis le réalisateur avaient 13 ans à l'époque où il les a rencontrés. Soroji, jeune berger nomade en Tanzanie. Naoto, écolier au Japon. Sahra, dans un camp en Somalie. Sheila, à Belfast. Eusebio et sa mère au Guatemala. Adawi, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Stig Holmquist les a retrouvés vingt ans après et a filmé les adultes qu'ils sont devenus, ayant eu la chance ou non d'aller à l'école, vivant toujours dans des camps, aux prises avec l'histoire, ayant participé à des guérillas. Les images d'hier et d'aujourd'hui racontent les guerres civiles, la misère, l'espoir, le grand mépris des gouvernants.

▶ **Dans la peau de Mick Jagger**
22 h 30, Canal +
Portrait intimiste d'une icône de la musique rock.

▶ **Classe tous risques**
0 h 05, M 6
Un truand essaie d'échapper à la police avec sa famille. Une excellente variation sur la cavale d'un gangster enrichie d'idées nouvelles et remarquablement interprétée par Lino Ventura et Jean-Paul Belmondo.

RADIO

DIMANCHE 25 AOÛT

▶ **Conversations**
12 h 05, France-Inter
Kathleen Evin parle gourmandise avec un spécialiste, le pâtissier Pierre Hermé.

▶ **Leopold Sedar Senghor**
15 h 00 France-Culture
Second volet de cette émission portrait consacrée au président-poète sénégalais, mort en décembre 2001. L'émission est suivie, à 17 h 30, de « Regards sur Leopold Sedar Senghor » : des auteurs africains contemporains témoignent de l'apport de Senghor.

▶ **L'Actualité du cinéma**
20 h 10, RFI
Table ronde organisée par les *Cahiers du cinéma* au Festival de Cannes en partenariat avec RFI sur le thème : la place des cinéastes étrangers en France.

LUNDI 26 AOÛT

▶ **Après dissipation des brumes matinales**
9 h 00, France-Inter
Brigitte Palchine reçoit Catherine Breillat, réalisatrice du film *Sex is Comedy.*

▶ **L'Ecole des savoirs**
11 h 40, RFI
Les écoles primaires qui pratiquent la semaine de quatre jours ouvrent leurs portes ces jours-ci. Quel impact ces temps aménagés ont-ils sur les enfants ? Réponse avec René Clarisse, chrono-psychologue à l'université de Tours.

▶ **Concert**
20 h 40, Radio classique
L'orchestre de Paris dirigé par Christoph Eschenbach. *Concerto pour piano n° 1* op. 15, de Ludwig van Beethoven. Eschenbach à la fois soliste (au piano) et chef pour ce concert du 30 mai 2001 à Pleyel.

RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 24 AOÛT

TF1

16.05 Invisible Man Rêve ou cauchemar. Série **17.00** Angel Soutien de famille. Série **17.50** La Vie devant nous Concours de circonstances. Série **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.

20.50 Qui veut gagner des millions ? Spéciale stars. Jeu présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Régine, Jean-Pierre Papin, Sylvie Joly, Laurence Boccolini, Alexandra Vandernoot, Arthur, Sophie Thalmann, Roch Voisine. 968434

22.30 L'Île de la tentation Jeu présenté par Stéphane Bouillaud ○. 3712298 **23.40** Tueur en cavale Téléfilm. Mark L. Lester. Avec Eric Roberts, Farah Forke (EU, 1999) 2678724 ◘ **1.15** Voile Solitaire du Figaro.

1.35 Très chasse **2.30** Reportages Magazine **2.55** Aventures africaines, françaises, asiatiques [1/2]. Aventures africaines au Kenya **3.45** Histoires naturelles **4.15** Musique **4.55** Histoires naturelles (100 min).

FRANCE 2

17.20 Canoë-kayak Championnats du monde de slalom. Finales canoë biplace et kayak messieurs **18.25** Voleurs de charme Série **19.10** Vous n'allez pas le croire ! **20.00** Journal **20.40** Tirage du Loto **20.45** Météo.

20.55 Fort Boyard Divertissement présenté par Cendrine Dominguez, Jean-Pierre Castaldi. Invités : Didier Gustin; Sakis Rouvas, Donia Chouraki, Anaïs Amade, Vincent Haquin, Jordan Sarralie. 9760347

22.35 Le Grand Zapping de l'humour Divertissement présenté par Miguel Derennes. 5902328 **0.30** Journal de la nuit, Météo **0.55** L'Irrésistible Jack Savoir déléguer. Série.

1.15 Trois hommes sur le green Série **1.40** The Brian Benben Show Série **2.00** Vingt ans... à Tel-Aviv **3.30** 24 heures d'info **3.50** Les Egouts d'une grande ville **4.10** Haïti Les fruits **4.15** La Vierge noire [4/6]. Feuilleton (50 min).

FRANCE 3

15.55 Chroniques d'en haut **17.00** La Loire, Agnès et les garçons Téléfilm. P. Martineau (Fr., 1999) **18.25** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** Euro millionnaire.

20.55 Docteur Sylvestre Pour l'exemple. Série. Avec Jérôme Anger, Marthe Villalonga, Frédéric Tokarz, Bernard Freyd, Elisabeth Margoni. 899796
Le docteur Sylvestre se heurte à un jeune éducateur, qui n'hésite pas à employer des méthodes musclées avec les enfants dont il a la charge.
22.25 Météo **22.30** Soir 3.

22.55 Black-Out Téléfilm. Allan A. Goldstein. Avec Brian Bosworth, Brad Dourif, Claire Yarlett, Marta Dubois, Jeremy Roberts (EU, 1996) ◘. 344881

0.25 Clair de lune Le rêve était presque parfait. Série **1.20** Sorties de nuit Festival interceltique de Lorient : Alan Stivell **2.10** Soir 3 **2.30** Les Nuits de l'Ina La Nuit de la Lune (205 min).

CANAL+

17.00 Football Magazine ; 17.15 Championnat de France Ligue 1 : (4e journée). Nantes - Lens ► *En clair jusqu'à 21.00* **19.20** Journal **19.40** En aparté Magazine. Invités : Dani, Gérard Jugnot.

20.30 Samedi comédie **20.30** Grolandsat Divertissement. Best of ○. **21.00** A la demande générale Divertissement. Religion. Invités : Mia Frye, Dieudonné, Patrick Bosso, Atmen Kelif, Helena Noguerra, Michel Muller, Rachid Taha, Omar et Fred 18637 **21.45** H Une histoire de permis ◘. Série. Avec Gwendoline Hamon, Jean-Luc Bideau 890724

22.15 Jour de foot Magazine présenté par Hervé Mathoux. Tous les buts et les meilleures actions de la 4e journée. 9325231 **23.15** Blood, the Last Vampire Téléfilm. Hiroyuki Kitakubo (Japon, 2000) 6434724.

0.20 Une chance sur deux Film. P. Leconte (Fr., 1997) ◘ **2.05** 35 heures c'est déjà trop ! Film. M. Judge (EU, 1999, v.o.) ◘ **3.45** Ali Zaoua, prince de la rue ■■ Film. N. Ayouch. *Drame* (Fr. - Maroc, 2000, v.o., 110 min) ○.

FRANCE 5 / ARTE

18.05 L'Argent de la mer **19.00** Biographies Antonio Skarmeta **19.45** Arte info **20.00** Le Dessous des cartes Corto Maltese, voyage à Samarcande **20.15** Palettes, portrait du Fayoum Le dernier regard : « L'Européenne ».

20.45 L'Aventure humaine - Les Conquistadors et l'Or des Incas Documentaire. Stephan Koester (Allemagne, 2002). 9997231
Portrait de Pizarro qui, en un jour, balaya la puissante civilisation inca.
21.35 Metropolis Au sommaire : Van Gogh vu par Bacon ; Expo.02 ; Toots Thielemans ; Sculpture à Monaco. 3958076.

22.35 Pepe Carvalho La nostalgie commence dans l'assiette 349415. L'avant-centre sera assassiné à la tombée du jour 8375800. Série. Avec Juanjo Puigcorbé, Valeria Marini, Jean Benguigui, Walter Vidarte.

1.40 Why Are You Creative ? Roman Polanski. Documentaire **1.45** Marilyn malgré elle Documentaire **2.45** Le Nez à la fenêtre Court métrage. Jean Louis Felicioli et Alain Gagnol. Avec Christian Taponard (4 min).

M6

16.30 Funky Cops Série **16.55** Motocops Sur le grill. Série **17.55** Amicalement vôtre Chez nous un coin tranquille. Série **18.55** La Loi du Puma Racket. Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Caméra café Série **20.40** Cinésix.

20.50 La Trilogie du samedi **20.50** Dark Angel Féline ◘ 9910182. Dieu tout-puissant ◘ 1116637. Série. Avec Jessica Alba, Michael Weatherly, John Savage, Valarie Rae Miller, William Gregory Lee. **22.30** Freakylinks Bien mal acquis ○. Série. Avec Ethan Embry, Lisa Sheridan, Karim Prince, Lizette Carrion, Dennis Christopher 42231.

23.25 Buffy contre les vampires Le zéro pointé ○ 8607076. El Eliminati ○ 8915651. Série. Avec Sarah Michelle Gellar, Nicholas Brendon ; Eliza Dushku.

1.14 Météo **1.15** M6 Music / Les Nuits de M6 M6 Music Spécial sexy (405 min) ◘ 76657767.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.20 Zoulou ■■ Cy Endfield (Grande-Bretagne, 1964, 135 min) ◘ **Cinétoile**
14.30 Les Maris, les Femmes, les Amants ■■ Pascal Thomas (France, 1989, 115 min) ◘ **CineCinemas 3**
16.20 Marie-Martine ■■ Albert Valentin (France, 1943, N., 100 min) ◘ **CineClassics**
16.25 Beau fixe ■■ Christian Vincent (France, 1992, 90 min) ◘ **Cinéstar 1**
16.25 Franc jeu ■■ Archie Mayo (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 70 min). **TCM**
17.35 Capitaine sans loi ■■ Clarence Brown (Etats-Unis, 1952, 105 min). **TCM**
20.10 Le Pont de la rivière Kwaï ■■ David Lean. Avec William Holden (Etats-Unis, 1957, 160 min). **RTBF 1**
21.00 Hôtel du Parc ■■ Pierre Beuchot (France, 1991, 100 min). **Histoire**
22.30 Le Roman de Mildred Pierce ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1945, N., v.m., 110 min). **TCM**
23.00 Calme blanc ■■ Philip Noyce (Australie, 1989, v.m., 95 min) ○ **CineCinemas 2**
23.00 Jours d'amour ■■ Giuseppe De Santis (Italie, 1954, v.o., 100 min) ◘ **CineClassics**
23.00 Passage à l'acte ■■ Francis Girod (France, 1996, 100 min) ○ **CineCinemas 1**

DÉBATS

12.10 ET 17.10 **Le Monde des idées.** L'islam et ses maux. Invité : Abdelwahab Meddeb. **LCI**

MAGAZINES

16.05 J'y étais. Sylvie Tellie ; Gérard Collomb. **Match TV**
17.00 Chacun son monde. Invité : Guy Marchand. **Voyage**
18.15 Envoyé spécial. Des chiffres et des êtres. Henri Burin des Roziers, l'avocat des sans-terre. **TV 5**
18.55 Carnets de jour. Luis Fernandez ; Juliette. **Match TV**
19.00 Explorer. Moments extrêmes : quand tout s'arrête. Les cygnes : voyageurs infatigables. Sylvia Earle : portrait d'une aquanaute. **National Geographic**
20.10 Ecolo mag. La nature comme thérapie. Invitée : Christine Janin. **LCI**
22.15 Thalassa. Trois voyages, trois destinations, trois coups de cœur. EU, côte ouest. Madagascar. Islande. **TV 5**

DOCUMENTAIRES

17.55 Hongkong - Hanoï. Retour des camps. **Planète**
18.00 Music Behind the Scene. Suspense. **CineCinemas 1**
18.10 L'Histoire du sexe. **La Chaîne Histoire**
18.10 Chine secrète. La voie du salut. **Odyssée**
19.00 Action Heroes. Brad Pitt. **TPS Star**
19.10 Mémoire vive. Les présidents de la République. **La Chaîne Histoire**
19.55 Jean-Pierre Aumont, charme et fous rires. **CineClassics**
19.55 Tribus d'Afrique. [4/5]. Les Mursi. **Odyssée**
20.00 Biographie. Vincent Van Gogh. **La Chaîne Histoire**
20.00 Carnaval de Rio, samba, crime et corruption. Voyage
20.45 Biographie. Le marquis de Sade. **La Chaîne Histoire**
20.45 Martin Luther King. J'ai fait un rêve. **Planète**
20.50 New York. [2/5]. L'ordre et le désordre. **Odyssée**
21.00 Les Grands Fleuves. Le Mississippi. **Voyage**
21.30 Les Mystères de l'Histoire. Frankenstein. **La Chaîne Histoire**
21.45 L'Histoire de l'archéologie. L'avenir du passé. **Odyssée**
22.35 Le Cinéma des effets spéciaux. Supers espions du grand écran. **CineCinemas 1**
22.55 Un nu scandaleux. L' *Olympia*, de Manet. **Odyssée**
23.15 Histoire du XXe siècle. Nuremberg, procès de la tyrannie. **La Chaîne Histoire**
0.45 La Télévision. Fenêtre sur le monde. **La Chaîne Histoire**

SPORTS EN DIRECT

19.00 Tennis. Tournoi féminin de New Haven (Connecticut). Finale. **Eurosport**
20.30 Tennis. Tournoi messieurs de Long Island (New York). Demi-finales. **Eurosport**
22.00 Golf. Championnat du monde. NEC Invitation (3e jour). **Pathé Sport**
22.00 Equitation. Coupe des nations. **Eurosport**

MUSIQUE

20.45 Zazie Made in Live. En 1999. **Canal Jimmy**
21.00 Siegfried. Opéra de Wagner. Mise en scène de Patrice Chéreau. Par l'Orchestre et le Chœur du Festival de Bayreuth, dir. Pierre Boulez. Avec Manfred Jung (Siegfried), Hanna Schwarz (Fricka). **Mezzo**
23.55 Guru's Jazzmatazz. En 2000. **Paris Première**
0.50 Marciac Sweet 99. Invité : Scott Hamilton. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.40 Elizabeth R. Roderick Graham et Richard Martin. [5 et 6/6]. **Festival**
20.50 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. Michel Favart. [3 et 4/4] ◘ **Téva**
22.20 Parfum de meurtre. Bob Swaim ◘ **13ème RUE**
22.35 L'Eté indien. Thadé Piasecki. **Monte-Carlo TMC**
0.10 L'Inventaire. Caroline Huppert ◘ **Téva**

SÉRIES

18.20 Stargate SG-1. Le venin du serpent. **Série Club**
20.50 Starsky et Hutch. Le garde d'un corps ◘ Le piège ◘ **Série Club**
23.20 3e **planète après le Soleil.** Y2dicK ◘ **Série Club**
23.25 Les Cinq Dernières Minutes. Quand le vin est tiré ◘ **Canal Jimmy**
23.50 Falcone. Windows ○. **Série Club**

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.00 Fiction. Texte nu : Jacques Gamblin lit *Clémence, à mon bras*, de Pierre Notte.
22.05 Robert Musil : Dix tentatives pour aimer un monstre.
22.30 Festival de Radio France et Montpellier. Musiques d'ici et d'ailleurs.
0.00 Des idées et des hommes. La crise de la culture européenne.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Boris Godounov. Opéra de Moussorgski. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra du Kirov, dir. Valery Gergiev, Vladimir Ognovenko (Boris Godounov).
23.15 Soirée privée.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Thomas, Saint-Saëns, Debussy, Chabrier, De Sarasate.
20.00 Les Rendez-Vous du soir. Bedrich Smetana. Œuvres de Smetana, Liszt, Gade.
22.00 Da capo. La pianiste Annie Fischer. Œuvres de Mozart, R. Schumann, Bartok, Schubert.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

DIMANCHE 25 AOÛT

TF1

13.00 Journal, Météo **13.30** Walker, Texas Ranger La couleur de l'intolérance. Série **14.20** Les Associées Le match de l'année. Série **15.15** Deux privés à Vegas Fausse idée. Série **16.10** New York Unité Spéciale L'innocence bafouée. Série ○ **17.00** 7 à la maison Retrouvailles inespérées. Série **17.55** Vidéo gag **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.

20.50 L'Aile ou la Cuisse Film. Claude Zidi. Avec Louis de Funès, Coluche, Julien Guiomar, Claude Gensac, Marcel Dalio. *Comédie burlesque* (Fr., 1976). 846545
Un critique culinaire tente, avec l'aide de son fils, de mettre en échec le patron d'une chaîne de restauration rapide.
22.45 Les Films dans les salles.

22.50 Spécial police Film. Michel Vianey. Avec Richard Berry, Carole Bouquet, Fanny Cottençon, Jean-Pierre Malo, Benoît Régent. *Policier* (Fr., 1985) ○. 8977274
Un policier féru d'électronique démantèle un groupe d'assassins. Un banal polar typique des années 1980.
0.30 Céline Dion A New Day Has Come. Concert. 2552997 **1.25** Musique en France De fantaisie en concerto.

2.30 Reportages Les artisans de l'excellence **2.55** Aventures africaines, françaises, asiatiques [2/2]. Aventures africaines au Kenya **3.55** Très chasse Belles chasses aux cervidés. Documentaire **4.45** Musique (25 min).

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.25** Le Grand Batre Téléfilm. Laurent Carcélès. Avec Marie-Christine Barrault, Nuria Hosta (Fr., 1997) [7 et 8/9] **16.40** Les Années d'orage Téléfilm. Bernd Böhlich. Avec Barbara Rudnik, Ben Becker (All., 1999) **18.10** Voleurs de charme Casino. Série **18.50** C'est ma tribu **18.55** Stade 2 Magazine **20.00** Journal **20.35** Talents de vie **20.40** Météo.

20.55 Elles n'oublient jamais Film. Christopher Frank. Avec Thierry Lhermitte, Maruschka Detmers, Nadia Farès, Patrick Timsit. *Suspense* (Fr., 1994) ○. 4807038
Un homme est harcelé par sa maîtresse d'un soir. Un suspense qui vire au drame invraisemblable.

22.45 Contre-courant Termites attack ◘. Documentaire. T. Berrod. Magazine présenté par Stéphane Paoli. 5715496

23.40 Journal de la nuit, Météo **0.05** Contre-courant Norman Mailer, histoires d'Amérique [1/3] : Le rebelle : 1945-1961. Documentaire. Richard Copans et Stan Neumann 7351930.

0.55 Contre-courant [2/3] : Les années Mailer : 1961-1971 ; 1.50 [3/3] : Le désenchanté : 1971-1998 **2.40** Une vie c'est trop peu **3.00** La Vierge noire Feuilleton **3.50** 24 heures d'info **4.10** Stade 2 Magazine (60 min).

FRANCE 3

13.55 Motocyclisme Championnat du monde de vitesse. Grand Prix de la République tchèque. La course des Moto GP **15.05** Cyclisme Grand Prix de Plouay (Morbihan) **17.05** Canoë-kayak Championnats du monde de slalom. Finales kayak dames et canoë monoplace **18.05** On en rit encore ! Tranches de vie. **18.55** Le 19-20 de l'information, Météo **20.20** Titeuf L'ado ; L'éphémère ; Enfin seuls.

20.55 Siska Haine aveugle 7787670. Rendez-vous manqué 6406467. Série. Avec Peter Kremer, Matthias Freihof, Susanne Schäfer.
Dans Haine aveugle, *avec l'aide de ses collègues de la police criminelle, Siska tente de mettre fin aux agissements d'un meurtrier en série, qui sévit en ville depuis bientôt deux ans.*
23.00 Météo **23.05** Soir 3.

23.20 Les Comédies de l'été - Pauvre France Pièce de Ron Clark et Sam Bobrick. Mise en scène par Michel Roux. Avec Jean Lefebvre, Georges Beller, François Duval, Annick Alane, Nadine Capri. 8986922 **1.15** Cinéma de minuit : Cycle « Films catastrophe » [4/5] - Madame Satan ■■■ Film. Cecil B. DeMille. Avec Kay Johnson, Reginald Denny. *Comédie dramatique* (EU, 1930, N., v.o.) 2056648.

3.15 Y'a de la voix... Des stars, des grandes voix **4.45** La Case de l'oncle Doc J'aurais préféré qu'on se tutoie. Documentaire (50 min).

CANAL+

15.00 Cavale australe Téléfilm. Rowan Woods. Avec Kate Ashfield, Tom Long (Austr., 2001) ○ **16.30** H Une histoire de permis. Série **17.05** Paroles d'hommes, mémoires d'éléphants Documentaire **18.00** La Famille Foldingue ■■ Film. Peter Segal. Avec Eddie Murphy, Janet Jackson. *Comédie* (EU, 2000) ○ ► *En clair jusqu'à 20.45* **19.40** Journal **20.00** Ça Cartoon Magazine.

20.30 Football Championnat de France Ligue 1 : (4e journée). Le Havre - Paris-SG. Match avancé. 20.45 Coup d'envoi en direct. 994125

22.40 L'Équipe du dimanche Magazine présenté par Philippe Bruet. Au programme de ce deuxième rendez-vous de la Premier League : West Ham / Arsenal, Liverpool / Southampton, Chelsea / Manchester United, Sunderland / Everton, etc. 7320293 **0.00** Downtown Tests (v.o.). Série 46846 **0.20** Surprises **0.30** Liam ■■ Film. Stephen Frears. Avec Ian Hart, Claire Hackett. Drame (Fr. - All. - GB, 2001) ◘ 5253171.

2.00 Cravate club Pièce de Fabrice Roger-Lacan **3.25** Stick *Bois ta Suze*. Court métrage ◘ **4.00** Yoyes Film. Helena Taberna. Avec Ana Torrent, Ernesto Alterio. *Suspense* (Esp. - Fr., 1999, 100 min) ○ 8873084.

FRANCE 5 / ARTE

13.20 Paul Newman Documentaire **14.15** Méditerranée(s) [3/6]. Ibiza **15.05** L'Aventure spatiale [3/4]. Trou noir, la menace **16.05** La Vie secrète de Jackie Kennedy Onassis Documentaire **16.55** La Cinquième Dimension Bulles sous l'eau **17.25** Le Règne des dinosaures Documentaire **19.00** Maestro Les Pianos de la nuit **20.30** Arte info, Météo.

20.51 Thema - les aventuriers de l'amour MARIAGE À L'ITALIENNE Film. Vittorio De Sica. Avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni, Aldo Puglisi, Marilù Tolo, Generoso Cortini. *Comédie* (Italie - France, 1964) ◘. 100774854
Un classique de la comédie italienne, présenté en version française.

22.30 Thema - les aventuriers de l'amour D'AMOUR ET D'EAU FRAÎCHE Documentaire. J. Kéguiner (Fr., 1999). 13670 **23.30** Thema - Les Pèlerins de l'amour Documentaire. H. Heijnen (1998) 55496.
En Irlande de l'Ouest, un « marieur » assume une mission que le faible peuplement de la région rend délicate : trouver une femme à des célibataires très endurcis.

0.20 Why Are You Creative ? Georg Baselitz. Documentaire **0.25** Scarface ■■■ Film. H. Hawks. Avec Paul Muni. *Policier* (EU, 1932, N., v.o.) **2.00** Palettes, portrait du Fayoum Le dernier regard : « L'Européenne » (26 min).

M6

13.15 Si c'était demain Téléfilm. Jerry London. Avec Tom Berenger (EU, 1986) **15.00** Christy : au cœur du souvenir Téléfilm. Chuck Bowman. Avec Diane Ladd (EU, 2001) **16.45** Bugs Crise d'identité. Série **17.45** Tessa, à la pointe de l'épée L'ombre du témoin. Série **18.40** Opération séduction aux Caraïbes Divertissement **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** E = M6 Magazine **20.40** Sport 6.

20.50 Capital Immobilier : entre rêve et réalité. Magazine présenté par Emmanuel Chain. Au sommaire : Neuf : rêves et pièges ; Déménagement : les bons plans ; Alarmes : le boom de la sécurité ; Taxe d'habitation : l'impôt le plus injuste. 23635019

22.55 Secrets d'actualité Diana : les secrets de son dernier été. Magazine présenté par Laurent Delahousse. 3173800

0.00 Désirs fatals Téléfilm. Jean-Claude Daniel. Avec Anja Kruse, Laura Mana (Fr. - EU, 1996) ◘ 2787268.

1.35 Sport 6 Magazine **1.45** Turbo Magazine **2.15** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (225 min) 53435775.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

18.00 Généalogies d'un crime ■■ Raoul Ruiz (France, 1996, 110 min) ○ **CineCinemas 2**
18.20 Conseil de famille ■■ Costa-Gavras (France, 1986, 100 min) ◘ **Cinéstar 1**
18.20 Ils vont tous bien ■■ Giuseppe Tornatore (France - Italie, 1990, 120 min) ◘ **Cinéfaz**
19.40 Le Distrait ■■ Pierre Richard (France, 1970, 80 min) ◘ **Cinétoile**
20.45 Kanzo Sensei ■■ Shohei Imamura (France - Japon, 1998, v.m., 125 min) ○ **CineCinemas 3**
20.45 Elephant Man ■■■ David Lynch (GB - EU, 1980, N., 120 min) ◘ **Cinéfaz**
20.45 La dernière fois que j'ai vu Paris ■■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1954, v.m., 115 min). **TCM**
21.00 Hôtel du Parc ■■ Pierre Beuchot (France, 1991, 105 min). **Histoire**
21.00 La Vérité sur Bébé Donge ■■ Henri Decoin (France, 1951, N., 110 min) ◘ **Cinétoile**
22.50 La Fleur de mon secret ■■ Pedro Almodovar (Fr. - Esp., 1995, v.m., 105 min) ○ **CineCinemas 3**
22.50 Week-end ■■ Jean-Luc Godard (France, 1967, 105 min) ◘ **Cinétoile**
22.55 Les Voleurs ■■ André Téchiné (France, 1996, 115 min) ○ **CineCinemas 2**
0.05 Beau fixe ■■ Christian Vincent (France, 1992, 90 min) ◘ **Cinéstar 2**
0.40 La Cité des femmes ■■■ Federico Fellini (Italie, 1979, v.o., 140 min) ◘ **Cinéfaz**

DÉBATS

12.10 ET 18.10 **Le Monde des idées.** L'islam et ses maux. Invité : Abdelwahab Meddeb. **LCI**

MAGAZINES

13.00 Chacun son monde. Invité : Guy Marchand. **Voyage**
14.15 Thalassa. Trois voyages, trois destinations, trois coups de cœur. EU, côte ouest. Madagascar. Islande. **TV 5**
16.05 J'y étais. Invités : Paul Bocuse ; Christophe Delmotte. **Match TV**
16.10 L'Actors Studio. Michael Douglas. **Paris Première**
17.10 Ecolo mag. La nature comme thérapie. Invitée : Christine Janin. **LCI**
18.55 Comme à la télé. Invités : Gérard Holtz ; Annie Lemoine ; Fabienne Egal. **Match TV**
19.00 Explorer. Insectes en gros plan. Guerriers du Golden Gate. Nager avec les requins. **National Geographic**
19.50 Rien à cacher. Invitée : Lara Fabian. **RTL 9**
20.00 Recto Verso. Charlotte Gainsbourg. **Paris Première**
20.40 Place aux livres. Invités : Christophe Onot-Dit-Biot ; Nytia Vares. **LCI**
22.40 L'Actors Studio. Invitée : Helen Hunt. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

17.10 Les Trésors de la Terre. **Planète**
17.40 Les Réalisateurs. Wolfgang Petersen. **CineCinemas 1**
18.30 La Veuve noire. **National Geographic**
19.00 Augusti Centelles, un photo-reporter dans la guerre d'Espagne. **Histoire**
19.05 L'Ecume des villes. Chicago. **Paris Première**
19.10 Jean-Pierre Aumont, charme et fous rires. **CineClassics**
19.10 La Mémoire au quotidien. **Planète**
19.45 Action Heroes. Nicolas Cage. **TPS Star**
19.55 Un nu scandaleux. L' *Olympia*, de Manet. **Odyssée**
20.00 Les Mammouths de l'ère glacière. **Nat. Geographic**
20.00 Les Jardins du Soleil. Versailles. **Voyage**
20.05 Procès de Berlin. Le terrorisme iranien condamné. **Histoire**
20.05 Un violon dans la tête. **Planète**
20.15 Femmes fatales. Jodie Foster. **TPS Star**
20.45 Biographie. JF Kennedy [1 et 2/2]. **La Chaîne Histoire**
21.00 Le Momies Road Show. **National Geographic**
21.00 Rêves d'étoiles. Roméo et Juliette. **Mezzo**
21.30 Histoires des morts-vivants. **National Geographic**
22.45 En quête d'Alexandrie. **Histoire**
23.00 Tempête dans les hauts-fonds. **National Geographic**
23.00 Pilot Guides. Le Maroc. **Voyage**
0.15 La Légende napoléonienne. De feu et de sang. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

15.15 Canoë-kayak. Championnats du monde de slalom. Finales kayak dames et canoë monoplace. **Eurosport**
17.15 Football. Championnat de France Ligue 2 (4e journée) : Saint-Etienne - Reims. **Eurosport**
20.00 Tennis. Tournoi messieurs de Long Island (New York). Finale. **Eurosport**
22.00 Golf. Championnat du monde. NEC Invitation (4e jour). **Pathé Sport**

DANSE

23.00 Finis Terra. Chorégraphie d'Olga Roriz. Musique de Carlos Zingaro. **Mezzo**

MUSIQUE

20.00 Festival de Radio France et de Montpellier. Avec Vadim Tchijik (violon), Yves Henry (piano). Œuvres de Schubert, Brahms, Ravel. **Mezzo**
23.55 Anner Bylsma et Bob Van Asperen. En 2000. **Mezzo**
0.30 James Carter. En 2000. **Paris Première**

THÉÂTRE

18.00 Les Boulingrin. Pièce de Georges Courteline. Mise en scène de Gérard Caillaud. **Festival**

TÉLÉFILMS

20.50 La Femme prisonnière. Joël Santoni ○ **Téva**
22.10 Le Saut dans le vide. Marc F. Voizard. **Festival**
22.15 Magie noire. Ted Nicolaou. **13ème RUE**

SÉRIES

20.45 Les Soprano. Amour fou (v.o.) ○. Une armée à moi seule (v.o.) ○ **Canal Jimmy**
21.40 The Practice. Caméras cachées (v.o.) ◘ **Série Club**
22.30 Falcone. Double Exposure (v.o.) ○ **Série Club**
23.20 Ally McBeal. Le combat (v.o.) ◘. Cro-Magnon (v.o.) ◘. Le pinguoin ◘ **Téva**
0.25 Star Trek, Deep Space Nine. Seconde peau (v.o.). ◘ L'orphelin (v.o.). ◘ **Canal Jimmy**

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Les Vendredis de la philosophie. Félix Guattari : Psychanalyse et transversalité.
21.00 For intérieur. Jean Maison.
22.05 Robert Musil : Dix tentatives pour aimer un monstre.
22.30 Festival de Radio France et Montpellier. Œuvres de Rachmaninov, Respighi, Bruch, Messiaen, Ravel.
0.00 Carnet nomade.

FRANCE-MUSIQUES

18.06 Jazz été. Hommage à Martial Solal, pianiste [4/5].
19.00 22e **Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron.** En simultané sur la chaîne Arte. Œuvres de Schubert, Beethoven, Brahms, Scarlatti, etc.
21.00 Festival Bach. Marie-Claire Alain, orgue : Œuvres de Buxtehude, Boehm, Bach.
0.00 Akousma.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Le Roi d'Ys.* Opéra de Lalo. Par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Armin Jordan, Jean-Philippe Courtis (le Roi d'Ys). 21.56 Archives Verdi. Œuvres de Liszt, Verdi.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

Les codes du CSA ◘ Tous publics ○ Accord parental souhaitable ◘ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans ◘ Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans ◘ Interdit aux moins de 18 ans.
Les cotes des films ■ On peut voir ■■ A ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. **Les symboles spéciaux de Canal +** DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants.

Le Monde

LES NOUVELLES DE L'ÉTÉ

Le corps-à-corps de Chantal Pelletier

CHANTAL PELLETIER

▶ **1972 :** licenciée en psychologie.
▶ **1976 :** publie son premier roman, *L'Octobre* (Jean-Jacques Pauvert).
▶ **1976-1986 :** co-interprète et coauteure du groupe Les Trois Jeanne
▶ **1989 :** *Et l'amour dans tout ça ?*, récit humoristique écrit avec Kriss Graffiti (Balland, J'ai lu en 1990)
▶ **2001 :** Grand Prix du roman noir français pour *Le Chant du bouc* (« Série noire »).
▶ **2002 :** coscénariste du film de Serge Lalou *Entre nous*. Sortie en septembre de *More is Less* (« Série noire »).

ELLE A NAGÉ. Elle nage. Elle sort de la piscine. Elle a traversé Paris. Hier, elle était en Grèce. Elle a fait un crochet par Lisbonne. Elle part demain en Allemagne. Elle bouge, elle voyage : rien ne doit entraver la course, la mobilité, la découverte, la rencontre.

Chantal Pelletier sourit. Elle ne doit pas aimer les barrières. Elle n'aime pas non plus se limiter à un genre littéraire. Depuis toujours, elle passe du roman à la nouvelle, de l'essai au texte poétique, du roman policier au scénario. Pas de limites et pas de salut hors de l'écriture. Pauvert a édité son premier roman en 1976. Elle avait près de 25 ans.

Elle n'a pas eu peur ensuite de se confronter à d'autres types d'écriture. Elle s'est glissée avec plaisir dans le roman policier et sa noirceur : *« C'est un genre très foisonnant. Il faut du drame, c'est une règle du polar. Du drame vécu, pas quelque chose d'embaumé dans de l'after-shave... C'est aussi un genre très libre. On peut raconter une histoire précise, recomposer un puzzle et en même temps oser donner des avis sur le monde et sur la société ! Il y a une désinvolture dans le roman policier qui permet beaucoup de choses et qui donne une grande énergie. Cela me libère. Il faut savoir lâcher des choses dans l'écriture. Avec le roman policier, on quitte le cercle de l'écriture policée... »*

MAURICE LAICE, MORE IS LESS

Drôle de genre. Elle-même relève avec ironie un paradoxe constant : *« Quand vous réussissez, on vous dit : "C'est mieux qu'un polar." Et si vous publiez un roman, on vous félicite en assurant : "Ça se lit comme un polar !" »* On n'en sort pas !

Il y a eu *Lavande tuera, Eros et Thalasso* et *Le Chant du bouc*. Et progressivement l'apparition d'un héros pas si héroïque que ça, l'inspecteur Maurice Laice – More is less pour les intimes –, qui traverse ces romans noirs coupés d'éclairs d'optimisme et de promesses d'amour. Ni beau ni laid, il ne manque pas de courage et d'humanité : il suçote des cigarillos, se bourre de chewing-gum à la cannelle, se traite de tous les noms et finalement conclut plutôt bien ses enquêtes.

JACQUES SASSIER/GALLIMARD

« Avec le roman policier, on quitte le cercle de l'écriture policée... »

Pourquoi ne pas avoir choisi une inspectrice ? Pourquoi avoir refusé la facilité d'écrire sur une héroïne ? Chantal Pelletier répond qu'elle a choisi un inspecteur pour accentuer la difficulté. *« Cela m'a permis d'augmenter la distance, d'être moins nombriliste. »* Elle ajoute : *« Le sexe n'est pas un élément si fondamental, surtout dans la société contemporaine, beaucoup moins sexuée qu'autrefois. Inspecteur ou inspectrice ? Ce n'est pas l'essentiel. »*

Et puis changer de peau est un plaisir. L'écriture doit suivre, rester une découverte, un défi. Elle a adoré écrire des textes poétiques tout à la fois noirs, cruels et érotiques il y a deux ans. *« Ni intrigue ni histoire. On se retrouve devant les mots, la matière brute. »* Un corps-à-corps.

L'exercice demande une forme de dépouillement. C'est une ascèse, genre zen. *« Tout le reste paraît pâle quand on a découvert cela. »* Les nouvelles – elle en a rassemblé une quinzaine dans *Troubles fêtes* – lui permettent un autre type d'expérience. Il faut ramasser, condenser, serrer : *« C'est une recherche. Je travaille beaucoup sur le rythme et la concision. »*

Cela lui convient bien. Dans une autre vie, c'était déjà une règle. Elle était auteure pour le café-théâtre et comédienne. Elle était l'une des Trois Jeanne, une petite troupe de copines habillées de robes-sacs en patchwork qui ont tenu la scène pendant dix ans (1976-1986) et connu un succès fabuleux. Tournées dans le monde entier. Salles pleines. Et manque total de stratégie. Les Trois Jeanne acceptaient tout : les salles prestigieuses et les patronages avec tapis de sol pour la gymnastique. *« On n'a pas su exploiter cet énorme succès. On pensait exclusivement à rigoler, et l'on a bien ri. »*

UNE DES « KRIMI-NANAS »

Les Trois Jeanne se sont finalement dissociées. Chantal a choisi l'écriture, les autres sont restées comédiennes. Eliane Boëri a présenté en juillet, au Festival d'Avignon, une rétrospective de leur talent. La belle histoire appartient aujourd'hui à une autre vie. Il n'en reste plus guère de trace. Les textes des sketches, traduits un peu partout, n'ont jamais été publiés en France.

Au fait, une nouvelle bande est peut-être sur le point d'apparaître. Traduite en allemand, Chantal Pelletier incarne outre-Rhin l'une des trois auteures de polar à la française avec Sylvie Granotier et Pascale Fonteneau. On les appelle là-bas les Krimi-Nanas.

Laurent Greilsamer

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La bataille des prix

QUE LE GOUVERNEMENT veuille équilibrer le budget à la fois sans imposer de nouvelles charges au pays, sans renier ses engagements militaires ni renoncer à satisfaire des besoins essentiels, en particulier ceux de la reconstruction et les investissements, cela suppose que la stabilité non seulement financière mais économique soit réellement atteinte. Car jusqu'à cette année faire un peu tout à la fois n'a abouti qu'à faire beaucoup d'inflation. Le gouvernement n'ignore pas que la lutte contre la hausse des prix connaît une *« pause »*. Ce sont là ses propres termes. Et c'est le péril qui le guette. Le vote du budget offrirait assez d'occasions pour renverser le gouvernement si le pays avait l'impression que la bataille des prix était virtuellement perdue, qu'une lutte accrue n'est pas entreprise contre l'inflation. Le Parlement ne ferait qu'en tirer la conséquence politique. Et l'effort de stabilisation de M. Pinay, bientôt limité lui aussi par une augmentation de salaires, n'aurait ressemblé qu'à celui de M. Queuille il y a trois ans. C'est ce qu'il peut encore éviter en agissant dans le domaine économique avec autant d'énergie et de continuité que dans le domaine financier.

Jacques Fauvet
(26 août 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ **L'actualité en images.** Chaque week-end, *lemonde.fr* vous présente une sélection des images marquantes de la semaine.

■ **Multimédia.** Suivez au jour le jour l'actualité des nouvelles technologies grâce à la chaîne « Interactif ». A découvrir, cette semaine, une « revue accélérée » des jeux vidéo de l'été.
www.lemonde.fr/interactif

■ **L'actualité en continu** sur *lemonde. fr*

CONTACTS

▶ **RÉDACTION**
21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F
▶ **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr
Par courrier : bulletin p. 10
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)
▶ **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : http://finances.lemonde.fr
Site nouvelles technologies : http ://interactif.lemonde.fr
Guide culturel : http://aden.lemonde.fr
Marché de l'emploi : http://emploi.lemonde.fr
Site éducation : http://educ.lemonde.fr
Marché de l'immobilier : http://immo.lemonde.fr
▶ **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde
▶ **DOCUMENTATION**
Sur Internet : http://archives.lemonde.fr
▶ **COLLECTION**
***Le Monde* sur CD-ROM :** 01-44-09-43-21
***Le Monde* sur microfilms :** 03-88-71-42-30
▶ **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-44-97-54-54
En vente : « Carnets de voyage ».

■ Tirage du *Monde* daté Samedi 24 août 2002 : 566 224 exemplaires. **1 - 3**
Nos abonnés France métropolitaine trouveront un encart publicitaire « Dossiers & Documents ».